
Ivan Cadeau
DIÊN BIÊN PHU
13 mars - 7 mai 1954
L'HISTOIRE EN BATAILLES
Tallandier

IVAN CADEAU

DIÊN BIÊN PHU

13 mars-7 mai 1954

T ALLANDIER

Conseiller éditorial : Claude Quétel



Éditions Tallandier – 2, rue Rotrou, 75006 Paris

www.tallandier.com

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo

EAN : 979-1-021-00074-2

TABLE DES CARTES

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACM	Antenne chirurgicale mobile
APV	Armée populaire du Vietnam
BMG	Bataillon de marche du génie
BPC	Bataillon de parachutistes de choc
BPC	Bataillon de parachutistes coloniaux
BT	Bataillon thaï
CEFEO	Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient
CMMLE	Compagnie mixte de mortiers de la Légion étrangère
CPG	Compagnie parachutiste du génie
BEP	Bataillon étranger de parachutistes
BPVN	Bataillon de parachutistes vietnamiens
DCA	Défense contre aéronefs
DIA	Division d'infanterie algérienne
DLO	Détachement de liaison et d'observation
DZ	*Drop Zone* (zone de parachutage)
EMIFT	État-major interarmées et des forces terrestres
EROM	Escadrille de reconnaissance de l'Outre-mer
ERP	Escadrille de reconnaissance photographique
FTNV	Forces terrestres du Nord-Vietnam
GAP	Groupement aéroporté
GATAC	Groupement aérien tactique
GCMA	Groupement de commandos mixtes aéroportés
GM	Groupe mobile
GMI	Groupement mixte d'intervention
GONO	Groupement opérationnel du Nord-Ouest
OAS	Organisation de l'Armée secrète
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PC	Poste de commandement
RALP	Régiment d'artillerie légère parachutiste

RCC	Régiment de chasseurs à cheval
RCP	Régiment de chasseurs parachutistes
REI	Régiment étranger d'infanterie
RIF	Régiment d'infanterie de forteresse
RTA	Régiment de tirailleurs algériens
RTM	Régiment de tirailleurs marocains
SCR	*Signal Corps Radio*

Général Cogny (de Hanoï) : « Allô, allô, Castries ?… Allô, Castries ? »

Général de Castries (de Diên Biên Phu) : « Oui, mon général. »

Général Cogny : « Dites-moi, mon vieux, il faut en finir maintenant, bien sûr, mais pas sous forme de capitulation. Cela nous est interdit. Il ne faut pas lever le drapeau blanc, il faut laisser le feu mourir de lui-même, mais ne capitulez pas. Cela abîmerait tout ce que vous avez fait de magnifique jusqu'à présent. »

Général de Castries : « Bien, mon général, seulement je voulais préserver les blessés. »

Général Cogny : « Oui, seulement, j'ai un papier moi [le général Navarre a interdit l'usage du drapeau blanc], je n'ai pas le droit de vous autoriser à faire cette capitulation. Alors faites ça au mieux. Mais il ne faut pas que cela finisse par un drapeau blanc. Ce que vous avez fait est trop beau pour que l'on fasse cela. Vous comprenez mon vieux ? »

Général de Castries : « Bien, mon général. »

Général Cogny : « Allez, au revoir mon vieux, à bientôt. »

Au poste de commandement du général de Castries, il est 17 heures ce 7 mai 1954. Une demi-heure après ce dernier échange téléphonique, les armes se taisent et le silence reprend peu à peu possession de la vallée.

Après 56 jours de résistance, la bataille de Diên Biên Phu est terminée.

INTRODUCTION

Il y a près de soixante ans maintenant, l'armée française livrait, à Diên Biên Phu, la dernière bataille rangée de son histoire. Depuis lors, ces trois syllabes, aux sonorités exotiques pour un Occidental, sont synonymes de courage et de sacrifice. Les combats acharnés qui opposent, cinquante-six jours durant, les troupes de l'Union française aux soldats de l'armée populaire vietnamienne ont, en effet, définitivement donné à cette « parcelle de gloire » un caractère singulier. De fait, du côté français, cette bataille perdue, qui précipite la fin de la guerre d'Indochine et annonce la fin de l'Empire, occupe une place particulière. La chute du camp retranché de Diên Biên Phu, le 7 mai 1954, provoque un réel traumatisme en même temps qu'une prise de conscience de l'opinion publique française. Alors que la guerre d'Indochine ne rencontrait jusque-là que l'indifférence de la population, celle-ci semble découvrir soudainement que la France se bat depuis neuf ans en Extrême-Orient et que des milliers de ses soldats sont morts, là-bas, dans la boue des rizières de Cochinchine ou dans la jungle des montagnes de la Haute Région tonkinoise. Au lendemain de la défaite, la compassion envers les milliers de tués, blessés et rescapés de la garnison française se double d'un sentiment d'incompréhension. La presse, notamment, s'interroge sur les raisons qui ont conduit à l'anéantissement de 17 bataillons, parmi les meilleurs que comptait alors le corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient. Cette louable recherche de la « vérité » – Pourquoi Diên Biên Phu ? – se confond pourtant bientôt avec celle d'une chasse aux responsables, politiques comme militaires, et vise notamment le premier d'entre eux, le général Navarre, commandant en chef en Indochine, qui est à l'origine de la décision d'occuper Diên Biên Phu, puis d'y livrer bataille.

Avec le temps, toutefois, l'apaisement des passions permet progressivement aux historiens et aux témoins de bénéficier d'une vue plus juste, plus saine de l'événement, qui tranche parfois avec certaines idées reçues ou préjugés solidement établis. L'on peut ainsi considérer que si Diên Biên Phu reste incontestablement une défaite des armes françaises face à un ennemi valeureux qui a dû consentir d'immenses sacrifices pour vaincre, les buts fixés aux combattants français, enfermés dans cette petite vallée du Nord-Vietnam, ont bel et bien été atteints. Dans cette perspective, Diên Biên Phu peut se concevoir, d'une certaine façon, comme un succès stratégique. Cependant, dans le contexte qui prévaut à l'époque, la disparition des 15 000 hommes que commande le général de Castries est vécue par tous comme un choc psychologique, qui intervient dans une conjoncture politique défavorable à la poursuite du conflit. En termes d'effectifs, en effet, les forces engagées à Diên Biên Phu ne représentent pas plus de 3,3 % des 450 000 combattants que la France et ses alliés entretiennent face au Viêt-Minh. Mais l'époque n'est plus où, après le revers subi lors de l'évacuation de la garnison de Cao Bang, à l'automne 1950, les autorités politiques entendent continuer une lutte qui coûte de plus en plus cher en termes financiers et humains. En ce printemps 1954, les gouvernements successifs qui cherchent depuis longtemps une « sortie honorable » au conflit trouvent, dans la défaite de Diên Biên Phu, l'occasion de solder la guerre.

Au-delà de ces aspects, et des conséquences politiques engendrées par la défaite, Diên Biên Phu constitue pour les acteurs de la bataille une véritable tragédie, au sens antique du mot. Tragédie, d'abord, pour les combattants français qui, sur leurs points d'appui creusés dans des collines auxquelles ont été données des noms de femmes, passent alternativement de l'extrême confiance à l'abattement, de l'espoir à la désillusion, jusqu'au dénouement final. Des héros ? Non, des combattants qui luttent pour leur survie, celle de leurs frères d'armes, pour l'honneur du métier des armes aussi, comme le dirait le colonel Langlais. Des hommes qui vont se battre, jusqu'au bout, espérant être secourus ou n'espérant rien car, jour après jour, nuit après nuit, se battre et tenir est devenu leur seule raison de vivre. D'ailleurs, comme l'écrirait à son retour de captivité le chef de bataillon

Botella, commandant le 5e bataillon de parachutistes vietnamiens, « le héros à l'état pur, brave cent jours sur cent, n'existe pas. Il y a des hauts et des bas, et tel qui monte aujourd'hui en chantant à l'assaut d'un nid de mitrailleuses, se terrera peut-être demain, suant de peur, au fond d'un trou à rat ». Mais la garnison de Diên Biên Phu, ce sont également, à côté des grandes figures parachutistes et légionnaires, ces anonymes, appartenant aux unités du service et du soutien, qui font simplement leur travail, tel ce sapeur, qui, près de son épurateur d'eau, isolé sur les berges de la Nam Youn, remplit sa mission pour que ses camardes puissent boire. Ces hommes-là meurent, eux aussi. Et puis, il y a tous ceux qui ont flanché, déserteurs qui n'ont pu supporter le rythme et la violence des combats et qu'il faut se garder de juger. Tragédie, également, pour le combattant vietnamien, le *bo doï*, parfois injustement oublié de l'historiographie occidentale qui tend à en faire un soldat déshumanisé, ennemi sans visage. Pourtant, il souffre autant que son homologue français, connaît les mêmes privations et subit pareillement l'horreur des combats. Certes, Diên Biên Phu, est, *de l'autre côté* aussi, instrumentalisé à des fins de propagande intérieure, mais cela ne justifie pas le silence dont font parfois l'objet ces hommes dont les combattants français reconnaissent unanimement la bravoure et la valeur au feu.

Tragédie, enfin, que celle qui se joue dans les états-majors de Saïgon et de Hanoï, où certains officiers se déchirent, rejetant sur leurs pairs la responsabilité d'un échec qui, progressivement, se dessine. La querelle que se livrent les généraux Navarre et Cogny, et qui se poursuit bien des années après que les canons se sont tus dans la vallée de Diên Biên Phu, rejaillit en effet sur leurs états-majors respectifs. Cette tension puis crise ouverte au sein de l'échelon du haut commandement contribue encore un peu plus à donner à cette bataille un caractère dramatique et, parfois même, pathétique. Comprendre les différends qui opposent le commandant en chef à l'un de ses grands subordonnés et qui conduisent, au début de l'année 1955, à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les responsabilités de la défaite, c'est également appréhender une autre réalité de la bataille. C'est aussi cette histoire qu'entend retracer le présent ouvrage, usant parfois d'archives ou de témoignages inédits et essayant de porter un regard nuancé sur les événements comme d'éviter les jugements *a*

posteriori. Car, après tout, comme l'écrira dans ses mémoires le général Ely, ancien chef d'état-major général des Forces armées, « si par une chance inespérée, cette chance qui joue souvent un rôle déterminant à la guerre, Diên Biên Phu n'était pas tombé, si seulement la place avait été dégagée par une intervention aérienne américaine, le choix fait par le général Navarre ne serait-il pas considéré encore aujourd'hui comme un trait de génie ? »

CHAPITRE 1

« UNE PORTE DE SORTIE HONORABLE »

LA FIN DE LA BELLE COLONIE

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la paix règne en Indochine. Les Français, qui sont intervenus en Extrême-Orient à partir de 1858 sous prétexte de faire cesser les exactions contre les chrétiens et les missionnaires, ont en effet, au fil des décennies, progressivement étendu leur influence, par le jeu des négociations et par la force. En réalité, Napoléon III cherche à s'ouvrir le commerce avec la Chine à partir de ces régions. Même si l'objectif n'est pas atteint, la France maintient sa présence et donne naissance, en 1887, à l'Indochine française. Elle se compose de cinq territoires regroupés dans une Fédération indochinoise et administrés plus ou moins directement. Alors que le Laos, le Cambodge, le Tonkin et l'Annam sont des protectorats aux statuts différents, la Cochinchine seule est une colonie[1]. La fin du XIXe siècle et les premières décennies du XXe sont marquées par une volonté de mise en valeur et de développement des infrastructures de l'Indochine, afin de favoriser la pénétration politique et administrative française comme l'essor économique et commercial. Au début des années 1930, la France est fière de sa *belle colonie* et Saïgon, *la perle de l'Extrême-Orient*, donne l'impression avec ses rues bien tracées et ses bâtiments imposants d'une réussite que l'exposition coloniale qui se tient à Vincennes en 1931 célèbre au monde entier. Toutefois, les progrès obtenus dans certains domaines ne doivent pas cacher que l'Indochine est bien une création coloniale dont seuls profite une poignée d'Occidentaux parmi les quelque 40 000 Européens qui y résident alors. La grande

majorité des autochtones ne bénéficient pas, en effet, des avantages procurés par le développement économique du pays, développement qui, par ailleurs, reste très localisé et laisse de côté de vastes territoires. Les inégalités sociales qui règnent en Indochine ont généré des frustrations et suscité des mouvements de contestation contre l'ordre colonial. Les révoltes qui éclatent en 1930 témoignent de ce mécontentement, en même temps qu'elles révèlent la vigueur et l'activisme des nationalismes locaux, notamment au Vietnam. Au mois de février 1930, sur ordre du *Viêt-Nam Quoc Dan Dang*, un parti nationaliste, la garnison annamite de Yen Bay se soulève et massacre ses cadres européens. Au mois d'août et septembre de la même année, c'est au tour du Parti communiste indochinois de déclencher des troubles dans le Nord-Annam. Dans les deux cas, la répression des autorités françaises est très brutale. Déclenchées trop tôt, mal organisées et peu soutenues par les populations locales, ces révoltes se soldent par des échecs, mais connaissent toutefois un grand retentissement en France où, dans certains milieux, l'on commence à s'interroger sur les « bienfaits » de la colonisation.

Mais c'est véritablement l'effondrement de la France en mai-juin 1940 et son effacement comme grande puissance sur la scène internationale qui précipitent son déclin et sa perte de prestige en Asie. Dans cette perspective, les événements qui se déroulent en Extrême-Orient entre 1940 et 1945 sont directement à l'origine de la guerre d'Indochine. En effet, les Japonais profitent de l'affaiblissement de la métropole pour faire valoir leurs prétentions sur les possessions françaises. Face aux demandes nippones qui exigent la fermeture de la frontière sino-tonkinoise[2], son contrôle par une commission japonaise et le stationnement de troupes sur le sol indochinois, le gouverneur général de l'Indochine – le général Catroux, puis, à partir du 20 juillet 1940, l'amiral Decoux – n'a d'autre choix que de se plier aux ultimatums japonais. Responsables politiques comme militaires sont parfaitement conscients que les forces armées stationnées en Indochine, une cinquantaine de milliers de combattants – dont une grande partie d'autochtones –, une vingtaine d'avions et quelques vieux chars Renault FT 17 hérités de la Grande Guerre sont incapables de s'opposer à l'armée impériale. Aussi choisit-on la voie du compromis. Dès la fin de

l'année 1940, les soldats japonais pénètrent en Indochine et cohabitent avec les services du Gouvernement général, lesquels continuent à fonctionner jusqu'à la totale éviction de l'autorité française, le 9 mars 1945.

Menacés à cette date dans leurs conquêtes et sur leur propre sol, subissant d'importants revers partout où leurs troupes sont engagées, les Japonais décident de ne pas prendre le risque d'un soulèvement des forces françaises en Indochine et, ce 9 mars, déclenchent un coup de force qui met fin à toute souveraineté française. L'infériorité de l'armée franco-indochinoise est criante et, face aux 60 000 hommes bien équipés et bien armés de l'armée du Mikado, elle ne peut livrer qu'un combat pour l'honneur. Malgré une belle résistance par endroits, des centaines de soldats sont tués ou massacrés. Les prisonniers sont internés dans de véritables camps de la mort aux conditions de détention telles que beaucoup encore décèdent dans les mois qui suivent leur capture. Seuls quelques milliers de combattants parviennent à se jeter dans la brousse et entament, sous le commandement des généraux Sabattier et Alessandri, un périple long de plusieurs centaines de kilomètres. Après des semaines de marche à travers la jungle et tout en menant des combats d'arrière-garde contre les unités japonaises lancées à leur poursuite, les 6 000 survivants, exténués et rongés par la maladie, atteignent la Chine aux mois d'avril et mai 1945. Au total, à l'issue de ces opérations contre les Japonais, entre mars et août 1945, on dénombre 5 000 tués français et indochinois, dont 250 officiers.

L'éradication de l'autorité française et le vide politique créé suite à la disparition du Gouvernement général de l'Indochine profitent aux mouvements nationalistes vietnamiens qui, pourchassés sous la domination française, refont surface. Si différents partis de droite tentent de gagner une légitimité auprès des populations, leurs divisions et leur manque d'organisation bénéficient en définitive au *Vietnam Doc Lap Dong Minh Hôi* : le Viêt-Minh. La « Ligue pour l'indépendance du Vietnam » – c'est sa traduction française – officiellement créée par Hô Chi Minh le 18 mai 1941 à l'instigation du Parti communiste indochinois regroupe, à cette période, dans un large front national, des ouvriers et paysans comme des propriétaires terriens ou de grands bourgeois. Afin de rassembler le plus grand nombre de sympathisants et de ne pas effrayer d'éventuels opposants, le Viêt-Minh prend soin, à cette époque, de ne pas trop mettre en avant le caractère marxiste de son organisation. Mais c'est bien grâce à son unité et

à la solide formation idéologique de ses membres, et en premier lieu celle de son chef Hô Chi Minh, que le Viêt-Minh parvient à s'imposer dans les quelques mois qui séparent l'éviction de la France de l'indépendance du Vietnam, proclamée le 2 septembre 1945 à Hanoï, le jour même de la capitulation japonaise dans le Pacifique.

LA GUERRE D'INDOCHINE. 1945-1953

Le corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient (CEFEO), laborieusement mis sur pied à partir de 1943 par le Gouvernement provisoire de la République française pour participer à la lutte contre le Japon, se voit alors affecter la mission de rétablir la France dans ses droits d'avant-guerre. La chose ne s'annonce pas aisée car de nouveaux acteurs interviennent sur la scène indochinoise. En effet, en vertu des accords de Potsdam (juillet-août 1945) qui fixent les modalités de désarmement des troupes japonaises en Extrême-Orient, l'Indochine est coupée en deux zones d'influence, de part et d'autre du 16e parallèle : au Nord les Chinois, au Sud, les Britanniques. C'est dans ce contexte difficile que les premières unités du général Leclerc arrivent en Indochine à l'automne 1945. Mais le Viêt-Minh, qui élimine progressivement chacun de ses adversaires politiques, n'entend pas renoncer à ses objectifs, l'instauration d'un régime communiste dans un Vietnam libre et réunifié, et s'oppose par la force au retour des Français. Les combattants du corps expéditionnaire font ainsi connaissance avec une nouvelle forme de guerre, où la pratique généralisée de la guérilla tient une place prépondérante.

Les années 1945 et 1946 sont marquées par une sorte de guerre larvée où alternent opérations militaires et négociations politiques. Au mois de mars 1946, les cadres viêt-minh acceptent finalement, aux termes d'âpres discussions, l'instauration de garnisons françaises au Tonkin. Ce compromis facilite le départ des Chinois et assoit encore davantage l'influence et la légitimité de Hô Chi Minh dans la population. Du côté français, également, des concessions sont faites et, si le mot « indépendance » n'est pas prononcé, les responsables politiques admettent désormais l'idée d'un État libre au sein d'une future « Union française ». Toutefois, chaque camp semble gagner du temps et l'espoir d'une entente entre les deux parties s'amenuise mois après mois. Sur le terrain, les

incidents entre unités du corps expéditionnaire et milices viêt-minh se multiplient, les morts de chaque camp attisant davantage le sentiment de revanche, tout comme la volonté d'en finir des troupes. À la fin de l'année 1946, la situation dans les grands centres urbains, et au notamment au Tonkin où a eu lieu au mois de novembre « l'incident » d'Haiphong, est si tendue et l'antagonisme des positions est tel qu'une rupture semble désormais inévitable.

Celle-ci intervient le 19 décembre 1946, à l'initiative du Viêt-Minh. Quelques minutes après 20 heures ce jour-là, les combattants viêt-minh assaillent les garnisons françaises : la guerre d'Indochine vient de commencer, elle va durer neuf ans. Entre 1947 et 1950, années qui s'inscrivent dans une guerre de reconquête de type colonial, le corps expéditionnaire tente d'éliminer l'appareil politico-militaire viêt-minh à la fois par la pacification – c'est la « politique du poste » – et par de grandes opérations visant à détruire les capacités militaires de l'ennemi. Pour différentes raisons, qui ont trait à l'insuffisance des moyens dont disposent les Français comme à la nature insaisissable du Viêt-Minh, ces deux méthodes aboutissent à des échecs. Le Viêt-Minh, de son côté, s'il n'arrive pas à entamer le potentiel du corps expéditionnaire de manière significative, se renforce progressivement et se structure. Cette période, que le journaliste Lucien Bodard appelle non sans une certaine ironie « la guerre heureuse », s'achève au moment où, grâce à la victoire de Mao en Chine, le Viêt-Minh bénéficie d'un sanctuaire où ses troupes vont pouvoir s'organiser, s'armer et s'instruire, à l'abri de toute intervention française. L'Indochine est désormais devenue un terrain et un enjeu de la guerre froide. De fait, en 1950, les compagnies viêt-minh sont devenues des régiments, les régiments des brigades et le général Giap, commandant en chef l'armée populaire vietnamienne (APV), commence à mettre sur pied les divisions de son corps de bataille. L'évacuation de la zone frontière, et particulièrement de la garnison de Cao Bang, au mois d'octobre 1950, se solde par le premier grand désastre de la guerre pour les Français : 4 000 hommes sont perdus dans les combats. En France comme en Indochine, c'est la stupeur et politiques comme militaires prennent conscience que la guerre a changé de nature.

Au début de l'année 1951, les batailles – et victoires – que remporte le général de Lattre de Tassigny, qui cumule les fonctions de haut-

commissaire et de commandant en chef en Indochine, témoignent bien de cette nouvelle évolution. Pourtant, ces victoires françaises ne changent rien d'un point de vue stratégique, tout comme les pertes très importantes qu'enregistre le Viêt-Minh à l'hiver 1951-1952, au cours de la campagne d'Hoa Binh. L'ennemi, s'il subit d'incontestables revers, fait montre d'une étonnante capacité à reconstituer ses forces. Après la disparition du général de Lattre, en janvier 1952, c'est son adjoint opérationnel, le général Salan, qui assure les fonctions de commandant en chef. « Le mandarin », comme il est surnommé en raison de son long passé indochinois, hérite en fait d'une situation politique et militaire peu brillante. Certes, l'aide américaine, accélérée par son prédécesseur, a transformé la physionomie du corps expéditionnaire, qui se voit maintenant doté de nouveaux matériels (avions de chasse, de transport, blindés, artillerie). Certes, les armées nationales se sont développées et représentent maintenant numériquement un appoint non négligeable avec 120 000 Vietnamiens, 10 000 Cambodgiens et autant de Laotiens sous les armes. Mais le danger viêt-minh constitue toujours, au printemps 1952, une menace grandissante et, malgré les différentes opérations de pacification ou « d'assainissement » – pour employer la terminologie de l'époque –, un rapport rappelle qu'« il reste beaucoup à faire pour être en état de s'opposer efficacement à cette "marée" qui risque de tout submerger ». Cette « marée » justement, le général Giap la lance à l'assaut des garnisons françaises de la Haute Région tonkinoise à la mi-septembre 1952. Délaissant le delta du Tonkin bien fortifié où la supériorité du feu du corps expéditionnaire a libre cours, le commandant en chef de l'armée nationale populaire choisit d'attaquer en force dans une zone où la présence française se limite à quelques postes de plus ou moins grande importance. Pour contrer le plan viêt-minh, au lieu de s'opposer vainement aux 30 000 hommes mobilisés pour cette campagne, le général Salan manœuvre habilement et fait replier les postes français, principalement sur Na San. Son objectif, à partir du 19 octobre 1952, est d'instaurer un camp retranché bien aménagé défensivement et chargé de stopper l'offensive ennemie. Na San, qui signifie « petite rizière » en langue thaïe, est alors un modeste village d'une centaine de paillottes situé dans une plaine d'environ 5 kilomètres de long sur 2 de large. Le choix du lieu répond principalement aux possibilités offertes par le terrain d'aviation, facilement « Dakotable » moyennant quelques travaux, c'est-à-dire susceptible d'accueillir des C-47

Dakota. Établi à environ 200 kilomètres des principaux aérodromes militaires du delta, soit à une quarantaine de minutes de vol, le terrain de Na San peut aisément être ravitaillé par les avions de transport et appuyé par les chasseurs ou les bombardiers. Enfin, le site permet le contrôle de la route provinciale 41 (RP 41) qui, longeant la rivière Noire, mène à Laï Chau en passant par Diên Biên Phu.

Du 28 octobre au 26 novembre 1952, Salan déclenche l'opération Lorraine qui vise à s'attaquer aux voies de communication et aux dépôts viêt-minh afin de donner un répit aux bataillons franco-vietnamiens et leur permettre de fortifier Na San. Aussi, quand les régiments viêt-minh se lancent à l'assaut de Na San à la fin du mois de novembre, ils y subissent un coûteux échec. Alors que les Français ne déplorent que quelques dizaines de victimes, tués ou blessés, Giap en compte plus de 3 000 selon les chiffres fournis par le 2e bureau au lendemain des combats, le double selon d'autres sources. Na San est bien une victoire française. Mais, comme cela a été le cas à Hoa Binh, si celle-ci use les effectifs et dans une certaine mesure le moral du Viêt-Minh, le potentiel de ce dernier n'est que momentanément entamé et, après avoir pansé leurs plaies, les divisions de l'APV reprennent bientôt les opérations. Envisageant la campagne du printemps 1953, qui doit débuter au mois de mars, le commandement viêt-minh décide alors de porter la guerre au Laos et, ce faisant, d'internationaliser le conflit. Ce petit pays, resté jusqu'alors en retrait des grandes opérations de la guerre d'Indochine, devient un enjeu stratégique majeur. En s'emparant du Laos, le Viêt-Minh entend relier ce territoire à l'ensemble des zones alors sous son emprise, ce qui faciliterait d'autant ses communications entre le nord et le sud de l'Indochine. Par ailleurs, un succès isolerait encore davantage les régions contrôlées par les Franco-Vietnamiens et réduirait l'autorité de ces derniers à quelques têtes de pont, devenues de véritables enclaves en pays viêt-minh. Enfin, les troupes de l'APV feraient main basse sur les récoltes de l'opium cultivé par les minorités ethniques du pays thaï et du Haut Laos, ce qui fournirait une manne financière supplémentaire à son économie. À Paris, l'inquiétude est vive dans les cercles politiques et la défense du Laos comme les « événements » d'Indochine redeviennent une priorité. Le Laos doit être défendu, sa perte aurait d'immenses répercussions non seulement

en Indochine, mais dans le reste de l'Empire français, principalement en Afrique du Nord. Sur place toutefois, le général Salan est confiant et connait parfaitement, grâce aux bulletins de renseignements qu'il lit attentivement presque quotidiennement, les dates et axes principaux de l'offensive adverse. Comme il l'a fait souvent au cours de la guerre, Salan surveille les développements de l'offensive ennemie avant d'organiser la riposte la plus adéquate. Utilisant une défense « élastique » faite de replis et d'évacuations – pas toujours réussies – et s'appuyant sur la tactique des bases aéroterrestres, dont Na San semble avoir montré toute l'efficacité, Salan fait une nouvelle fois pièce aux velléités viêt-minh. À la fin du mois d'avril 1953, l'attaque sur les camps retranchés de Luang Prabang et de la plaine des Jarres, renforcés grâce aux nombreuses rotations aériennes, s'essouffle. Mal ravitaillés, fatigués, les combattants de la division 304 et du régiment 138, une formation régionale composée de Viêt-Minh et d'une minorité de Laotiens communistes, renoncent à poursuivre une offensive qui paraît être vouée à un résultat décevant. Sans vraiment avoir attaqué leurs objectifs respectifs, ils rebroussent chemin et rejoignent leurs bases départ.

UN NOUVEAU COMMANDANT EN CHEF : LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉ NAVARRE

Au printemps 1953, le conflit est entré dans sa huitième année. Les succès obtenus par le général Salan ont certes permis d'éviter l'invasion du Laos mais, au fond, la situation n'a en rien été modifiée et, surtout, les opérations qui s'achèvent montrent que les Français ont définitivement perdu l'initiative, le commandement en Indochine se contentant de parer les coups. Si au Sud-Vietnam des progrès certains sont enregistrés dans la pacification, qui permettent même de transférer quelques provinces à l'armée nationale vietnamienne, au Centre-Annam, et plus encore au Nord-Vietnam, la menace que fait peser un corps de bataille viêt-minh de plus en plus puissant laisse mal augurer de l'avenir. Finalement, ce qu'écrit le général de Lattre en septembre 1951 dans un rapport au gouvernement reste plus que jamais valable dix-huit mois plus tard : « Il peut survenir une catastrophe en Indochine, il ne peut pas y surgir de miracle ». D'un point de

vue militaire, la guerre est donc dans une impasse. Considérée sous l'angle économique, elle est devenue un véritable gouffre financier. En 1952, la participation des États-Unis représente 40 % de son coût total, mais les dépenses militaires de la France atteignent 330 milliards de francs, un effort financier qui est à la limite de ce que le budget du pays peut supporter. Par ailleurs, en ce début d'année 1953, les relations entre la métropole et les trois États associés (et particulièrement le Cambodge) se sont particulièrement tendues et ont abouti à de véritables crises diplomatiques, ces derniers exigeant notamment la redéfinition des accords les liant avec Paris, réclamant en somme une indépendance effective. Nombreux sont ceux qui, parmi les responsables politiques de la IVe République, cherchent l'occasion « d'en finir » avec la guerre d'Indochine, d'autant plus que le contexte international semble favorable. Aux États-Unis, l'arrivée au pouvoir de Dwight Eisenhower, dont l'un des thèmes de campagne est de mettre un terme à la guerre de Corée, et la mort de Staline, le 5 mars 1953, annoncent une possible détente entre les deux blocs. C'est René Mayer, président du Conseil depuis le 8 janvier 1953, qui se charge de mettre en place une politique nouvelle, avec la ferme intention de sortir du guêpier indochinois. Cette volonté de changement se traduit notamment par le remplacement du général Salan. Ce dernier est certes l'un des meilleurs connaisseurs de l'Indochine, mais sa stratégie est contestée, particulièrement par les Américains, qui le jugent trop « timide » et pas assez « offensif ». Aussi, afin de porter un regard neuf sur la question indochinoise, René Mayer désigne, le 8 mai 1953, le général Henri Navarre comme commandant en chef du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient. Comme le raconterait plus tard l'intéressé, rien dans sa carrière ne le prédisposait à servir en Indochine et cette désignation lui « tomba sur la tête » à sa plus grande stupéfaction.

Le choix du général Navarre, qui occupe depuis le mois d'octobre 1952 les fonctions de chef d'état-major du théâtre Centre-Europe de l'OTAN sous les ordres du général Juin, peut effectivement surprendre. Nommé général de corps d'armée au mois de janvier 1952, il ne connaît rien à l'Indochine et, contrairement aux autres généraux qui ont commandé le corps expéditionnaire, Henri Navarre n'est pas précisément une « figure »

de la Seconde Guerre mondiale. Affecté à la section allemande du service de renseignement (SR) avant la guerre, il continue dans ce domaine après l'armistice, d'abord de manière officielle, puis dans la clandestinité. Ce n'est qu'à la fin du conflit, au mois de janvier 1945, qu'il reçoit le commandement d'un corps de troupe, le 3e régiment de Spahis marocains. Ainsi, contrairement aux généraux Leclerc, de Lattre ou Salan, sa carrière opérationnelle est beaucoup moins riche de faits d'armes, et ses actions n'ont jamais fait la une des journaux, un passé que certains lui reprocheraient, assez mesquinement d'ailleurs, après la défaite de Diên Biên Phu. Au sortir de la guerre, Navarre assure plusieurs fonctions au sein de différents états-majors, notamment en Allemagne, et prend le commandement de la 5e division blindée peu après avoir quitté celui de la division de Constantine en octobre 1949. C'est à Constantine d'ailleurs qu'il retrouve René Mayer, député de la circonscription. Les deux hommes se connaissent déjà pour s'être fréquentés après la fin de la guerre quand Mayer était commissaire général aux Affaires allemandes et, s'il n'existe pas d'amitié entre eux, on ne peut nier une certaine estime réciproque.

La description que font de Navarre les hommes qui l'ont côtoyé est, comme souvent lorsqu'il s'agit de personnalité ayant exercé de hautes fonctions, partagée. Il y a les « pro-Navarre » et les « anti ». Jean Pouget, qui a servi sous ses ordres pendant et après la Seconde Guerre mondiale et le suit de nouveau dans son aventure indochinoise comme aide de camp, ne tarit pas d'éloge sur son chef. En revanche, Jean Ferrandi, officier du 2e bureau des Forces terrestres du Nord-Vietnam et intime de Salan[3], dresse un portrait peu flatteur du nouveau commandant en chef.

> « La personnalité physique [de celui-ci, écrit-il,] était quelque peu impressionnante. Sous sa couronne de cheveux gris, son visage était constamment impassible et rien ne paraissait devoir le dérider. L'allure et le geste lents, onctueux même, il parlait sur ce ton sec et de commandement si coutumier chez les officiers de ce grade. Un mélange de cynisme et de négligence. Rien ne semblait l'intéresser ni l'émouvoir. Pourtant il se dégageait une noblesse certaine de toutes ses attitudes, qui étaient celles d'un seigneur parfois blasé, ne paraissant attacher aucun prix ni aucun intérêt à toutes ces choses qui l'entouraient. »

De son côté, le général Gras, auteur d'un des meilleurs ouvrages sur l'histoire de la guerre d'Indochine, décrit Navarre en termes plus nuancés :

> « C'était un cavalier d'allure distinguée, à la fois cordial et hautain. Son abord était glacial, son autorité sèche et distante. Ce n'était pas un chef du genre baroudeur ou entraîneur d'hommes. Il apparaissait plutôt comme un technicien froid d'état-major. Il lui manquait ce rayonnement que seule peut donner une passion intérieure. Mais il possédait d'éminentes qualités intellectuelles, une fermeté de caractère, une culture générale et militaire qui le qualifiaient pour un grand commandement. »

De fait, lorsqu'il est question de la personnalité du général Navarre, ce sont ces deux traits de caractère, une attitude froide et hautaine alliée à une extrême intelligence, qui reviennent le plus souvent dans la bouche de ses contemporains.

Quoi qu'il en soit, après avoir pensé refuser le poste qu'on lui propose, le général Navarre accepte non sans réticence sa nouvelle nomination. Il devient ainsi le septième commandant en chef en Indochine. Sa mission ? Le Président du Conseil la définit simplement, lui déclarant en substance : « Votre connaissance des problèmes politiques occidentaux et votre méconnaissance des choses coloniales vous feront voir la situation avec des yeux neufs ». D'une manière plus précise, René Mayer donne à Navarre un mois pour étudier la situation sur place et lui demande à l'issue de ce délai de revenir proposer au gouvernement un plan d'action qui permette de trouver, selon ses propres mots, une « sortie honorable » au conflit. En d'autres termes, le général Navarre doit présenter un plan qui oblige le Viêt-Minh à prendre conscience qu'il ne peut gagner la guerre et mette la France et ses alliés en position de force pour négocier.

LE PLAN NAVARRE

Le 19 mai 1953, le général Navarre atterrit à Saïgon. Dès le lendemain, il se rend à Hanoï où l'accueillent les généraux de Linarès, commandant les Forces terrestres du Nord-Vietnam (FTNV), et Salan, qui doit lui passer les consignes. Avec ce dernier, les rapports sont d'emblée très distants. Comme l'écrit Navarre dans ses papiers, « il me reçut assez froidement et Madame Salan fut tout juste polie ». Cette attitude, Navarre l'attribue à la déception de Salan de se voir évincé du poste de commandant en chef. Il ne lui en fait pas moins grief de lui dresser un bilan trop optimiste, lui fournissant parfois des estimations ou des données erronées sur l'ennemi, lui dissimulant en fait la gravité de la situation. Mais ce que reproche également Navarre à son

prédécesseur, c'est d'avoir « organisé le vide » devant lui et de s'en retourner en métropole avec les membres les plus éminents de son état-major : le général de Linarès, le colonel Dulac, chef d'état-major des FTNV, le général Allard, chef de l'EMIFT[4], et beaucoup d'autres officiers occupant des postes d'importance. « Un certain nombre d'officiers, [écrit ultérieurement Navarre], auraient été tout disposés à rester quelques mois s'ils y avaient été incités par leur patron [Salan]. Celui-ci les en dissuada ». « Rien n'est plus faux » que cette assertion, récuse Ferrandi dans son ouvrage *Les Officiers français face au Viêt-Minh*. Salan n'exerça aucune pression sur ses subordonnées qui, dans leur grande majorité, avaient depuis longtemps dépassé leur temps de séjour en Indochine. En effet, alors que ce dernier était de 24 mois, la plupart de ces hommes cumulaient plus de 30 mois de présence en Extrême-Orient. Au-delà de cette querelle de généraux, somme toute assez courante à ce niveau de responsabilité et à cette époque, c'est surtout le changement de tant d'officiers, fins connaisseurs du Viêt-Minh et des questions indochinoises, qui se révèle préjudiciable à la stratégie qu'entend mener le général Navarre.

Dès son arrivée, le général Navarre s'attache à remplir la mission qui lui a été confiée : il parcourt les différents territoires où les troupes françaises sont engagées, visite les unités et s'entretient avec un grand nombre de combattants, mais également avec des personnalités politiques françaises et indochinoises. Au terme de cette tournée, il rentre en France, le 2 juillet 1953 avec, en poche, le plan qu'il compte présenter au nouveau gouvernement, René Mayer ayant été entretemps remplacé par Joseph Laniel. Lucide, le général Navarre conçoit un plan qui prend en compte une vietnamisation et une américanisation de la guerre accentuées, même si la définition des buts de guerre poursuivis par la France reste bien floue. S'agit-il de lutter contre le communisme au nom du monde libre ? D'accorder une indépendance totale aux États associés, quitte à ce que l'ancienne puissance coloniale soit remplacée par un protecteur plus puissant, les États-Unis ? Ou bien s'agit-il de construire une véritable Union française qui, de tous les points de vue, représenterait une charge écrasante pour le pays ? En somme, et Navarre n'est pas seul à faire ce constat à l'été 1953, la France se bat en Indochine, ses soldats meurent dans les rizières des deltas ou dans la jungle sans réels buts de guerre. Le seul qui soit

explicitement identifié à l'époque a été exposé par René Mayer lui-même au cours de son mandat : il faut trouver une porte de sortie honorable au conflit. C'est dans cet esprit que le général Navarre établit un plan sur deux ans.

Au cours de la première année, qui correspond à la campagne 1953-1954, les forces du corps expéditionnaire devraient observer une attitude strictement défensive au Nord-Vietnam, se contentant de défendre le delta si ce dernier est attaqué. En revanche, au Sud-Vietnam, la pacification devrait être poursuivie et seules des opérations d'envergure pourraient être déclenchées pour assainir le Centre-Vietnam, le Lien Khu (ou interzone V) du Viêt-Minh. Parallèlement, le général Navarre s'efforcerait de transférer la sécurité des régions les plus sûres à l'armée nationale vietnamienne. Cette politique permettrait de récupérer des unités et de reconstruire un corps de bataille digne de ce nom, capable de s'opposer aux divisions du général Giap. La seconde année, 1954-1955, serait celle de la reprise de l'offensive au Nord-Vietnam et les Français pourraient espérer, grâce aux forces mobiles reconstituées, à l'augmentation des formations vietnamiennes et à l'accroissement de l'aide américaine, infliger des revers sérieux à l'ennemi, qui rendraient possible « une solution politique convenable au conflit », selon les mots du général Navarre. Ce plan qui, finalement, s'inspire des recommandations faites par le général Salan, reste en définitive fort théorique et repose sur des postulats fragiles. En effet, pour qu'il ait une chance d'être appliqué et d'atteindre les résultats escomptés, il faut d'une part que le Viêt-Minh n'engage aucune offensive de grande ampleur en direction du Laos à l'hiver 1953-1954 et qu'il ne bénéficie pas, par ailleurs, d'une aide accrue de la part de la Chine communiste. Or, les livraisons de matériel et d'armement à destination des divisions viêt-minh ont considérablement augmenté en l'espace d'une année. Comme le 2e bureau le relève, celles-ci représentent 250 tonnes par mois au début 1952 contre 450 tonnes en fin d'année ; au premier semestre 1953, elles passent à 900 tonnes mensuelles pour atteindre 2 000 tonnes en juin.

Comme le résume justement Pierre Rocolle dans son ouvrage *Pourquoi Diên Biên Phu ?*, le plan Navarre est « conçu pour obtenir l'équilibre avec le corps de bataille viêt-minh en 1954 et pour le dépasser dans la seconde

moitié de l'année 1954 ». Discuté à Paris au mois de juillet 1953, d'abord au sein du Comité des chefs d'état-major – l'organe qui réunit les chefs d'état-major des armées (terre, air, mer) –, puis dans différents conseils restreints rassemblant les ministres intéressés par les questions indochinoises, le plan Navarre ne suscite aucune objection majeure. Malgré cela, lorsque, le 24 juillet, les propositions émises par Navarre sont soumises au Conseil de Défense nationale qui regroupe les personnalités gouvernementales et militaires les plus importantes du pays, aucune décision formelle n'est prise. Le plan ne fait pas l'objet d'une approbation officielle ; le commandant en chef en Indochine ne reçoit pas davantage de directives claires quant à la politique que le gouvernement entend mener. Ainsi, lorsque Navarre soulève la question de la stratégie qu'il doit mettre en œuvre si le Laos est menacé, il ne reçoit aucune réponse. Certains, notamment parmi les chefs d'état-major, pensent que la sécurité du corps expéditionnaire prime sur tout autre impératif tandis que, pour une partie des membres du gouvernement, les accords passés avec ce pays et, d'une manière générale la crédibilité de la France sur la scène internationale imposent de défendre cet allié fidèle. Finalement, et c'est là une aberration, à l'issue de cette réunion où le plan Navarre est tacitement approuvé, les dirigeants au pouvoir laissent de fait à l'appréciation du commandant en chef le choix de la politique à mener en Indochine.

À la fin du mois de juillet 1953, le général Navarre, sa mission remplie, se prépare à regagner l'Indochine. Il repart certes avec le soutien du gouvernement et celui des Américains, mais n'a pu obtenir qu'une partie des renforts souhaités. Sur les 12 bataillons d'infanterie réclamés, 9 lui ont été consentis et, si l'accord lui est donné sur le bataillon du génie et le groupe d'artillerie parachutiste sollicités, le déficit est grand sur les renforts individuels demandés : 150 officiers sur 750, 500 sous-officiers sur 2 250 et 1 900 hommes de troupe sur 3 400, maigre récolte pour compléter des unités exsangues et favoriser l'encadrement des formations des armées nationales. Le 1er août 1953, le général Navarre monte à bord du Constellation qui le ramène en Indochine. De Diên Biên Phu, petit village thaï perdu aux confins du Nord-Vietnam et du Laos, il n'a pas été question.

CHAPITRE 2

LA CAMPAGNE D'AUTOMNE 1953

LE RAPPORT DE FORCE À L'ÉTÉ 1953

Avant d'étudier plus avant les opérations qui, à l'automne 1953, conduisent à l'occupation de Diên Biên Phu, il convient d'examiner le rapport de force entre les deux adversaires. Lors du Comité de défense nationale du 24 juillet 1953, le général Navarre a dressé, d'après les données que lui a communiquées son 2e bureau, un tableau réaliste de l'ennemi. Le temps est loin où, en 1946, le général Giap ne disposait que de quelques milliers de *bo doïs* pour faire face au corps expéditionnaire. L'armée populaire peut désormais aligner six divisions d'infanterie (304, 308, 312, 316, 320 et 325). Ces divisions, à l'effectif d'environ 9 000 combattants au début de l'année 1953, sont renforcées les mois suivant et atteignent une moyenne d'environ 12 000 hommes quand s'ouvre la campagne de Diên Biên Phu. Mises sur pied au début des années 1950 sur le modèle chinois, elles sont progressivement réorganisées sur le modèle occidental et comprennent, outre les unités de soutien et du service (compagnies de transport, du génie, de transmissions, etc.), trois régiments d'infanterie, à l'effectif théorique de 2 850 hommes, répartis en trois bataillons. Le volume moyen d'un bataillon vietminh, formé de quatre compagnies (une de commandement et trois de combat), est approximativement de 900 fantassins. Par ailleurs, pour assurer sa défense contre l'aviation française, la division d'infanterie possède un bataillon de DCA[5] doté d'une vingtaine de mitrailleuses de 12,7 mm. Enfin, ce corps de bataille essentiellement composé de fantassins, s'il ne dispose ni de blindés

ni d'aviation[6], peut toutefois compter sur une division « lourde », la 351, appelée division mixte artillerie-génie par le Viêt-Minh, et qui rassemble un peu plus de 8 000 hommes. Celle-ci a pour mission d'apporter son soutien (construction de routes, franchissements de cours d'eau) et l'appui de ses feux aux grandes unités du corps de bataille. Dans ce cadre, elle met en ligne deux régiments d'artillerie, un régiment de DCA et un du génie. Le premier régiment d'artillerie (régiment 45) comprend deux groupes de canons de 105 mm Hm2 d'origine américaine. Ces 24 pièces sont des canons fournis par les Chinois, pris sur l'armée nationaliste au cours de la guerre civile contre les nationalistes de Chang Kaï Check ou sur les forces des Nations unies pendant la guerre de Corée. Le second régiment (régiment 34) est équipé de 24 canons de montagne japonais de 75 mm type 94, un engin qui emprunte aux technologies françaises et allemandes ; un certain nombre de mortiers de 120 mm sont également en dotation. Quant au régiment de DCA (régiment 367), il met en œuvre 16 canons de 37 mm antiaériens et 36 mitrailleuses de 12,7 mm. Enfin, le régiment du génie (régiment 151) représente au moment de Diên Biên Phu une unité forte de 2 600 officiers et sapeurs dont 2 300 participent directement à la bataille. La mission de ce régiment du génie, à défaut de ses moyens, est identique à celle des sapeurs du corps expéditionnaire : il s'agit principalement de faciliter la mobilité du corps de bataille viêt-minh tout entier en construisant des routes ou des ponts. En sus de ces divisions organiques, l'armée populaire vietnamienne peut également bénéficier de l'appui de nombreux régiments réguliers non endivisionnés qui, groupés, équivalent aux effectifs d'une grosse division.

À côté de ce corps de bataille, fer de lance de l'APV, Giap dispose également de régiments régionaux dont la valeur, en 1953, égale en qualité celle des régiments réguliers. L'armée viêt-minh comprend, en effet, depuis sa création, trois types de combattants : les unités de réguliers, les unités régionales et les unités de guérilla. Alors que, on l'a vu, les premières constituent l'essentiel de l'APV, les secondes sont des unités autonomes chargées de mener, dans un territoire donné, des opérations locales (prises de postes, attaque de convois ou de dépôts, embuscades de grande envergure). Le régiment 42 implanté au nord du fleuve Rouge a, par exemple, considérablement gêné les Français dans le delta du Tonkin tout

au long de la guerre sans que le commandement ait pu jamais mettre fin à son action. Troisième composante de l'APV, les unités de guérilla sont, elles, principalement chargées de missions de destruction d'itinéraires, de sabotages de ponts ou de renseignement. Elles sont formées de paysans ou de travailleurs qui, délaissant leur emploi le temps d'une opération, se saisissent de leurs fusils ou d'explosifs avant de reprendre leur labeur quotidien. Ainsi, à l'automne 1953, les états-majors français estiment que le corps de bataille adverse représente une force de près de 125 000 réguliers, renforcés d'environ 75 000 régionaux, auxquels il convient d'ajouter un réservoir de 150 000 à 200 000 guérilléros. Ces quelque 400 000 combattants, si l'on retient l'hypothèse haute, n'ont par ailleurs jamais été plus forts qu'à la veille de la campagne d'automne : la troupe est aguerrie par plusieurs années de guerre, son armement et son instruction se sont considérablement améliorés, en grande partie grâce à l'aide chinoise et, pour une fois, son potentiel est quasiment intact car il n'a pas été entamé par une campagne de printemps aussi sanglante que celle des années précédentes.

Avec un total de 450 000 hommes, les Français et leurs alliés semblent disposer de l'avantage numérique sur leur ennemi. Les effectifs du seul corps expéditionnaire atteignent 175 000 hommes dont près de la moitié sont des autochtones indochinois enrôlés dans l'armée française, le reste se répartissant entre Français, soldats nord-africains ou d'Afrique noire[7] et légionnaires. Le CEFEO rétribue par ailleurs 55 000 supplétifs, essentiellement vietnamiens, qui servent d'auxiliaires aux forces du corps expéditionnaire. D'un coût de recrutement moins élevé que les combattants réguliers, ils accompagnent ces derniers en opérations. Cette force, quoique peut-être impressionnante sur le papier, ne doit cependant pas faire illusion car le corps expéditionnaire n'a rien d'homogène et les troupes qui composent son infanterie sont d'inégale valeur. Excepté les combattants des bataillons parachutistes et légionnaires et ceux de quelques unités intégrées dans les groupes mobiles, Navarre déplore en effet la mauvaise qualité de ces fantassins. Comme il le dira lui même après la fin de son commandement, à cette époque quand « on faisait sortir notre infanterie, étant donné sa qualité d'alors, du rayon de 10 kilomètres où elle était appuyée par notre artillerie, si elle se heurtait à ce moment-là à l'infanterie

viêt-minh, elle était battue ». La raison de cette infériorité tient à plusieurs facteurs : mauvaise qualité du recrutement, formation initiale insuffisante, sous-encadrement des unités, inadaptation au climat indochinois, trop forte proportion d'autochtones dans les unités, etc.

Mais, outre ces problèmes d'effectifs récurrents depuis le début des hostilités et une crise aiguë dans le domaine des spécialistes, le handicap le plus important du corps expéditionnaire réside dans l'absence d'une vraie masse de manœuvre à opposer aux grandes unités viêt-minh. Ce constat a déjà été dressé par le maréchal Juin lors de l'inspection qu'il a faite après le désastre de la Route coloniale 4 au mois d'octobre 1950. De fait, la grande majorité des forces françaises est constituée d'unités « implantées », c'est-à-dire chargées de la garde et de la surveillance de secteurs et dont les missions de pacification, d'ouverture de route, de défense des postes ou points sensibles absorbent la totalité du temps. Le rôle statique dévolu aux troupes de secteurs en fait des unités peu aptes à se mesurer aux formations régulières viêt-minh. Quant aux unités d'intervention du CEFEO, elles peuvent à cette date opposer six groupes mobiles et huit bataillons parachutistes aux régiments de Giap, soit les effectifs de trois divisions (contre la valeur de huit divisions pour l'APV). C'est sur ces unités de réserve générale que repose la capacité du corps expéditionnaire à porter des coups à l'ennemi, à « casser du Viêt », selon l'expression consacrée de l'époque. Le groupe mobile est un groupement tactique interarmes qui comprend un état-major et une compagnie de commandement et des services, une compagnie légère de transmissions (dont l'action est fondamentale pour la coordination des différentes unités), un groupe d'artillerie de 105 Hm2[8], un escadron de blindés réunis autour de trois bataillons d'infanterie. Quant aux armées des États associés, leurs effectifs se sont considérablement accrus et représentent, à la fin de l'année 1953, un renfort non négligeable au corps expéditionnaire, puisque l'armée vietnamienne atteint 150 000 réguliers, auxquels il convient d'ajouter quelques dizaines de milliers de supplétifs ; les armées royales khmères et laotiennes totalisent, ensemble, environ 25 000 combattants. Toutefois, ces formations sont très loin de pouvoir rivaliser avec les régiments viêt-minh, et seule une poignée de bataillons vietnamiens peut, en opérations, faire bonne figure. La combativité de la plupart de ces troupes mal encadrées,

peu motivées, laisse à désirer, ce dont le commandement français est pleinement conscient.

L'inquiétude que Navarre peut, à juste titre, nourrir quant à l'équilibre réel des forces terrestres en présence semble toutefois pouvoir être compensée dans le domaine du feu et de l'aviation. L'artillerie française en Indochine est incontestablement supérieure, par son volume et le calibre de ses pièces, à son homologue viêt-minh. Elle totalise en 1953, 571 tubes répartis équitablement en artillerie de position (notamment dans les blockhaus de la Ligne de Lattre) et d'intervention – c'est-à-dire mobile –, alors que l'ennemi ne peut aligner à la même époque qu'une soixantaine de pièces. Grâce à l'aide américaine, cette artillerie s'est homogénéisée et renforcée, les vieux canons de 75 mm français ont été remplacés par des 105 mm Hm2 et, depuis 1951, elle bénéficie de plusieurs groupes de canons de 155 mm, Hm1 ou Gun. L'aviation est l'autre atout des Français. Si les demandes de renfort adressées par Navarre n'ont pu toutes être satisfaites, le commandant de l'air en Indochine, le général Lauzin, dispose en novembre 1953 de trois groupes de transport[9] comprenant environ 70 C 47 Dakota et une demi-douzaine de C 119 Flying Box Car, que les Français continuent d'appeler Packet par confusion avec le Fairchild C 82 Packet, son prédécesseur. L'aviation de chasse et de bombardement peut aligner une centaine d'appareils susceptibles d'être renforcés par la quarantaine de chasseurs et bombardiers appartenant à l'aéronavale.

Ainsi, au moment où va s'ouvrir la campagne d'automne, les deux adversaires disposent d'atouts propres et accusent chacun des handicaps. Si l'on ne peut à proprement parler d'équilibre des forces, on peut toutefois estimer que la situation, à l'automne 1953, semble moins désavantageuse pour les Français qu'elle ne l'était quelques mois plus tôt. L'arrivée de renforts et de matériels en provenance de métropole ou des États-Unis, la reconstitution progressive d'une masse de manœuvre par le général Navarre ont incontestablement permis d'envisager la reprise des opérations avec un peu moins d'inquiétude. Par ailleurs, le moral du corps expéditionnaire semble meilleur, comme l'indiquent les rapports, et Navarre bénéficie d'un préjugé favorable de la part des journalistes présents en Indochine. Le coup de main aéroporté destiné à détruire dépôts et cache d'armes aux environs de Langson, au mois de juillet 1953, renforce cette impression et montre

que le commandement français, lui aussi, peut reprendre l'initiative. Certes, cette opération, baptisée Hirondelle, fait la meilleure impression dans les journaux (une « opération-communiqués » dira plus tard le colonel Langlais), mais elle n'atteint pas en réalité tous ces objectifs, de nombreuses armes n'ayant pu être neutralisées. Pour l'heure, à la fin du mois d'août, une question se pose dans les états-majors de Saigon et de Hanoï : « Que va faire le Viêt-Minh ? »

LA CAMPAGNE D'AUTOMNE 1953

Malgré la confiance qu'il affiche publiquement quant à la situation militaire en Indochine, le commandant en chef ne se cache pas les difficultés à venir, la prochaine campagne s'annonçant pleine d'incertitudes, la première portant sur les intentions de l'ennemi. En effet, l'état-major de Navarre comme celui du général commandant les FTNV s'interrogent sur la stratégie que va mettre en œuvre le Viêt-Minh une fois terminée la saison des pluies, qui dure généralement jusqu'à la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre. Trois hypothèses sont envisagées. La première est celle d'une offensive généralisée sur le delta du Tonkin ; la seconde, d'une attaque des garnisons contrôlées par les Français en Centre-Annam, dans la région des Plateaux ; quant à la dernière, la « plus ennuyeuse » comme le reconnaît Navarre, elle envisage une action en direction du Nord-Ouest, menaçant le pays thaï et le Laos. À la fin de l'été 1953, les services de renseignement reçoivent beaucoup d'informations qui peuvent paraître contradictoires. D'une part sont relevés des préparatifs importants (construction de routes, mise en place de dépôts) qui semblent confirmer l'attaque en direction du Nord-Ouest, de l'autre, l'écoute des radiocommunications ennemies permet de localiser l'essentiel des divisions viêt-minh autour du Delta. C'est cette proximité du corps de bataille de l'APV qui fait tenir aux responsables français la première hypothèse, celle du Delta, pour la plus probable. Dans ses *Mémoires*, qu'il convient de lire avec une extrême précaution tant les erreurs et inexactitudes sont nombreuses et le parti pris idéologique omniprésent, le général Giap récuse fortement cette conclusion. Selon lui, la Commission générale du parti a, dès le début d'octobre 1953, écarté l'idée d'une offensive sur le delta

tonkinois et fixé comme axe d'effort principal de ses opérations le théâtre du Nord-Ouest, en termes d'objectifs : Laï Chau, le Moyen et le Bas-Laos.

Il n'est donc point question d'une offensive majeure sur le Delta à l'automne 1953. En fait, il semble que, si l'opportunité d'une campagne sur le Nord-Ouest a bien été débattue au printemps précédent, la décision d'engager la masse principale du corps de bataille viêt-minh dans cette zone ait été prise ultérieurement, sans doute vers la fin du mois d'octobre. Les plans opérationnels de cette offensive sont, eux, précisés lors d'une importante réunion des cadres de l'armée populaire vietnamienne, le 19 novembre 1953, soit la veille de l'occupation de Diên Biên Phu par les troupes françaises. Dans cette perspective, fidèle à la chronologie des événements, la campagne du Nord-Ouest ne constitue pas une réaction à l'occupation de la vallée de Diên Biên Phu. En d'autres termes, on ne peut affirmer que c'est la décision de Navarre qui provoque la montée des divisions viêt-minh en pays thaï ; tout au plus la constitution d'une base aéroterrestre dans cette zone a-t-elle rendu possible un « ajustement » des plans du général Giap et de son état-major, Diên Biên Phu offrant un objectif tentant pour le Viêt-Minh.

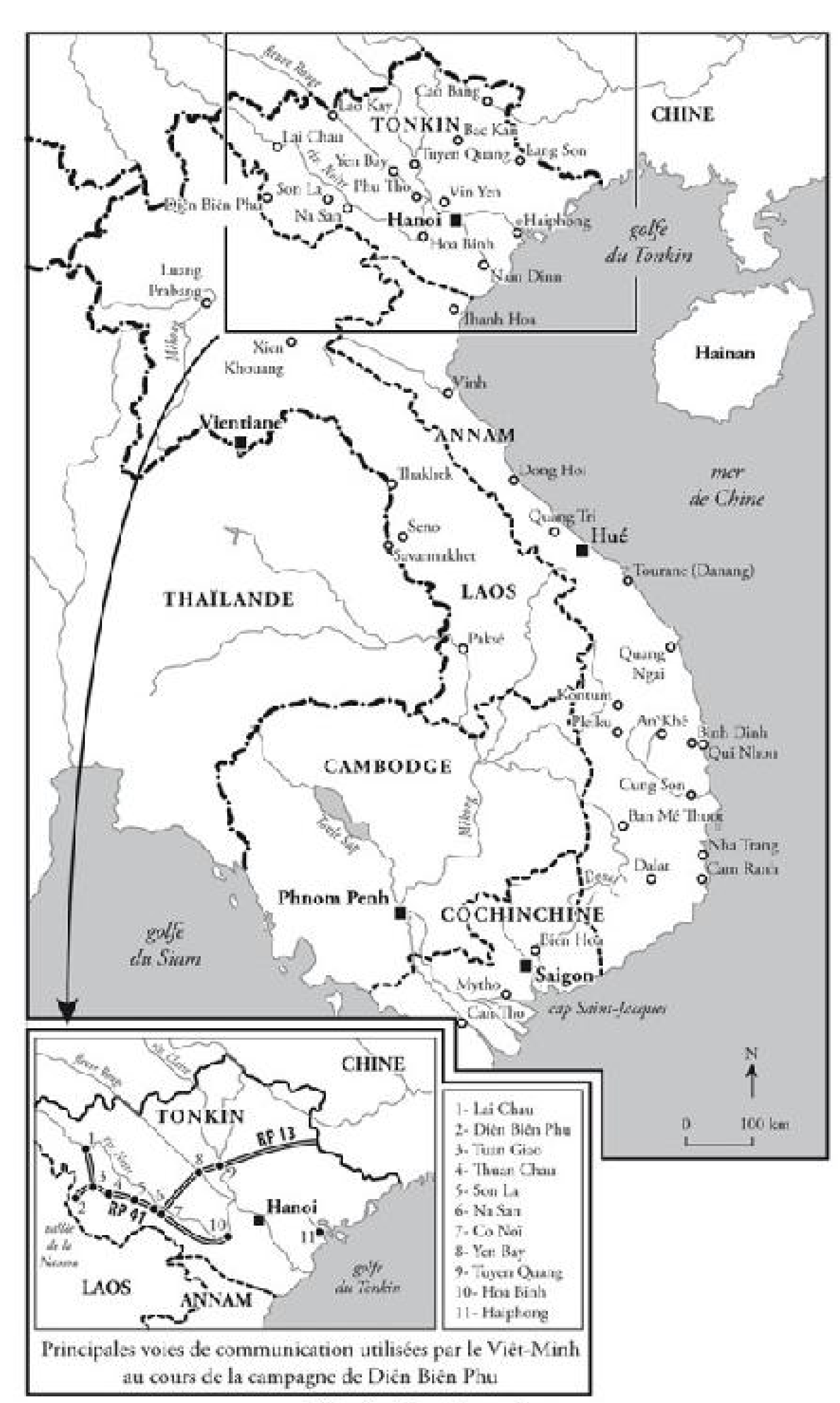
Quoi qu'il en soit, au début du mois d'octobre 1953, la menace que fait planer la quasi-totalité du corps de bataille ennemi au nord (divisions 308, 312, 351) et au sud (divisions 304, 320) du Delta est considérée avec gravité par les Français. Aussi, plutôt que d'attendre le choc des unités régulières ennemies, le général Navarre décide-t-il de prendre l'initiative et de désorganiser l'offensive adverse. L'opération Mouette, confiée au général Gilles, reprend la conception de la manœuvre sur Hoa Binh : il s'agit de s'enfoncer en territoire viêt-minh et d'obliger la division 320, qui s'apprête à infiltrer le Delta, à réagir. Le 15 octobre, le jour même où cette grande unité doit commencer son mouvement, deux divisions légères, sous le commandement respectif des colonels Vanuxem et de Castries, se portent à Laï Cac à une trentaine de kilomètres de Phu Nho Quan, ville située au sud-ouest du Delta. Pendant trois semaines, les opérations menées par les groupes mobiles franco-vietnamiens et les destructions de dépôts désorganisent totalement le dispositif de la division 320 en même temps qu'elles lui infligent de lourdes pertes : plus de 3 500 hommes, soit le tiers de son effectif. Face à cet échec, et surestimant l'arrivée d'une partie des renforts demandés par Navarre au mois de juillet précédent, le général Giap

renonce à poursuivre son action et met un terme aux opérations sur le Delta. Dans le camp français, cette nouvelle est accueillie avec soulagement, comme Navarre en témoigne dans une lettre écrite au maréchal Juin le 14 décembre 1953 : « on ne savait pas très bien ce qui pouvait sortir d'une bagarre menée [contre les divisions régulières viêt-minh] conjuguant leurs efforts avec ceux des 75 000 à 80 000 combattants de toute nature normalement infiltrés dans nos lignes »…

Au début du mois de novembre 1953, de nombreux indices montrent que le général Giap est en train de reporter son effort sur la Haute Région. En effet, des forces de plus en plus importantes quittent le Delta et font mouvement en direction de Laï Chau ; parmi elles, la division 316, appelée aussi division Bien Hoa, jusqu'alors regroupée dans le nord-ouest du Thanh Hoa. L'objectif du commandement viêt-minh est double. Il s'agit d'une part de s'emparer de la localité et, d'autre part, de mettre fin à l'action des maquis pro-français implantés en pays thaï et qui posent de sérieux problèmes aux troupes de l'armée populaire. Ces maquis sont actionnés par le Groupement de commandos mixtes aéroportés (GCMA)[10], créé en avril 1951 à l'initiative du général de Lattre de Tassigny dans le but de porter la guerre sur les arrières viêt-minh et de menacer son potentiel et ses infrastructures politiques, militaires et économiques. Implantés principalement au Laos et dans le nord-ouest du Nord-Vietnam, la poignée d'Européens qui encadrent les quelques milliers de combattants autochtones, farouchement opposés au Viêt-Minh, sont devenus une menace telle que Giap a décidé d'en finir. De fait, comme l'écrit justement le lieutenant-colonel David dans son ouvrage *Guerre secrète en Indochine*, « l'émergence des maquis *Colibri, Aiglon et Calamar* est devenue parfaitement intolérable » pour l'adversaire : du point de vue politique, le Viêt-Minh perd de son influence et, du point de vue militaire, la présence d'importants groupes armés menaçant ses communications et harcelant ses troupes contrarient ses plans.

Pour Giap, ces trois maquis, et principalement Colibri, constituent un sérieux obstacle à la réalisation de ses plans puisqu'ils empêchent depuis le mois de juin 1953 toute utilisation de la RP 41 à hauteur de Thuân Chau, interdisant par là l'accès à Tuân Giao, Laï Chau et Diên Biên Phu. Toute opération contre Laï Chau passerait nécessairement par l'axe logistique

majeur que représente la RP 41 : la destruction des maquis reste un préalable indispensable au développement des projets viêt-minh. Cette destruction est effective au cours des deux premières semaines du mois de novembre 1953 et, malgré une défense acharnée des résistants autochtones et de leurs cadres européens, le 17, le commandement français considère que ces maquis ont cessé d'exister. Les pertes sont lourdes : sur les 1 800 partisans, trois quarts sont tués, blessés, prisonniers ou disparus. Ce sacrifice n'a cependant pas été vain puisqu'il a permis aux Français d'occuper un petit village que les populations thaïes appellent Muong Thanh et qui, sous l'impulsion de l'administration française à la fin du XIXe siècle, change son nom en Diên Biên Phu[11].



L'Indochine française

LA DÉCISION D'OCCUPER DIÊN BIÊN PHU

L'éventualité d'une occupation de Diên Biên Phu[12] en cas d'offensive viêt-minh dans le Nord-Ouest est envisagée très tôt par les Français ; en fait, elle est présentée dès le mois de juin 1953 par le général Cogny au général Navarre[13]. Cogny succède alors au général de Linarès à la tête des forces françaises du Nord-Vietnam. Cette nomination a été, en quelque sorte, imposée par les événements car, au moment du départ de « l'équipe Salan », le général de brigade Cogny est le seul des officiers généraux alors en poste en Indochine à avoir une bonne connaissance des dossiers et à pouvoir occuper cet important commandement. N'étant pas arrivé au terme de son séjour, Cogny est, par ailleurs, disponible. Aussi, malgré les préventions de de Linarès – « Ne prends pas Cogny, c'est un salaud »[14] aurait-il déclaré à Navarre avant son départ –, le général Cogny est désigné en même temps qu'il reçoit sa troisième étoile, celle de divisionnaire. Au commandant en chef qui lui annonce sa promotion dans la fonction et dans le grade, il déclare avec solennité : « Je vous donne ma parole que vous ne le regretterez pas ». La plupart de ceux qui ont côtoyé Cogny le présente comme un homme d'action, de commandement et d'autorité. D'autres vont plus loin et mettent en avant l'extraordinaire chef militaire, courageux, efficace et capable de susciter l'enthousiasme et l'adhésion de la troupe. Pourtant, il est des jugements beaucoup moins élogieux concernant la personnalité de Cogny, qui dénoncent des qualités plus prêtées que bien réelles. De Linarès, qui est entré en conflit plusieurs fois avec lui, en dit qu'il « pose au grand baroudeur […] alors qu'il ne s'est presque jamais battu. Il passe son temps à soigner sa publicité auprès des journalistes. Mais surtout, on ne peut pas lui faire confiance. […] Il s'arrange […] pour ne

jamais diriger personnellement une opération sur le terrain, mais il commande fort bien sa zone ». Quant au colonel Berteil, sous-chef « opérations » à l'état-major de Navarre, son opinion manque d'objectivité, et il décrit un homme « d'intelligence lente mais retors et obstiné » et met par ailleurs en cause ses mœurs personnelles. Pour différentes raisons, Berteil n'est pas apprécié dans l'état-major de Cogny où l'on moque volontiers ses vues stratégiques fantaisistes ; pressentant son influence auprès du commandant en chef dans la décision d'occuper Diên Biên Phu, les officiers des FTNV traduisent bientôt les initiales du village thaï « DBP » en « Du Berteil Pur »…

Quoi qu'il en soit, c'est bien le général Cogny qui, à la fin du mois de juin 1953, appelle l'attention du général Navarre sur les avantages à disposer d'une base aéroterrestre dans la plaine de Diên Biên Phu en cas de menace sur Laï Chau et le Laos. Il exprime son avis et ses recommandations dans une lettre adressée au commandant en chef le 26 juin 1953. En premier lieu, il recommande l'évacuation de Na San, le camp retranché qui a si efficacement stoppé l'offensive viêt-minh de l'automne précédent. Le rôle opérationnel de la place a en effet beaucoup diminué depuis que l'ennemi, qui a consacré de très importants efforts à la construction d'une route, la contourne et ravitaille ses forces de Tuan Giao et de Diên Biên Phu par cette voie. Aussi, l'enlèvement des bataillons du corps expéditionnaire immobilisés sans profit permettrait de récupérer des effectifs, plus utiles ailleurs. Cette proposition est d'ailleurs retenue par le général Navarre et Na San est évacuée en trois temps entre le 1er et le 12 août 1953. L'opération est un succès, la totalité de la garnison est ramenée sans pertes tandis que sont détruits une partie des matériels et dépôts n'ayant pu être aérotransportés. Cette évacuation ne condamne absolument pas le concept de base aéroterrestre, destinée à jouer un rôle ponctuel et, au contraire, renforce l'idée dans l'esprit du commandant en chef et de son entourage qu'un tel concept peut devenir *la* solution du corps expéditionnaire en lui redonnant la mobilité stratégique et l'initiative qu'il a depuis longtemps perdues.

En second lieu, Cogny évoque la possibilité, qu'il soutient personnellement, de procéder à la création d'une nouvelle base aéroterrestre à Diên Biên Phu, le site offrant en effet beaucoup plus d'avantages pour

défendre le pays thaï et couvrir le Haut-Laos que celui de Na San, de Laï Chau ou même de Luang Prabang, la capitale royale laotienne, très difficile à défendre. De fait, la vallée de Diên Biên Phu, qui se présente comme une ellipse dont l'axe nord-sud atteint jusqu'à 17 kilomètres et l'axe nord-ouest entre 5 et 7 kilomètres, constitue la seule plaine importante de la région et bénéficie d'un bon accès à Laï Chau*via* la Piste Pavie – du nom de l'explorateur qui emprunta ce chemin au XIXe siècle. Bien qu'inexact, le terme de « cuvette » est assez rapidement utilisé pour qualifier l'endroit. Sans doute celui-ci présente-il une image forte aux yeux des journalistes et du grand public, et renforce-t-il le caractère théâtral du lieu où les assiégés peuvent paraître cernés de toutes parts par les montagnes environnantes. Pourtant cette vision mérite d'être nuancée, voire contredite, et l'on peut tout aussi bien se représenter Diên Biên Phu comme une large vallée verdoyante faite de rizières, pour certaines en jachère à l'automne 1953. Une rivière, la Nam Youn, arrivant du Nord-Est, fournit l'eau nécessaire à la riziculture ; elle est surplombée par une série de pitons peu élevés qui formeront les futurs centres de résistance français. Enfin, la vallée est encadrée par un environnement montagneux, couvert par un manteau forestier, et dont les gradins irréguliers s'étagent sur plusieurs kilomètres. Ainsi sur la face est, les sommets des pitons situés à 4 kilomètres oscillent entre 500 et 800 mètres pour atteindre 1 200 mètres à 8 kilomètres du village et jusqu'à 1 500 mètres à 10 kilomètres. Quiconque envisage d'envahir le Laos doit contrôler la vallée de Diên Biên Phu : celle-ci offre un accès direct au pays et fournit aux troupes une base de départ et de repli, idéale pour leurs opérations. Le Viêt-Minh l'a bien compris qui veut en faire sa base opérationnelle dans la campagne du Nord-Ouest.

Aussi, le 2 novembre 1953, afin de répondre à l'offensive ennemie qui se développe, le général Navarre prescrit à l'état-major des forces terrestres du Nord Vietnam d'étudier une éventuelle réoccupation de la vallée de Diên Biên Phu prévue entre le 15 et le 20 novembre. Le but est d'arriver avant le gros de la division 316, alors aux prises avec les maquis pro-français, nous l'avons vu. L'idée d'une telle opération est loin de faire l'unanimité parmi les officiers de l'état-major du général Cogny. Le 4 novembre 1953, dans une fiche devenue célèbre depuis lors, le colonel Bastiani, chef d'état-major des FTNV, l'un des plus farouches opposants à l'occupation de Diên Biên

Phu, met en garde contre le déclenchement de l'opération Castor. En premier lieu, écrit-il, « je ne crois pas que l'occupation de Diên Biên Phu puisse empêcher Laï Chau de tomber ». En second lieu, il dénonce, non sans une certaine justesse, les illusions entretenues par l'état-major du commandant en chef sur une opération qui aurait pour but de « barrer » la direction de Luang Prabang et par là de couvrir le Laos : « Dans ce pays, on ne barre pas une direction. C'est une notion européenne sans valeur ici. Le Viêt passe partout ». Dernière objection, l'argument de « Diên Biên Phu, grenier à riz pour le Viêt-Minh », ne tient pas selon lui, les possibilités offertes par la vallée restant largement insuffisantes pour nourrir des troupes nombreuses pendant plusieurs mois. Ainsi conclut-il,

> « je suis persuadé que Diên Biên Phu deviendra, qu'on le veuille ou non, un *gouffre à bataillons*, sans rayonnement d'envergure possible, dès qu'il sera fixé par un régiment VM. Alors qu'une menace certaine contre le delta se précise chaque jour davantage, on va immobiliser à 300 km d'Hanoï, (à vol d'oiseau), des forces de la valeur de 3 GM pouvant être mieux employées dans le delta du Tonkin. Les conséquences d'une pareille décision peuvent être très graves et il faut que l'EMIFT le sache ».

Sensible à ces arguments et soucieux avant tout d'éviter une trop grande ponction de troupes au détriment du delta, le général Cogny, qui pourtant est l'initiateur et l'ardent défenseur du projet à ses débuts, commence à faire montre de réticences, sans renoncer à l'opération. D'autres responsables militaires semblent plus circonspects encore. Outre le général Gilles, pressenti pour diriger Castor et auquel l'expérience des combats de Na San laisse quelques craintes, les responsables de l'armée de l'air nourrissent des doutes quant à l'installation d'une base française en pays thaï. Dans une réunion en date du 11 novembre 1953, ceux-ci présentent plusieurs objections à la faisabilité opérationnelle du plan envisagé. Le général Dechaux, chef du Groupement aérien tactique Nord (GATAC[15]) soulève ainsi les questions de l'éloignement de Diên Biên Phu par rapport aux aérodromes du Tonkin (éloignés d'environ 350 kilomètres), ce qui limite considérablement les possibilités de l'aviation et notamment des appareils de chasse. D'autre part, les mauvaises conditions météorologiques au-dessus de la vallée, la nécessité de sécuriser la piste de toute DCA ennemie et l'important besoin en tonnage de la garnison, estimé au début à 80 tonnes par jour[16], sont abordés.

Pendant que l'état-major des FTNV planifie l'opération, Navarre écoute ses subordonnés, se renseigne, reçoit les objections des uns et des autres et décide finalement, le 14 novembre 1953, de donner son accord à la réoccupation de Diên Biên Phu. La décision qu'il prend est motivée par les responsabilités qu'il assure à son échelon : celui d'un commandant en chef en charge de la défense d'un théâtre d'opérations, l'Indochine. Or, s'il n'a toujours reçu aucune directive, aucun ordre formel de Paris quant à une obligation de défendre le Laos, sa fonction lui impose de protéger ce petit pays allié de la France et membre, depuis peu, de l'Union française. Il peut en effet légitimement appuyer son action sur l'accord qui vient tout juste d'être signé, le 28 octobre 1953, entre les gouvernements français et laotien, accord qui engage la France à défendre le Laos en cas d'attaque. Il est rejoint sur ce point par le commissaire général Maurice Dejean pour qui il est tout simplement « impensable » de ne pas prêter assistance au Laos ; c'est également le sentiment de Marc Jacquet, le secrétaire d'État chargé des relations avec les États associés. À l'aube du jour J, fixé au 20 novembre 1953, les généraux Gilles, Dechaux et Bodet, l'adjoint du général Navarre, survolent Diên Biên Phu à bord d'un Dakota. Ils doivent décider, aux vues des conditions météorologiques, si Castor peut avoir lieu ou non. La légère brume qui règne ce matin-là dans la vallée n'est pas suffisante pour annuler l'opération aéroportée et, à 7 h 20, le feu vert est donné à Hanoï : Castor aura bien lieu. Quelques heures plus tard, au soir de cette journée du 20 novembre 1953, 2 650 parachutistes français s'apprêtent à passer leur première nuit dans ce petit village perdu du Nord-Vietnam : la première phase de la bataille de Diên Biên Phu a commencé. Comme l'écrirait le lieutenant-colonel Bigeard à son retour de captivité : « Que n'a-t-il plu ce jour-là »…

CHAPITRE 3

ANNE-MARIE, BÉATRICE, GABRIELLE ET QUELQUES AUTRES...

L'OPÉRATION CASTOR : LES PARACHUTISTES SAUTENT SUR DIÊN BIÊN PHU

L'opération Castor, qui a pour but la réoccupation de la vallée de Diên Biên Phu, est l'une des rares opérations de la guerre d'Indochine dont le secret a été aussi bien gardé, les services de renseignement viêt-minh connaissant effectivement la plupart du temps à l'avance les plans français. Le fait que la planification de cette opération aéroportée ait été confiée à un nombre très restreint d'officiers, tapant eux-mêmes leurs ordres à la machine à écrire, explique en partie les raisons de ce succès. Ces ordres sont d'ailleurs donnés au dernier moment afin de laisser l'ennemi, dont les espions ont repéré l'activité anormale qui règne sur les grands aérodromes du Nord-Vietnam, dans l'incertitude des intentions françaises. Le commandant Bigeard, chef du 6e bataillon de parachutistes coloniaux (6e BPC), se plaindrait par la suite que, « sans nuire au secret du travail, [on aurait pu] fixer la mission du chef de bataillon et lui remettre ses documents de travail 24 heures avant le largage », ce qui aurait permis une meilleure préparation et éviter des pertes.

Bigeard connaît bien le pays thaï. Il l'a parcouru lors de son premier séjour (1945-1947) et c'est même à Diên Biên Phu que son avion a atterri la

première fois qu'il s'est rendu dans la région. Après une année passée en France, il repart pour son deuxième séjour (1948-1950) et retrouve les populations auxquelles il s'était attaché. À la tête du 3e bataillon thaï, qu'il met sur pied le 1er octobre 1949, il sillonne de nouveau les sentiers et les crêtes autour de Son La et de Na San avant d'être relevé de son commandement en raison de différends qui l'opposent à l'administrateur civil du secteur. Son caractère fort et sa personnalité affirmée lui valent en effet plus d'un heurt avec ses supérieurs et quelques inimitiés. Rentré en France, il est nommé chef de bataillon et prend le commandement du 6e BPC. En juillet 1952, il retourne en Indochine pour un troisième séjour qui, une nouvelle fois, le mène en pays thaï. L'épopée de Tulé, au mois d'octobre 1952, au cours de laquelle il sauve son bataillon le fait connaître dans la France entière : son nom s'étale en caractères gras dans les journaux. Lui, le petit gars de Toul est désormais connu. Son parcours et son personnage – le baroudeur – plaisent, en effet aux journalistes. À Diên Biên Phu, ils en feront un héros.

Côté français, il est prévu que trois bataillons parachutistes sautent sur Diên Biên Phu le jour J, trois autres bataillons devant les rejoindre dans les 48 heures qui suivent. Quant à la situation de l'ennemi dans la vallée de Diên Biên Phu, si elle n'est pas connue avec exactitude, l'état-major des FTVN estime cependant que le Viêt-Minh y entretient au moins la valeur d'un bataillon, en l'occurrence le 910e bataillon du 148e régiment. Le PC de ce régiment et son centre d'instruction se trouvent également à Diên Biên Phu. Le 20 novembre 1953, ce bataillon s'apprête à quitter la vallée pour gagner Laï Chau et participer à la liquidation des unités franco-thaïes qui la défendent, et ses unités ont d'ailleurs commencé leur mouvement quand les Dakota arrivent en vue de leur objectif. Mais, comme le raconte un vétéran viêt-minh, face aux avions « de plus en plus nombreux » qui se présentent au dessus de Diên Biên Phu en milieu de matinée, les combattants du 910e bataillon reçoivent l'ordre de se préparer à faire front et de défendre Diên Biên Phu.

Entre 10 h 35 et 10 h 45, le 6e BPC est le premier bataillon à être parachuté. Le malheur veut que la *drop zone* (DZ) choisie, *Natacha*, située au nord-ouest du village de Diên Biên Phu, soit occupée par de nombreux éléments viêt-minh. Les hommes de Bigeard sont donc immédiatement pris

à partie, certains même abattus alors qu'ils n'ont pas encore touché le sol. Une fois à terre, le combat s'engage, violent, dans des conditions extrêmement difficiles, les compagnies du 6e BPC étant, en effet, étroitement imbriquées dans le dispositif adverse. Un peu partout, les parachutistes livrent de sanglants corps à corps pour desserrer la pression ennemie et permettre aux sections de se regrouper. La situation est nettement plus satisfaisante au sud de Diên Biên Phu où le 2e bataillon du 1er régiment de chasseurs parachutistes (II/1er RCP) prend possession de la DZ *Simone* sans difficulté majeure, la place étant vide d'ennemis. Vers 15 heures, alors que le combat fait encore rage dans la vallée, une quarantaine de Dakota procède au largage de la seconde vague qui comprend notamment le 1er BPC et deux batteries de canon de 75 mm sans recul (75 SR) appartenant aux artilleurs du groupement de marche du 35e régiment d'artillerie légère parachutiste (35e RALP). Pour le Viêt-Minh, le rapport de force est par trop déséquilibré et, en fin de journée, il abandonne le terrain aux Français. Au soir du 20 novembre 1953, les pertes au combat peuvent apparaître lourdes du côté français avec 15 tués et une cinquantaine de blessés, mais le Viêt-Minh déplore 115 morts relevés sur le terrain et des blessés en nombre inconnu, seuls quatre ayant été récupérés. Les exercices de tir de précision effectués par les parachutistes français dans les semaines qui précèdent Castor n'ont pas été vains et ont donné aux assaillants un incontestable avantage sur l'adversaire. L'opération Castor constitue certes une réussite, mais la faiblesse des moyens aériens présents en Indochine à cette époque ne rend pas possible le largage simultané des trois bataillons en une seule vague, ce qui aurait permis d'obtenir une victoire plus complète encore sur le bataillon 910. Ce dernier, vaincu, évacue donc la vallée, mais laisse derrière lui quelques éléments chargés de recueillir du renseignement sur les Français. Un certain Nguyen Quang Truy est ainsi désigné pour rester à Diên Biên Phu avec quelques camarades. « Notre mission est de nous mêler aux habitants locaux, se souvient-il, de les sensibiliser, de les protéger et de nous renseigner sur l'ennemi. Nous devrons aussi informer les équipes de l'armée régulière de la situation du terrain, une fois qu'elles seront arrivées à Diên Biên Phu. »

Dans les jours qui suivent l'opération Castor, trois autres bataillons parachutistes (8e BPC, 1er BEP et 5e Bataillon de parachutistes vietnamiens

– 5e BPVN) viennent renforcer les effectifs de la garnison qui s'élèvent, au 22 novembre 1953, à 4 560 combattants. La plupart des formations parachutistes – qui sont des unités de réserve générale à disposition du commandant en chef – sont, au cours du mois de décembre, progressivement retirées de Diên Biên Phu et remplacées par des unités d'infanterie. Français, Vietnamiens, Thaïs, Africains, Nord-Africains et légionnaires composent donc la garnison de Diên Biên Phu, offrant une physionomie originale, fidèle à la diversité du corps expéditionnaire tout entier. Ainsi, les « Français », c'est-à-dire les troupes métropolitaines, présentes dans la vallée ne dépasseront jamais 25 % des effectifs totaux.

Pour l'heure, une intense activité règne à Diên Biên Phu et sur les collines qui entourent le village. Pendant que les parachutistes commencent à aménager leurs positions, de nombreuses patrouilles de reconnaissance sont envoyées pour tendre la main aux partisans thaïs de la région de Laï Chau et tenter d'obtenir des informations sur les forces adverses. De leur côté, les sapeurs de la 17e compagnie parachutiste du génie (17e CPG), aidés par les paras de Bigeard, s'affairent à remettre en état le terrain d'aviation, endommagé tant par l'action du Viêt-Minh que par le manque d'entretien. Pour les aider dans leur tâche, le 21 novembre 1953, un bulldozer est, pour la première fois en Indochine et, peut-être même dans l'histoire de l'armée française, parachuté à partir d'un C119. L'engin est largué en deux fardeaux, mais alors que la plateforme qui contient la pelle, le portique, le treuil et les accessoires de rechange atterrit sans incident, la manille de suspente qui relie les cinq parachutes au deuxième fardeau (qui transporte le tracteur), se rompt. Après une chute de plusieurs dizaines de mètres, ce dernier s'écrase dans la rizière, provoquant « un trou de huit à dix mètres de largeur et de cinq de profondeur ». Un second bulldozer est parachuté dans les jours qui suivent, sans encombre cette fois. Le 25 novembre, la piste est prête et les premiers Dakota commencent à décharger leur ravitaillement : des barbelés aux moustiquaires, des sacs à terre aux matériels de cuisine, sans compter les munitions de tous calibres destinés à l'artillerie comme aux bataillons d'infanterie. Du 20 novembre au 7 décembre 1953, les rotations de l'aviation de transport s'effectuent sans discontinuité et les troupes de la garnison assistent quotidiennement à une véritable noria d'appareils, qui ne s'arrêtent que pour délivrer leurs

cargaisons. En 18 jours, 1 760 tonnes de matériels divers sont ainsi acheminées, soit près de 100 tonnes par jour.

DIÊN BIÊN PHU : BASE AÉROTERRESTRE OU CAMP RETRANCHÉ ?

Initialement, l'intention du commandant en chef est de créer à Diên Biên Phu une base aéroterrestre centrée sur le terrain d'aviation et défendue par la valeur de cinq à six bataillons d'infanterie. Outre leurs missions propres (tenir sans esprit de recul la position défensive et assurer la libre disposition du terrain d'aviation), les troupes de Diên Biên Phu doivent rechercher le renseignement en direction de plusieurs axes (notamment jusqu'à Tuan Giao), réaliser si possible la liaison avec les forces du Laos et retarder la mise en place du dispositif viêt-minh par des actions offensives puissantes. Comme l'écrit le lieutenant-colonel Bigeard à son retour de captivité,

> « ces directives[…] fixant une action dans un triangle de 100 kilomètres sur 60 et 50 peuvent paraître facilement réalisables[…] sur une carte au 1/400 000e[…] depuis un bureau. [Mais] tenant compte des difficultés du terrain, du ravitaillement, du peu d'unités aptes au combat en montagne [et] *du travail défensif à effectuer à DBP, c'était en réalité une vue de l'esprit catastrophique* ».

En haut lieu, on est cependant beaucoup plus confiant sur les capacités de la garnison à remplir la mission qui lui est donnée. Ainsi, dans l'esprit du général Navarre, la mission est claire : il s'agit de faire de Diên Biên Phu une base pour de futures actions politiques et militaires, c'est-à-dire de rayonner à partir de la vallée et de ne pas s'y laisser enfermer. En ce sens, Diên Bien Phu constitue bien une base aéroterrestre ou, si l'on préfère, un ensemble logistique pour les troupes franco-vietnamiennes. La fonction assignée à Diên Biên Phu apparaît donc exactement inverse de celle de Na San qui, dès le départ, est conçue comme un camp retranché, et qui ne devient une base aéroterrestre qu'une fois la menace viêt-minh écartée, au début de l'année 1953. Les défauts dans l'organisation défensive de la position, qui seraient révélés par la violence des combats, proviennent en partie de cette vision de départ. Certes, on peut avancer l'argument d'une sous-estimation de l'adversaire chez certains cadres ou de la

méconnaissance de l’importance de l’artillerie adverse avant l’offensive viêt-minh, mais Diên Biên Phu souffre également d’un défaut de conception initiale. Le colonel Langlais en témoigne d’ailleurs, un an après la chute de Diên Biên Phu : « au début les paras ont sauté, on a rasé les maisons. […] on a fait des trous et puis, ma foi, on est un peu parti sur ces positions-là »… Ces lacunes dans l’organisation défensive conduisent ainsi à d’importantes erreurs. Au centre du dispositif, par exemple, l’antenne chirurgicale et les trois postes de commandement[17] – ou PC – se trouvent réunis dans un rayon de 100 mètres ; comme le déclare également Langlais, il suffit « de viser au milieu et on [est] sûr d’en toucher un ». Outre ces problèmes, une autre carence est relevée par certains observateurs attentifs au cours de leur visite à Diên Biên Phu, il s’agit du manque de résistance que semble présenter un grand nombre des abris construits par les troupes. Cette faiblesse aurait de tragiques conséquences sur l’issue des combats.

Le 7 décembre 1953, l’ensemble des forces françaises rassemblées à Diên Biên Phu est intégré dans un nouvel organisme de commandement : le Groupement opérationnel du Nord-Ouest, ou GONO. Le général Gilles, ayant depuis longtemps terminé son temps de commandement, est appelé à d’autres responsabilités et est remplacé par le colonel Christian de La Croix de Castries. Le choix de cet officier supérieur, désigné d’un commun accord par les généraux Navarre et Cogny, s’explique d’une part parce qu’il n’existe à cette date en Indochine aucun officier général capable d’assurer une telle fonction et, d’autre part, parce que le colonel de Castries est alors disponible. De plus, les titres de guerre[18] de ce cavalier, issu de la « maison de Lattre » et qui s’est illustré au cours des campagnes de la Seconde Guerre mondiale et d’Indochine, en imposent à tous ; pendant l’opération Mouette, il a assuré le commandement d’une division légère : l’homme semble donc particulièrement qualifié pour assurer l’importante responsabilité qui lui est confiée. Tout comme Bigeard, c’est la Seconde Guerre mondiale qui a révélé le colonel de Castries, qui n’était pas particulièrement bien noté avant-guerre. À ses débuts, dans les années 1920, il reçoit cette appréciation : « irrégulier dans sa manière de servir – caractère léger ». Dans le résumé de notes obtenues entre 1934 et 1938, on apprend qu’il « obtient de brillants résultats dans les concours hippiques en

France et à l'étranger. De ce fait, il n'est guère apprécié de ses chefs de corps successifs en raison du peu de services qu'il rend à l'intérieur de l'unité. Officier intelligent et bien doué, mais qui n'a jamais eu le goût du travail et dont la culture militaire n'est pas sans lacunes. De bonne éducation, séduisant, manque totalement de valeur morale et de franchise »… Malgré ces lignes peu élogieuses, dès les premiers combats dans les Ardennes, au mois de mai 1940, il fait la preuve de sa valeur et gagne sa première croix de guerre avec citation à l'ordre de l'Armée.

Au mois de décembre 1953, la base aéroterrestre se mue progressivement en un puissant ensemble fortifié. Le plan de défense de Diên Biên Phu se concentre essentiellement sur la protection du terrain d'aviation, élément clé du dispositif, protégé par des collines auxquelles l'état-major des FTNV a attribué des lettres (A, B, C, etc.) sur les cartes et calques de la région. La transformation de ces lettres en prénoms féminins, qui entreraient dans la légende, constitue toujours aujourd'hui un mystère ; l'on ne sait pas si cette initiative est due aux troupes présentes à Diên Biên Phu ou, plus vraisemblablement, à quelques officiers de l'état-major de de Castries. Quoi qu'il en soit, à la fin du mois de janvier, au moment où le GONO est en passe d'atteindre sa physionomie définitive, trois sous-secteurs ont été mis sur pied, composé chacun de centres de résistance (CR) occupés par un bataillon, dont les compagnies défendent trois ou quatre points d'appui (PA).

Le sous-secteur nord, tout d'abord, commandé par le lieutenant-colonel Trancart, est formé de deux centres de résistance : *Anne-Marie*, occupée par le bataillon thaï n° 3 (BT 3), et *Gabrielle* défendue par le 5e bataillon du 7e régiment de tirailleurs algériens (V/7e RTA) renforcé par une compagnie de mortiers lourds de 120 mm (8 tubes). À l'opposé, le sous-secteur sud, aux ordres du lieutenant-colonel Lalande, comprend un unique centre de résistance, *Isabelle,* situé à environ 6 kilomètres du PC du GONO. *Isabelle*, occupée par le 3e bataillon du 3e régiment étranger d'infanterie (III/3e REI) et le 2e bataillon du 1er régiment de tirailleurs algériens (II/1er RTA), a pour fonction principale d'abriter des obusiers de 105 Hm2 qui doivent agir prioritairement au profit du sous-secteur centre, les centres de résistance nord, comme *Gabrielle,* étant en effet à la limite de portée de ses pièces (soit 10 kilomètres). Enfin, le sous-secteur centre, sous la responsabilité du

lieutenant-colonel Gaucher, comprend cinq autres centres de résistance : *Béatrice* (3e bataillon de la 13e demi-brigade de la Légion étrangère – III/13e DBLE), *Dominique* (III/3e RTA), *Éliane* (1er bataillon du 4e régiment de tirailleurs marocains – Ier/4e RTM et bataillon thaï n° 2-BT 2), *Claudine* (I/13e DBLE) et la dernière née, *Huguette* (I/2e REI). Ce sous-secteur est le plus imposant, puisqu'il accueille les principaux PC, les services et l'ensemble des organes de soutien dont les équipements du service de santé. Dans ce domaine d'ailleurs, les responsables pensent avoir prévu large puisque le GONO dispose d'une capacité initiale de 130 lits et de 300 brancards.

À la veille du déclenchement de la bataille, l'organisation défensive de Diên Biên Phu apparaît donc comme définitive : il existe 8 centres de résistance défendus par dix bataillons[19]. En outre, en cas de coup dur, le GONO bénéficie de deux bataillons de réserve générale chargés des contre-attaques, aux ordres du lieutenant-colonel Langlais : les 1er BEP et 8e Choc[20]. La garnison peut, de plus, compter sur d'importants appui-feux. En premier lieu, Diên Biên Phu dispose de sa propre aviation : outre les petits Morane 500 d'observation, une demi-douzaine de chasseurs F8F Bearcat stationne en permanence sur le terrain d'aviation[21], trois autres les rejoignent à la veille de la bataille. Le GONO peut également recevoir l'appui aérien des appareils en provenance du Delta. En moyenne, le GATAC Nord affectera quotidiennement au cours des combats 33 chasseurs, une vingtaine de bombardiers B-26 et 4 PB4Y Privateers de l'aéronavale, agissant en appui des troupes au sol ou sur des cibles choisies : localisation supposée de pièces adverses, bombardement de dépôts, de points sensibles sur les voies de communication, etc. En second lieu, l'artillerie présente à Diên Biên Phu représente une importante puissance de feu. Le quatrième groupe du 4e régiment artillerie coloniale (IV/4e RAC) a détaché une batterie, soit quatre pièces de 155 mm Hm1, le plus gros calibre dont dispose l'artillerie en Indochine. Ces matériels, affectés principalement aux missions de contre-batterie, c'est-à-dire à la neutralisation des canons adverses, peuvent délivrer des obus de 43 kg à une portée maximum de 15 kilomètres. Les tirs d'appui, les tirs d'arrêt ou d'interdiction sont, eux, assurés par les 24 pièces de 105 Hm2 (dont 8 pièces sont détachées à *Isabelle*) du deuxième groupe du 4e RAC (II/4e

RAC) et du troisième groupe du 10e RAC (III/10e RAC). Trois compagnies de mortiers de 120 mm (au total 32 tubes[22]), appartenant aux unités de la Légion étrangère, sont également réparties dans divers centres de résistance : *Claudine* (qui défend la face ouest du noyau central), *Dominique* et *Gabrielle*. Les mortiers de 120 mm remplacent les batteries de canons de 75 mm SR du 35e RALP qui avaient pris part à l'opération Castor. En effet, le colonel de Winter, commandant l'artillerie des FTNV juge, au mois de décembre 1953, que « les formes de trajectoire interdisent l'emploi du 75 SR dans la majeure partie du terrain autour de Diên Biên Phu ». Cet avis n'est pas partagé par certains officiers artilleurs du GONO qui, au contraire, soulignent que l'utilisation de 75 SR (d'une portée théorique de 5 kilomètres, il reste très précis jusqu'à 2,5 kilomètres) aurait pu donner de bons résultats dans la neutralisation des emplacements de tirs viêt-minh repérés au cours des combats. Le parachutage de quelques pièces en pleine bataille intervient trop tard et, surtout, la superficie de Diên Biên Phu diminuant, elles atterrissent chez l'ennemi.

Enfin, le commandement ayant très tôt manifesté son intention de disposer de blindés, le dernier appui sur lequel peuvent compter les fantassins est celui des chars. Le général Cogny, lors d'une de ses inspections, déclare d'ailleurs en plaisantant au colonel de Castries : « vous serez notre cavalier de montagne ». Il n'est évidemment pas question d'engager les chars trop loin hors de Diên Biên Phu, mais de les utiliser dans le cadre de reconnaissances offensives limitées ou pour soutenir d'éventuelles contre-attaques si un centre de résistance venait à tomber aux mains de l'ennemi. Aussi, dès le début du mois de décembre 1953 est-il décidé de doter la base aéroterrestre d'un escadron de 10 chars M. 24 *Chaffee*, un modèle léger de 18 tonnes équipé d'un canon de 75 mm. Le démontage, l'aérotransport (chaque char nécessite à lui seul 5 Dakota et 2 Bristols[23]) et le remontage des M. 24 ne sont pas chose nouvelle en Indochine puisqu'une telle opération a déjà été réalisée au mois de septembre 1953 pour les besoins de la base aéroterrestre de la plaine des Jarres. Le 20 janvier 1954, l'escadron de chars, placé sous le commandant du capitaine Hervouët[24], est opérationnel. Il prend le nom, quelques semaines plus tard, d'Escadron de marche du 1er régiment de chasseurs à cheval (1er RCC). Deux pelotons (6 chars) et le char de commandement

sont stationnés au centre de résistance principal tandis qu'un dernier peloton de trois blindés est implanté à *Isabelle*.

Au mois de février 1954, Diên Biên Phu apparaît pour beaucoup comme une forteresse imprenable. De fait, les chiffres parlent d'eux-mêmes et le GONO représente approximativement 10 % des forces terrestres du Nord-Vietnam, ses stocks de munitions sont supérieurs de 20 % à la consommation mensuelle de la totalité des FTNV et le tonnage de munitions en place équivaut à 30 % de la totalité des dépôts principaux des FTNV. Toutes les personnalités politiques et militaires françaises comme étrangères qui la visitent repartent avec un fort sentiment de confiance et de sécurité. Voici la relation qu'en fait pour *Le Monde* le journaliste Robert Guillain dans un article intitulé *Week-end à Diên Biên Phu* :

> « C'est une espèce de piège gigantesque et compliqué, hérissé de pointes, boursouflé d'ouvrages, miné, creusé, compartimenté, labouré sur des kilomètres carrés, et plus habité qu'une fourmilière. […] À la surface, plus rien ne pousse, sinon la prolifération de ronces de métal : les barbelés. Les barbelés en nappe immenses, en buissons, en haies parallèles, en brise-lames qui rejetteraient les assaillants vers les espaces ouverts, où les museaux pivotants des mitrailleuses enterrées les couvriraient de leur feu au ras du sol[25]. »

À l'époque, la confiance est totale : c'est certain, si le « Viêt » attaque, il se cassera les dents.

Pourtant, dans le concert de louanges, quelques voix discordantes se font entendre. D'abord, il se trouve quelques conseillers américains, qui ont fait la guerre de Corée, pour trouver un peu légères les fortifications de campagne mises en place par les Français. D'autre part, comme le rapportera le colonel de Castries après la bataille, « sauf les bataillons thaïs, de valeur très médiocre et de fidélité douteuse mais par contre toujours à effectifs pleins, aucun bataillon n'atteint l'effectif de 600 et deux au moins, le I/2e REI et le III/3e REI dépassent à peine cinq cents. [De plus], sauf dans les bataillons parachutistes, la proportion en cadres n'atteint pas les 2/3 prévus ». Ainsi, au cours des combats, le manque de fantassins dans les compagnies se ferait cruellement ressentir. Du point de vue de l'artillerie, la faiblesse réside essentiellement dans la protection des pièces. Prévues pour tirer tous azimuts, les alvéoles sont à ciel ouvert et le moins que l'on puisse dire est que tous les efforts ne semblent pas avoir été faits pour protéger les servants[26].

En l’espace de trois mois, la base aéroterrestre de Diên Biên Phu est devenue un véritable camp retranché. Au lieu des cinq bataillons prévu à l’origine, la garnison s’est renforcée au fil des semaines : elle est fixée à neuf bataillons le 3 décembre 1953, dix une semaine plus tard, puis onze et enfin douze bataillons au 31 décembre. Le 13 mars 1954, jour de l’attaque, ce ne sont pas moins de 10 813 combattants qui attendent le choc des divisions de l’APV. Que s’était-il passé pour que le général Navarre – qui, pourtant, dans son plan initial avait opté pour une attitude défensive au Nord-Vietnam – accepte finalement de livrer bataille au corps de bataille viêt-minh ? En réalité, les choix qu’Hô Chi Minh et le général Giap avaient faits au lendemain de l’opération Castor lui ouvraient une occasion que ses prédécesseurs avaient vainement recherchée pendant toute la guerre.

DE L’AUTRE CÔTÉ DE LA COLLINE[27]

La possibilité d’une action française sur Diên Biên Phu fait partie depuis longtemps des hypothèses discutées au sein de l’état-major de l’APV, et le survol répété de la vallée par l’aviation au cours de la première quinzaine du mois de novembre 1953 ne passe pas inaperçu. Cependant, les véritables intentions françaises ne semblent pas avoir été éventées, sans quoi l’on peut supposer que Giap aurait certainement mieux préparé la défense de Diên Biên Phu. L’annonce de la prise de la localité surprend Giap alors que la réunion des cadres de l’APV, commencée le 19 novembre, n’est pas terminée. Conscient que l’opération Castor a pour but de participer à la protection de Laï Chau et du Haut-Laos, le Viêt-Minh prend deux décisions. Dans un premier temps, il prescrit l’accélération du mouvement de la division 316 sur Laï Chau afin de s’emparer de la ville avant que les parachutistes et les bataillons thaïs ne puissent s’y opposer. Dans un second temps, au début du mois de décembre 1953, une fois assuré que les forces françaises implantées à Diên Biên Phu utiliseraient la vallée comme une base pour leurs futures opérations – et donc y resteraient –, Giap arrête sa décision définitive de livrer bataille à la garnison française. Le front du Nord-Ouest devenant le front principal de la campagne 1953-1954, ordre est donné aux divisions viêt-minh intéressées de quitter la zone du Delta et de faire route vers la Haute Région. De son côté, le commandement français ne tarde pas à être fixé sur les intentions de

l'ennemi car, toute la guerre durant, si le renseignement de contact – ou humain – s'avère décevant, le renseignement technique donne de bons résultats pour apprécier les mouvements stratégiques de l'adversaire.

Ce renseignement technique prend appui sur deux sources principales : la reconnaissance aérienne et les écoutes, terme regroupant la radiogoniométrie et les services de décryptement des radiocommunications ennemies. La reconnaissance aérienne est principalement le fait de l'escadrille de reconnaissance d'outre-mer 80 (EROM 80), équipée de Bearcat RF8F sur lesquels ont été montés des optiques spéciaux, et de l'escadrille de reconnaissance photographique (ERP) 2/19 *Armagnac*. Si l'exploitation des photographies aériennes de ces deux unités donne satisfaction, l'EROM 80 ne peut aligner qu'une demi-douzaine d'appareils opérationnels, dotés d'un faible rayon d'action (300 kilomètres) et *Armagnac* seulement quatre au moment de Diên Biên Phu. Ainsi, ces deux moyens permettent-ils de localiser la remontée vers Diên Biên Phu de l'essentiel du corps de bataille ennemi, soutenu par plusieurs milliers de coolies. Outre la division 316, la 308, suivie dans le courant du mois de décembre 1953 par la 312, des éléments de la division 304 et la totalité de la division lourde 351 se dirigent donc à marche forcée vers Diên Biên Phu.

Le 3 décembre 1953, face à ce changement de situation, le général Navarre prend le parti d'accepter de livrer la bataille du Nord-Ouest. En fait, ses choix sont limités : le Laos est toujours menacé, et le retrait de la garnison de Diên Biên Phu aurait des conséquences politiques en Indochine comme dans le reste du monde. Par ailleurs, dans les états-majors, où selon les premières informations Diên Biên Phu n'aura à faire qu'à deux divisions du corps de bataille viêt-minh, on pense que « c'est jouable » à condition que l'aide chinoise se maintienne sans augmenter. Estimée à environ 700 tonnes par mois à cette période, celle-ci ne permet pas au Viêt-Minh d'entretenir une bataille prolongée trop loin de ses bases. Par ailleurs, certains avancent qu'il sera impossible à la logistique ennemie de ravitailler plus de 20 000 hommes. Aussi pense-t-on qu'un ou deux centres de résistance peuvent éventuellement être enlevés, tout au plus convient-on que « ce sera dur », mais le renforcement en effectifs de la garnison de Diên Biên Phu, la puissance de l'artillerie et l'appui de la quasi-totalité de l'aviation du Nord-Vietnam donnent à espérer une issue positive en cas d'attaque. En prenant sa décision, Navarre laisse donc passer, à la mi-

décembre 1953, la dernière occasion de replier la garnison de Diên Biên Phu sans trop de pertes.

Dans l'immédiat, pour faire pièce à la réaction viêt-minh, Navarre ordonne, le 4 décembre 1953, l'évacuation de Laï Chau, effective trois jours plus tard. Cette évacuation est envisagée depuis longtemps par le commandement français qui a estimé qu'en cas de pression trop forte sur la ville, celle-ci serait impossible à défendre et devrait être abandonnée. Mais, si l'opération d'évacuation des forces de Laï Chau se déroule sans encombre, il n'en est pas de même de la vingtaine de compagnies thaïes recrutées et organisées par les maquis, au total environ 2 000 partisans. Ces hommes sont répartis dans l'urgence en quatre groupes qui reçoivent la mission de rejoindre Diên Biên Phu par leurs propres moyens. Le préavis donné est extrêmement court et le terrain du pays thaï rend tout déplacement très lent. Surtout, le Viêt-Minh occupe déjà la plupart des routes, chemins et autres points de passage obligés ; aussi ce repli prend-il le tour d'un véritable hallali. Ceux des combattants qui n'ont pas déserté succombent dans d'obscurs combats de rencontre ; le reste, environ 200 hommes accompagnés de leurs cadres européens, rallie Diên Biên Phu dans la seconde quinzaine de décembre. Les tentatives françaises de tenir ouverte la route de Laï Chau et de porter secours à des bataillons à partir de Diên Biên Phu se soldent par de cuisants échecs. Le 11 décembre 1953, deux bataillons parachutistes, les 1er BEP et 5e BPVN, appuyés par des 105 mm, se portent à une quinzaine de kilomètres au nord de Diên Biên Phu pour recueillir la petite garnison du poste de Muong Pon et d'éventuels éléments du GMI. Assaillis de toute part par des éléments de la division 316, les parachutistes enregistrent des pertes sévères, mais évitent la catastrophe de justesse grâce à leur combativité, leur encadrement de qualité, et l'envoi, dans l'urgence, d'un troisième bataillon dépêché depuis le camp retranché. L'appui de l'aviation a également été précieux même si, le 12 décembre, les bidons de Napalm, largués trop près des Franco-vietnamiens causent des morts dans les rangs du 5e BPVN. Le lieutenant Latanne, commandant la 1re compagnie, relaterait plus tard cet épisode : « le feu pris dans les hautes herbes et se propagea constituant une nouvelle menace. Des hommes couraient pour échapper aux flammes, des blessés couchés hurlaient de terreur puis se taisaient, atteints par le feu. Ce fut un moment difficile :

éclatement d'obus de mortier, les nôtres et ceux d'en face, rafales courtes, flammes tourbillonnantes, explosions des munitions dans le brasier, cris des blessés rejoints par l'incendie… » Évoquant cette affaire de Muong Pon, le lieutenant-colonel Langlais déclarerait plus laconiquement, dans le style qui lui est propre : « on s'était fait ramener »… Deux enseignements peuvent être tirés de ces opérations. D'une part, avec l'évacuation de Laï Chau, s'évanouissait l'espoir nourri par le général Cogny d'actions offensives dans un triangle compris entre Diên Biên Phu, Laï Chau et Tuan Giao. De l'autre, chaque sortie hors du périmètre défensif de Diên Biên Phu montrait que, partout, les bataillons français se heurtaient aux unités viêt-minh et que l'on ne réussissait à se dégager qu'au prix de très durs combats.

De fait, il semble que l'investissement de Diên Biên Phu se précise un peu plus chaque semaine. À la mi-décembre, s'il n'est pas encore hermétique, notamment à l'Ouest et au Sud-Ouest, il apparaît que ce n'est plus qu'une question de jours. Dès cette date donc, la mission principale assignée à la garnison est caduque : les bataillons franco-vietnamiens ne semblent plus en mesure de sortir sans subir de lourdes pertes de ce qui devient, pour les journalistes, la « cuvette » de Diên Biên Phu. Toutefois, afin de rassurer l'opinion et les responsables politiques et de montrer que l'encerclement de la base aéroterrestre est un mythe, le commandement français décide de faire effectuer une liaison entre un groupement de deux bataillons parachutistes aux ordres du lieutenant-colonel Langlais, parti de Diên Biên Phu, et les unités du commandant Vaudrey stationnées habituellement au Laos. Le raid sur Sop Nao, le village laotien qui constitue l'objectif des deux colonnes marchant à la rencontre l'une de l'autre, a lieu du 21 au 24 décembre 1953. Arrivé à Sop Nao la veille de Noël, Langlais, très critique vis-à-vis de cette opération dangereuse et épuisante pour ses parachutistes, raconte : « j'échangeais une poignée de main symbolique avec le chef du détachement du Laos, nous trinquâmes avec les bouteilles de rhum miniatures des rations et reprîmes la route, chacun de notre côté, heureux d'en être quitte à si bon compte »…

Cette opération, qui connaît effectivement une fin « heureuse » dans la mesure où, après un savant jeu de cache-cache avec les unités viêt-minh, les bataillons parachutistes regagnent Diên Biên Phu sans encombre, ne fait cependant pas illusion : l'ennemi est bien présent autour du camp retranché, et en force. Les différentes sorties effectuées à la fin du mois de

décembre 1953 sur la face nord et nord-est du camp retranché montrent que le Viêt-Minh a organisé de solides positions défensives, admirablement camouflées, et fait preuve d'une très grande discipline de feu. Au cours de cette période, les bataillons parachutistes qui effectuent des sorties autour de Diên Biên Phu atteignent rarement leurs objectifs et, quand ils y parviennent, des contre-attaques viêt-minh les rejettent irrémédiablement à leur base de départ. Ces interventions sont très coûteuses pour les unités engagées[28] et, dès le 17 janvier, de Castries prescrit « de limiter les actions offensives extérieures à des reconnaissances légères ». On est désormais bien loin des missions de « rayonnement » que devait assurer les troupes de Diên Biên Phu… La certitude d'une victoire, toujours ancrée chez le général Navarre au début du mois de décembre, laisse peu à peu la place au doute, alimenté par les événements et les renseignements qui affluent. Évaluant les chances de succès français, il exprime clairement ses craintes dans une lettre adressée à Marc Jacquet le 1er janvier 1954 :

> « il y a deux semaines encore je les estimais à 100 % […] mais devant l'arrivée de moyens nouveaux que des renseignements nous annoncent depuis deux semaines (DCA de 37 mm, peut-être artillerie lourde et engins motorisés), je ne puis plus – si ces matériels existent réellement en nombre et surtout si l'adversaire réussit à les mettre en action – garantir avec certitude le succès »…

Au début de ce mois de janvier 1954, la partie s'annonce donc beaucoup plus serrée que prévu pour les Français, mais elle est cependant loin d'être perdue. Sur leurs pitons, les combattants de Diên Biên Phu gardent confiance dans la puissance du camp retranché et espèrent l'affrontement mais, à Hanoï comme à Saïgon, le formidable effort qu'est en train d'accomplir l'armée populaire vietnamienne ne laisse pas d'inquiéter. Si le rapport de force se maintient et si Giap se décide à lancer l'attaque, une cuisante défaite peut encore être infligée au corps de bataille ennemi. Pourtant, bientôt, la brusque accélération de l'aide chinoise et la mise en œuvre de moyens nouveaux va totalement bouleverser l'équilibre des forces au profit du Viêt-Minh.

CHAPITRE 4

« C'EST POUR DEMAIN »

LA MISE EN PLACE DU CORPS DE BATAILLE VIÊT-MINH

À la fin du mois de janvier 1954, le dispositif mis en place par le viêt-minh autour du camp retranché semble terminé. Les régiments réguliers du corps de bataille viêt-minh sont prêts pour la bataille et l'état-major du général Giap a créé, sur l'ensemble du théâtre d'opérations indochinois, les conditions favorables à une offensive sur Diên Biên Phu. En effet, si l'armée populaire ne peut, par manque d'effectifs, obtenir le rapport de forces de 3 contre 1 en sa faveur (soit 36 bataillons), elle aligne tout de même, face aux douze bataillons du GONO, une masse totale de 28 bataillons d'infanterie : 7 appartenant à la division 316, 3 à la division 304, 9 à la division 308 et autant à la division 312[29]. La division 351 est, quant à elle, au complet, ses unités solidement retranchées dans les environs de Diên Biên Phu. Les mitrailleuses et canons de DCA du régiment 367 sont placés, pour l'essentiel, à l'est et au nord-est de la vallée, une position susceptible, le moment venu, de couper l'axe d'approche des appareils cherchant à atterrir sur le terrain d'aviation. Quant aux 24 canons de 75 mm et aux 16 mortiers de 120 mm du régiment 675, ils sont, avec les 24 obusiers de 105 mm du régiment 45, répartis au Nord, dans l'axe de la piste Pavie et à l'Est, sur les hauteurs dominant Diên Biên Phu ; parmi celles-ci la fameuse cote 781, objectif que les Français essaieraient en vain de conquérir au début du mois de février.

C'est au prix de gigantesques efforts que les servants des canons de 105 mm ont réussi à hisser leurs pièces sur les pentes faisant face au camp retranché, à les enterrer et à les camoufler parfaitement ; ils paraissent désormais susceptibles de tirer à vue sur l'ensemble des centres de résistance français. Les Français ont connaissance de ce dispositif car, dès le mois de février, l'état-major du GONO est en possession, grâce à ses agents de renseignement, des plans de ces abris[30]. Mis au courant, le général Navarre s'enquiert auprès de ses artilleurs de la nature exacte de la menace : l'artillerie viêt-minh est-elle en mesure d'interdire l'usage de la piste d'aviation ? Les commandants de l'artillerie d'Indochine, des FTNV et celui du camp retranché, le lieutenant-colonel Piroth, sont unanimement confiants : placées comme elles le sont, ces pièces, si jamais elles se dévoilent, seront aussitôt muselées par les feux de la contre-batterie. Pourtant, à partir du 31 janvier 1954, date à laquelle pour la première fois, l'artillerie Viêt-Minh se manifeste et jusqu'au déclenchement de la bataille, les Français se révèlent incapables de neutraliser ce que bientôt, les occupants des points d'appui vont appeler le « canon japonais ». Tirant de manière sporadique sur les positions de la garnison, ces canons de 75 mm ne seraient, de fait, jamais inquiétés, contrairement aux affirmations maintes fois répétées du lieutenant-colonel Piroth…

Pour réaliser l'amenée du matériel lourd et la totalité de l'approvisionnement en provenance de Chine, le général Giap a fait remettre en état 200 kilomètres de routes ; 100 autres kilomètres sont créés. Il revient aux sapeurs du régiment du génie 151, aidés par une partie des fantassins des divisions viêt-minh et une masse de plusieurs dizaines de milliers de « travailleurs civiques », de mener à bien cette tâche. Le nombre de coolies, hommes femmes et enfants réquisitionnés pour la bataille de Diên Biên Phu est difficile à évaluer avec exactitude. Toutefois, les services de renseignement français l'estiment, au plus fort des combats entre 50 et 75 000[31]. Sur ce total, peut-être un tiers est-il directement employé aux travaux sur les voies de communication, tandis que les deux tiers restants sont utilisés pour les besoins du transport et différents travaux d'infrastructures, comme la participation à la construction d'abris, de tranchées, etc. Deux itinéraires principaux sont utilisés pour ravitailler les assiégeants. Le plus court emprunte un axe Nord-Sud, en passant à

proximité de Laï Chau et est surtout pratiqué par des coolies, des bicyclettes[32] ou des animaux de bât ; toutefois cette route traverse des régions au relief très tourmenté et ne se révèle que d'un faible débit. Elle sert essentiellement au transport du riz et, à partir du mois d'avril, ne serait plus guère utilisée. Le second itinéraire, de beaucoup le plus long, représente la voie de communication principale. Il part de la frontière de Chine, au niveau de Langson, et rejoint Diên Biên Phu après avoir emprunté la RP 13 puis, à partir de Conoï (au sud de Na San), la RP 41. De Conoï, les convois viêt-minh gagnent Tuan Giao qui constitue la base opérationnelle de son corps de bataille ; c'est là que l'armée populaire stocke ses principaux dépôts.

La réalisation et l'entretien de ces centaines de kilomètres de route est incontestablement une prouesse de la part du Viêt-Minh, et ses vétérans se souviennent du travail exténuant que représentait le rétablissement de la chaussée : « la construction de routes capables de supporter la circulation des pièces d'artillerie est un travail pénible. D'un côté les rochers, de l'autre des précipices. Il faut tailler la montagne habilement pour éviter les risques d'éboulement. La montagne est haute, les rochers sont de grande dimension. » Les outils dont dispose l'APV restent, par ailleurs, rudimentaires et l'agrandissement des routes, notamment l'élargissement des virages (qui permettent aux camions remorquant des canons de pouvoir tourner), constitue un tour de force. Camouflé à la vue de l'aviation française grâce à un emploi habile de la végétation, ce réseau routier est très difficile à identifier pour les aviateurs du GATAC nord, dont la mission est aussi de s'attaquer aux voies de communication ennemies, pour interdire le ravitaillement à destination de Diên Biên Phu. Certes, l'aviation de chasse et de bombardement a identifié un certains nombres de cibles (ponts, carrefours, zones de franchissement), mais d'une part, le nombre d'appareils engagés à chaque sortie n'est pas suffisant[33] pour avoir une influence significative sur l'interruption du trafic et, de l'autre, les destructions opérées sont rapidement réparées par une théorie de coolies qui se tiennent prêts en permanence. De fait, au cours de la campagne du Nord-Ouest, jamais l'aviation française ne parviendrait à entraver la logistique viêt-minh plus de quelques heures, jamais elle n'empêcherait l'artillerie et les canons de DCA, malgré d'immenses difficultés (il faut démonter les

pièces à chaque traversée de fleuves ou de rivières), de parvenir jusqu'à Diên Biên Phu. Le général Dechaux le reconnaîtrait d'ailleurs lorsqu'il déposerait devant la Commission d'enquête sur Diên Biên Phu : « nous avons échoué ».

« LA DÉCISION LA PLUS DIFFICILE DE MA VIE »

À ce stade de la campagne, l'état-major viêt-minh, en plein accord avec les conseillers chinois présents, semble favorable à une attaque brusquée sur le camp retranché. Afin que tous se pénètrent de cette idée, le mot d'ordre lancé aux troupes est on ne peut plus clair : « attaque éclair, victoire rapide ». Le jour de l'offensive est fixé au 25 janvier 1954, à 17 heures. Du côté français, le commandement est parfaitement au courant du plan viêt-minh comme de la date de l'offensive grâce à la fois à la capture d'un combattant de la division 312 et au décryptement des écoutes. Aussi le général Giap décide-t-il de repousser d'un jour son ordre d'attaque. Dans les deux camps, le moral est au plus haut et la satisfaction est grande de voir s'achever la longue phase d'attente. Le sentiment général est qu'enfin est venu le temps de « s'expliquer ». La lecture des témoignages des combattants, tant viêt-minh que français, montre en effet une grande impatience à engager le combat. Toutefois, le 26 janvier 1954, le général Giap annule brusquement son offensive[34]. Cette décision, qui est « la plus difficile de [sa] vie » comme il le confesserait plus tard, est principalement motivée par deux raisons. En premier lieu, il semble que le Viêt-Minh a quelque peu sous-estimé la véritable puissance du camp retranché en même temps qu'il prend conscience des insuffisances et lacunes dans sa propre préparation de la bataille. Le faible nombre d'obus dont disposent alors les artilleurs viêt-minh (notamment pour leurs canons de 105 mm) n'aurait, à cette date, pu permettre d'appuyer longtemps les vagues d'assaut de l'infanterie et, très rapidement, les pièces auraient été réduites au silence, faute de munitions. En second lieu, Giap prend en compte des aspects politiques. Il sait que le 25 janvier doit s'ouvrir, à Berlin, une conférence réunissant la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, qui doit définir le statut et la place de la future Allemagne. Mais,

il sait également qu'existe en France un fort courant en faveur de la paix en Indochine et qu'à Paris, un certain nombre de dirigeants souhaite voir discuter à Berlin la question d'un règlement de la question indochinoise. Peut-être, comme le suggère Pierre Rocolle, le Viêt-Minh a-t-il « suspendu » son attaque de peur de subir un échec avant l'ouverture des discussions, échec qui aurait eu les plus fâcheuses répercussions morales et psychologiques en Indochine comme dans le reste du monde ? Il reste que, pour les *bo doïs* qui méconnaissent la véritable raison du contre-ordre et qui attendent impatiemment d'en découdre, l'annonce de la décision de Giap créée une profonde déception. Un cadre de l'état-major de la division 351 se rappelle d'ailleurs qu'apprenant ce « coup de tonnerre foudroyant, les soldats sont attristés et fâchés. Des critiques se font entendre » dans la troupe. Chez les haut gradés, en revanche, pleinement conscients de leur impréparation et des faiblesses de leur corps de bataille à ce moment, il apparaît que le soulagement ait été le sentiment général.

Dans la perspective de l'attaque sur Diên Biên Phu, le Viêt-Minh cherche par ailleurs à disperser les moyens et les efforts du corps expéditionnaire en ouvrant d'autres fronts, afin d'aggraver l'isolement de Diên Biên Phu. Ainsi Giap a-t-il ordonné une reprise des opérations dans le Delta ; la division 320, appuyée par d'autres unités régulières et provinciales, déclenche une série d'attaques sur les postes et voies de communication des garnisons franco-vietnamiennes. Par ailleurs, au Moyen-Laos et au Centre-Annam, l'ennemi entretient une politique offensive et mène plusieurs raids qui atteignent le but recherché : détourner les moyens du corps expéditionnaire au détriment du théâtre nord-ouest. Pour amplifier cet effet, Giap ordonne le 27 janvier 1954 à la division 308 de quitter ses positions autour de Diên Biên Phu et de se porter à marche forcée sur le Nord-Laos et sa capitale, Luang Prabang. Comme le précise une directive du 6 février 1954, « *il faut isoler Diên Biên Phu, contraindre l'ennemi à dégarnir son camp retranché et à renforcer ses troupes à Luang Prabang* ». En réalité, il n'a l'intention ni de prendre la ville, qui constitue un objectif trop difficile, ni d'entamer le potentiel de la 308, la « division de fer ». Tout au plus cette opération permet-elle de sécuriser définitivement les routes en provenance du Haut-Laos, par lesquelles auraient pu transiter d'éventuels renforts pour Diên Biên Phu. Mais devant la réaction française et aux prises avec de grandes difficultés logistiques, le 23 février 1954, la

division 308 reçoit l’ordre de stopper son mouvement et de rejoindre Diên Biên Phu, que ses hommes, épuisés par un mois d’opérations en terrain très difficile, atteignent le 28.

« MESSIEURS, C’EST POUR DEMAIN »

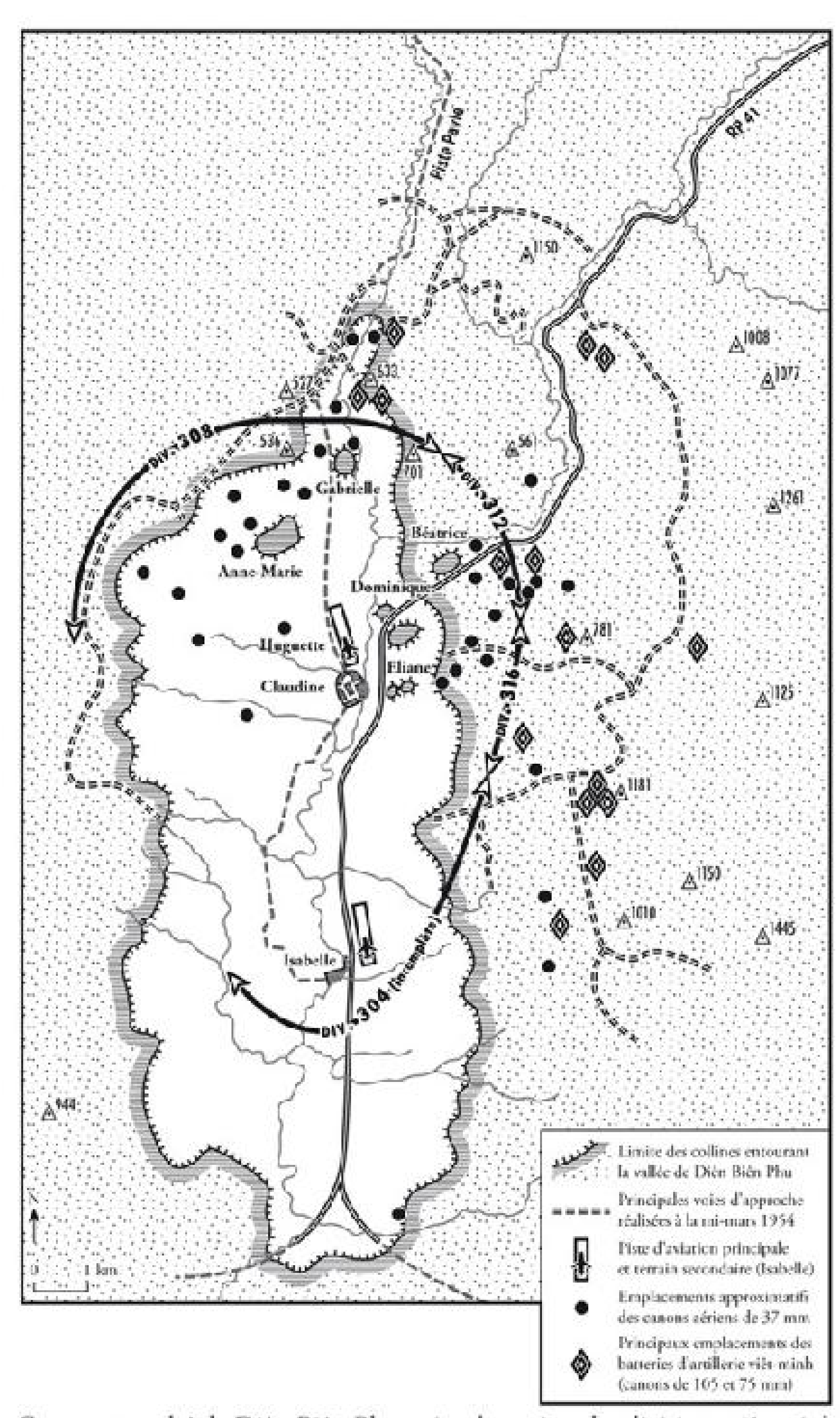
À Diên Biên Phu, les deux adversaires ont mis à profit le mois de février pour se renforcer et parfaire leur organisation. L’état-major viêt-minh apprécie d’ailleurs justement les forces et moyens qui lui sont opposés. Il a affecté à cette dernière mission au moins neuf compagnies, chargées de la recherche et de la collecte d’informations de toute nature sur le GONO.

> « [Ses] sources de renseignements les plus fructueuses, relate un rapport du 2e bureau après la bataille, ont été l’observation et les prisonniers ou déserteurs. L’adversaire n’a pas manqué en effet de profiter au maximum du terrain pour mener à partir de contreforts de la cuvette une observation directe et permanente de nos positions en contrebas. Il a obtenu des informations précieuses de nos nombreux déserteurs, thaïs pour la plupart, et des prisonniers qu’il a capturés au cours d’actions de commandos. »

L’écoute des conversations radios françaises comme la lecture de la presse métropolitaine a complété les connaissances du Viêt-Minh sur la garnison de Diên Biên Phu comme sur l’ambiance politique qui règne à Paris. Côté français, l’ordre de bataille du corps de bataille viêt-minh est connu avec un bon degré d’exactitude : sur la face nord et nord-est du camp retranché se trouve la division 312, sur la face est et sud-est, la 316, tandis que les divisions 308 et un régiment de la 304 sont respectivement implantés à l’Ouest et au Sud.

Fin février, Giap est cette fois bien décidé à déclencher son offensive. L’annonce faite à Berlin le 18 février qu’une conférence se tiendrait à Genève à partir du 26 avril pour régler les questions de fond relatives à la situation en Corée, mais également pour étudier « le problème du rétablissement de la paix en Indochine » a, en effet, levé les dernières hésitations du Viêt-Minh. Ce dernier entend bien arriver à la table des négociations fort d’un atout majeur : la prise de Diên Biên Phu. Désormais, la Chine ne compte plus son aide ; dès l’annonce de la conférence de

Genève, le 2e bureau constate une augmentation considérable du ravitaillement en munitions, en carburant et en équipements divers en provenance de la Chine populaire. Au total, pas moins de 7 800 tonnes sont envoyées au Viêt-Minh entre décembre 1953 et mai 1954 (contre seulement 2 600 tonnes l'année précédente à la même période). Giap est donc, à cette date, déterminé à remporter la victoire à Diên Biên Phu, en sacrifiant, si nécessaire, une partie de son corps de bataille. Ainsi, quelles que soient les responsabilités et erreurs du général Navarre ou de ses subordonnés dans la préparation de la bataille du Nord-Ouest, il paraît difficilement contestable, du point de vue militaire, que la volonté du gouvernement français d'ouvrir des discussions, voire des négociations quant à l'avenir de l'Indochine, à un moment si crucial de la campagne et sans en avertir de surcroît le commandant en chef, constitue à tout le moins une faute, si ce n'est une aberration.



Camp retranché de Diên Biên Phu et implantation des divisions viêt-minh

Au début du mois de mars, les indices de l'imminence de l'attaque sont évidents. D'ailleurs, le Viêt-minh ne cache plus ses intentions puisqu'il fait placarder des affichettes dans les villages – pourtant abandonnés – de la vallée, invitant les habitants à cacher leurs biens et à se mettre à l'abri. Le 12 mars 1954, le bulletin de synthèse du renseignement se termine par ses mots : « il semble que nous soyons à quelques heures du coup de force ». De Castries confirme cette analyse et, dans la soirée, annonce à son état-major : « Messieurs, c'est pour demain. » Au sein de la garnison du camp retranché, si la confrontation est toujours souhaitée par certains, force est de constater que les troupes accusent « un fort sentiment de lassitude ». Nombreux sont, en effet, les bataillons qui stationnent à Diên Biên Phu depuis des mois et, les travaux d'organisation du terrain comme les pertes dues aux différentes opérations de reconnaissance ou de destruction de positions adverses ont généré une grande fatigue parmi les combattants. En effet, les pertes enregistrées entre le 20 novembre 1953 et le 12 mars 1954 s'élèvent à plus de 1 000 hommes, dont plus de 150 tués. L'arrivée de renforts prélevés sur les unités du Delta n'a que partiellement comblé les vides et, comme le note de Castries, « presque tous les bataillons sont très au-dessous de leurs effectifs théoriques ». Cette situation est particulièrement vraie pour le 3e bataillon de la 13e demi-brigade de la légion étrangère qui, à *Béatrice*, s'apprête à recevoir le choc et dont l'effectif n'atteint même pas 450 hommes[35]…

« ATTAQUE SÛRE, PROGRESSION SÛRE »

Le général Giap, dont le nouveau mot d'ordre est « attaque sûre, progression sûre », aurait voulu, dans la première phase de son offensive,

neutraliser les trois centres de résistance les plus au Nord : *Béatrice*, *Gabrielle*, *Anne-Marie*, dans le but évident d'interdire l'utilisation de la piste d'aviation. Initialement, *Béatrice* et *Gabrielle* doivent être attaquées simultanément mais, les possibilités de l'artillerie viêt-minh, notamment en canons de 75 mm, ne le permettant pas, le choix de l'état-major viêt-minh retient une action en deux temps en commençant par *Béatrice*. Comme il l'a pratiquement fait à chaque fois au cours de la guerre d'Indochine, il choisit de débuter l'attaque de nuit, afin de limiter les réactions de l'aviation française. *Béatrice*, située à environ 2,5 kilomètres au Nord-Est de Diên Bien Phu et à 1,3 km au Nord de *Dominique*, est appelée *Him Lam* par les Vietminh en raison de sa proximité avec le village éponyme. Le lieutenant-colonel Gaucher, qui est en charge du sous-secteur centre dont dépend le centre de résistance, est un vieil « Indochinois ». À partir de 1939, il a effectué plusieurs séjours en Indochine et notamment combattu les Japonais après le coup de force du 9 mars 1945. Au sein de la colonne de rescapés emmenée par le général Alessandri, il a fait partie des quelques milliers de militaires français ou indochinois qui tentaient d'échapper à l'armée impériale en gagnant la Chine. Au cours de cette retraite, le hasard l'a conduit une première fois à Diên Biên Phu où, s'appuyant sur les collines situées aux débouchés de la RP 41, il a retardé pendant quatre jours la progression des forces lancées à la poursuite des unités françaises ; presque 10 ans plus tard, l'une de ces collines deviendrait *Béatrice*…

Toutefois, c'est au commandant Pégot et à son bataillon, le III/13e DBLE, que revient la mission de défendre *Béatrice*, dont le rôle, outre de couvrir l'aérodrome et le réduit central, est d'assurer la surveillance de la RP 41. Le III/13 est une unité solide dans la défensive. Elle appartient à une unité de légende, « la 13 », qui depuis Narvik, au printemps 1940 et Bir Hakeim, deux ans plus tard, s'est imposée comme l'une des meilleures de l'armée française. *Béatrice*, contrairement aux autres centres de résistance qui présentent l'aspect de collines homogènes dans leur forme arrondie, est constituée de trois mouvements de terrains séparés entre eux par des thalwegs. Les 11e et 9e compagnies occupent deux de ces mamelons, respectivement au Nord-Est et au Nord-Ouest, tandis que les 10e et 12e compagnies sont implantées, avec le PC du bataillon, sur le piton principal. La position apparaît cependant puissante, comme l'ont confirmé au

commandement viêt-minh les quelques légionnaires déserteurs qui ont quitté leur emplacement de combat, les jours précédents l'attaque. Comparativement, l'organisation défensive de *Dominique* ou d'*Éliane* où le bois d'œuvre a fait défaut, semble plus faible. Pourtant, en examinant de plus près la fortification de campagne de *Béatrice*, de nombreuses lacunes et insuffisances peuvent être relevées : outre le manque d'effectifs, les réseaux de barbelés ne sont pas assez denses et, pour certains, mal placés ; la défense intérieure du centre de résistance se révèle trop fragile, les points d'appui ne peuvent s'appuyer qu'imparfaitement, le manque de mines ne permet pas d'interdire suffisamment les voies d'approche, etc.

Il revient à la division 312 de mener l'attaque, prévue à 17 h 30. La 312, la grande rivale de la division 308, a à cœur de montrer sa valeur. Alors que le 165e régiment se place « en bouchon » au niveau de la RP 41 afin de couvrir l'action principale et d'empêcher une éventuelle contre-attaque française, les 141e et 209e régiments sont chargés de s'emparer des points d'appui tenus par les 9e et 11e compagnies pour le premier et du point d'appui central pour le second. Les *bo doïs* ont, les jours précédents, creusé des boyaux d'approche pour faciliter l'assaut. Certains ont même, pour se protéger des balles et éclats d'obus français, construit des cages en bambou de 1 mètre de haut sur 2 de long. « Ce panier géant, [se souvient un vétéran], est rempli de troncs de bananier et sert donc de bouclier » ; toutefois ce système se révèle peu efficace et les pertes sont importantes du côté viêt-minh. L'artillerie de la division 351 est, elle, chargée d'une part d'appuyer la progression des unités d'assaut et, de l'autre, de prendre à partie et de neutraliser les canons français implantés dans le réduit central et sur *Isabelle*. Les tirs sur le terrain d'aviation débutent véritablement à partir du 11 mars et occasionnent tout de suite les premières pertes en appareils : un C 119 est détruit ce jour-là, un Morane d'observation, le lendemain. Par ailleurs, la journée du 13 mars est marquée par une intensification des tirs de réglage viêt-minh, Giap ayant autorisé chaque pièce à tirer deux coups au maximum. Trois C 47 stationnant sur la piste sont touchés dans la matinée et en début d'après-midi. Vers 15 h 30, un Hellcat de l'aéronavale est abattu par les mitrailleuses de DCA et, peu après, les canons de 37 mm reçoivent, pour la première fois, l'autorisation d'ouvrir le feu. Ainsi, avant même que la bataille ne commence, l'intégrité du terrain d'aviation comme

le survol de la vallée se voient remis en question. Le pire est pourtant à venir.

L'ATTAQUE. 13 MARS 1954 – 17 H 10

Et soudainement, à 17 h 10[36], sur *Béatrice*, « ce fut l'apocalypse ». L'artillerie viêt-minh, qui jusque-là avait été avare de ses projectiles, se dévoile et déverse désormais un véritable déluge de feu sur le centre de résistance. Obus de 120, de 105 et de 75 mm arrivent à une cadence incroyable sur les positions défendues par les légionnaires qui, « insuffisamment protégés sous trente centimètres de terre et de paille, [raconte Franz Fischer qui appartenait alors à la 11e compagnie], furent projetés dans les airs, désarticulés comme des poupées de son ». Partout le même scénario se reproduit : les abris sont disloqués par des tirs directs des canons de 75 mm ou des SKZ[37], s'effondrent sous l'effet des obus de mortiers et, dans les tranchées où les sections de combat tentent de retarder la progression des unités ennemies qui entament leur approche, les hommes sont ensevelis ou tués à leur poste. Pendant une heure et demie, ces combattants qui, dans leur grande majorité, n'ont jamais subi l'épreuve d'un tel tir d'artillerie, connaissent l'enfer. Sur les points d'appui, morts et blessés se comptent bientôt par dizaines. À Diên Biên Phu même, l'artillerie du camp retranché, qui cherche vainement des objectifs à contrebattre dans le soir qui tombe est, elle aussi, prise à partie par les canons de 105 de la division 351 et son action s'en trouve en partie neutralisée. Le but du Viêt-Minh est clair : empêcher tout appui au profit de *Béatrice*. Le calvaire des légionnaires du III/13e DBLE ne fait pourtant que commencer. Peu avant 18 h 30, heure à laquelle le Viêt-Minh s'apprête à lancer son assaut, le chef de bataillon Pégot est tué avec ses adjoints et le chef du détachement de liaison et d'observation (DLO), l'officier d'artillerie chargé de régler les tirs des 105 français aux abords du centre de résistance. Quelques minutes après, un second coup au but viêt-minh détruit les appareils radios du poste de commandement. Ainsi, s'il reste bien des lieutenants DLO sur les points d'appui qui accomplissent courageusement leur mission et dirigent les tirs sur les concentrations de troupes ennemies signalées, toute défense

coordonnée de *Béatrice* semble, dès avant même l'assaut viêt-minh, fortement compromise.

Malgré l'écrasante supériorité numérique dont bénéficie le Viêt-Minh (le rapport de forces est de 10 à 12 contre 1) lorsqu'il lance ses compagnies à l'attaque, il peine, au début, à réaliser une progression rapide. « Deux heures après le déclenchement du combat, se remémore un vétéran du régiment 141, la brèche n'est pas encore ouverte tandis que nous avons épuisé les explosifs. La situation à ce moment-là est très tendue à cause des pertes humaines élevées. Le déluge de feu de l'adversaire continue de s'abattre ». Mais, à partir du moment où les *bo doïs* prennent pied dans le dispositif français, peu après 18 h 30, toute résistance organisée va rapidement s'écrouler sur les points d'appui défendus par les hommes des 9e et 11e compagnies, qui disparaissent dans de violents corps-à-corps. Alors que le régiment 141 atteint son objectif entre 20 h 15 et 20 h 40, le 209 rencontre des difficultés pour parvenir au pied du sien, les tirs d'arrêt français entravant efficacement son ascension. Pourtant, à 22 h 30, la percée est réalisée et, à l'instar de leurs camarades des autres compagnies, les légionnaires des 10e et 12e compagnies résistent deux heures durant avant de succomber ou d'être fait prisonniers. Les survivants tentent de rejoindre le réduit central et *Dominique* où les combattants ont assisté, impuissants, à l'agonie de leurs frères d'armes. À minuit et demie, tout est fini sur *Béatrice*. Cet effondrement si rapide de la défense – « *on ne l'a pas senti tomber* » raconterait plus tard le général de Castries – a été facilité par un autre drame qui s'est joué, un peu plus tôt, à Diên Biên Phu même. À 19 h 45, pénétrant par une fenêtre d'aération pourtant aménagée au ras du sol, un obus est venu exploser dans l'abri du chef du secteur centre, le lieutenant-colonel Gaucher, qui est décédé peu après. Dès lors, privés de tout commandement, mal appuyés, débordés par la masse de l'infanterie viêt-minh et ne pouvant escompter, en pleine nuit, aucune aide de l'extérieur, les légionnaires de *Béatrice* ne peuvent livrer qu'un combat pour l'honneur. Sur l'effectif total du III/13e DBLE, une centaine d'hommes sont tués, un nombre identique de rescapés peuvent regagner le noyau central et 200 combattants prennent le chemin de la captivité.

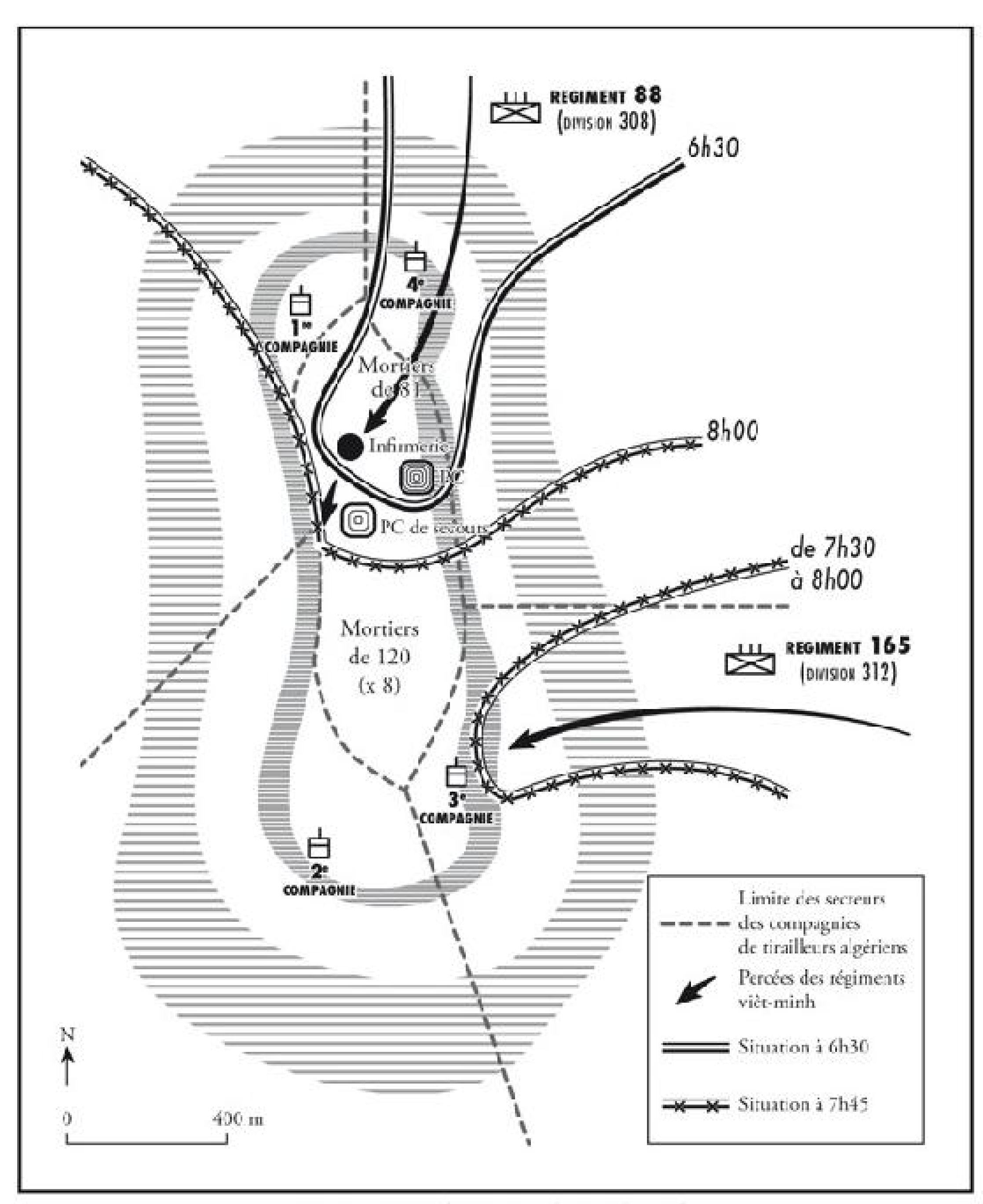
Après plus de sept heures de combat, le fracas des armes cède la place à un calme insolite qui reste gravé dans la mémoire des témoins de la bataille.

Béatrice, qui n'est plus qu'une masse sombre et fumante, éclairée encore pendant quelques temps par l'avion Luciole[38], s'enfonce peu à peu dans la nuit. Au petit matin du 14 mars, la garnison du GONO découvre un paysage de désolation et, sous un ciel gris, les combattants contemplent le spectacle qui s'offre à eux : la position centrale a été labourée par des milliers d'obus, creusant de profonds cratères. Les abris éventrés révèlent la précarité des organisations défensives qu'il faut remettre en état. C'est à ces travaux de consolidation et de renforcement que s'attèlent les tirailleurs du V/7e RTA tout au long de cette journée du 14 mars. Tout le monde sait que *Gabrielle* est le prochain objectif viêt-minh. À 16 heures, les commandants de compagnies sont avisés que l'attaque viêt-minh se déclenchera à la tombée du jour : sur *Gabrielle*, la nuit s'annonce longue. Les hommes, toutefois, sont confiants et le moral est bon. Leur centre de résistance, baptisé « *le Torpilleur* », en raison de sa forme et de sa localisation, en pleine rizière, est sans doute le plus solide de tous ceux que compte Diên Biên Phu. *Gabrielle* n'a-t-elle pas été désignée le mois précédent, au cours d'une inspection, position la plus puissante du camp retranché ? Située à un peu plus de trois kilomètres au nord de Diên Biên Phu, *Gabrielle* a en effet des atouts que les autres centres de résistance ne possèdent pas. Longue d'un peu plus de 400 mètres pour une largeur moyenne de 200, la position que tiennent les tirailleurs bénéficie d'abris résistants en raison de l'utilisation des « *arbres énormes* » qui recouvrent, à l'origine, la colline. Par ailleurs, les approches de *Gabrielle* sont bien dégagées et permettent d'avoir une bonne vue sur d'éventuels assaillants. Enfin, contrairement à *Béatrice*, *Gabrielle* représente une organisation défensive homogène, ses points d'appuis n'étant pas séparés les uns des autres.

LA LONGUE NUIT DE GABRIELLE. 14-15 MARS 1954

À 17 heures, le repas est distribué à la troupe. Une demi-heure plus tard, les hommes sont à leur emplacement de combat, prêts à recevoir l'assaut. Prêts également, les artilleurs de Diên Biên Phu qui ont, au cours de la journée, une dernière fois réglé les tirs d'arrêt. De son côté, l'aviation du GATAC est en alerte et le Dakota Luciole doit arriver au-dessus de Diên

Biên Phu à la tombée du jour, son action se révélant d'ailleurs très efficace toute la nuit durant. Quant au chef de bataillon de Mecquenem, qui commande le V/7e RTA, il a par précaution établi un PC de remplacement dans la popote des officiers, afin de limiter la vulnérabilité du commandement, si préjudiciable sur *Béatrice* le soir précédent. C'est à 18 heures, avec l'entrée en jeu de l'artillerie viêt-minh que commence la longue nuit de *Gabrielle*, un bombardement qui va durer jusqu'à 2 h 30 sans interruption. Un officier, survivant des combats et qui eut la chance d'être évacué sur Hanoï, raconte à Robert Guillain quelques jours plus tard : « des 81, des 105, des 120, tout était dans la danse. Voilà nos mortiers à nous, moyens et lourds, hors de combat. Nous tentions bien de rentrer avec dans nos trous, puis de ressortir ensuite pour tirer un peu, mais ça matraquait trop dur. Ça tombait partout sur le sable rouge, qui volait, surtout dans la partie nord ». De fait, l'attaque de *Gabrielle* se concentre surtout au Nord du piton, point d'appui occupé par la 4e compagnie du V/7e RTA, que doit attaquer le régiment 88 de la division 308 et à l'Est, sur le point d'appui de la 3e compagnie, objectif du régiment 165 de la division 312 (celui qui n'a pas été engagé la veille dans l'attaque de *Béatrice*). Entre 20 heures et 2 h 30 heures, les abris de la 4e compagnie et son PC sont sévèrement touchés et les pertes s'alourdissent, mais les diverses tentatives d'infiltration viêt-minh sont toutes repoussées. Sur les autres points d'appui, la situation est satisfaisante et la belle défense des compagnies est très efficacement appuyée par l'artillerie du GONO, dont les servants ne ménagent ni les efforts, ni les munitions. Les abris semblent bien résister aux coups de 105, mais les obus de 120 à retard bouleversent la position.



Croquis de la prise de Gabrielle
réalisé par le chef de bataillon de Mecquenem à son retour de captivité

Et soudainement, à 2 h 30, les tirs ennemis cessent. Le répit n'est que de courte durée puisqu'une heure plus tard les tirs reprennent, augmentés de nouveaux moyens : alors que l'essentiel des tirs provenait jusque-là du Nord, dans le secteur de la piste Pavie, les pièces implantées sur la face nord-est du camp retranché, à proximité de la RP 41, entrent désormais dans la partie. Pendant une demi-heure un déluge de feu s'abat sur le centre de résistance en même temps que les unités d'assaut viêt-minh entament leur progression jusqu'aux barbelés des faces nord et est. Malgré les rafales d'armes automatiques et les tirs d'arrêt des 105 de Diên Biên Phu, qui pilonnent au plus près des positions françaises, les hommes du régiment 88 parviennent à faire la brèche. À l'Est, les opérations sont moins favorables au 165e régiment, dont les combattants progressent avec plus de difficultés et restent bloqués à l'extérieur du centre de résistance. Matraqués par les canons de Diên Biên Phu, gênés par les tirs des défenseurs et les réseaux de barbelés qui cloisonnent efficacement les emplacements de combat, les *bo doïs* subissent des pertes effroyables. Malmenée, *Gabrielle* tient pourtant ferme ; les liaisons avec le PC du GONO sont bonnes, et le jour qui n'est plus très loin nourrit l'espoir que le centre de résistance pourra être conservé. Vers 4 h 30, cependant, le drame de la veille sur *Béatrice* semble se répéter : un obus pénètre dans le PC du chef de bataillon de Mecquenem, mettant hors de combat celui-ci, le commandant Kah[39] et d'autres membres de son état-major. Le capitaine Gendre, commandant la 3e compagnie, remplace le chef du V/7e RTA. Il est informé peu après qu'une contre-attaque appuyée par des chars est prévue. Cette annonce, et le fait que, jusque vers 6 heures, tous les assauts ennemis sont repoussés, renforce l'espoir chez les tirailleurs. En effet, hormis le secteur nord-est où les combattants viêt-minh pénètrent à l'intérieur de la position et progressent

en direction du centre du dispositif, les fronts des 1re, 2e et 3e compagnies restent intacts.

La situation s'aggrave cependant brusquement à partir de 6 h 45. Les combattants du régiment 88 ont maintenant pris solidement pied dans le cœur du centre de résistance et commencent un nettoyage systématique des abris et des tranchées. C'est à peu près l'heure à laquelle le chef de bataillon de Mecquenem reprend connaissance :

> « je commence à percevoir des bruits […] le fracas des combats d'abord, puis des sons plus proches, des gémissements, des cris de douleur. […] Je sors en soulevant la toile de tente qui sert de porte. Il fait encore nuit, l'air est chargé de poussière jaune. Un Dakota lâche des bombes éclairantes les unes après les autres. Les feux amis/ennemis s'entrecroisent : l'artillerie de Diên Biên Phu tire sur le nord de Gabrielle, où je suis. Le spectacle est hallucinant »[40].

Le coup fatal vient cependant du secteur sud-est où est implantée la 3e compagnie : entre 7 heures et 7 h 30, l'ennemi réussit – enfin – la percée. Au même moment, les éléments de contre-attaque français, après s'être frayés un chemin par la force au milieu des Viêt-Minh, arrivent en contrebas de *Gabrielle*. Mais ils ne sont plus en mesure de tenter une reprise du centre de résistance ; les légionnaires du 1er BEP et les équipages des blindés voient accourir vers eux une masse d'hommes plus ou moins bien encadrés et se contentent de les recueillir. Du V/7e RTA, environ 170 tirailleurs valides ont réussi à échapper au Viêt-Minh, une centaine d'autres a été tuée et 350 rejoignent leurs camarades de *Béatrice*, en captivité[41]. En 48 heures, le camp retranché semble avoir perdu l'initiative. *Béatrice*, *Gabrielle*, les deux centres de résistance qui permettaient aux avions d'atterrir, sont tombés avec une rapidité incroyable et le terrain d'aviation lui-même « n'est plus qu'un souvenir », comme l'écrirait le chef de bataillon Bigeard. Au matin du 15 mars 1954, la belle confiance affichée par la plupart des combattants français a cédé la place à la stupeur et à l'incrédulité.

CHAPITRE 5

LA CRISE DU MORAL

LA STUPEUR

La chute rapide de *Béatrice* et de *Gabrielle*, conjuguée aux effets dévastateurs de l'artillerie viêt-minh sur les positions françaises, provoque la stupeur et le désarroi parmi les combattants de la garnison du camp retranché. Stupeur, tout d'abord, face à la découverte de la puissance de feu dont dispose le Viêt-Minh, mais également face à sa capacité à alimenter la bataille en munitions. En effet, si l'existence de nombreux canons et mortiers au sein du corps de bataille ennemi était connue dans les états-majors français à Hanoï et à Diên Biên Phu, nous l'avons vu, leur utilisation intensive et soutenue à partir du 13 mars choque profondément les combattants de la garnison française. Excepté quelques tirs de canons de 75 mm ou de coups de mortiers, l'artillerie viêt-minh n'avait jamais constitué, jusqu'à cette date, une contrainte ni une menace sérieuse pour les hommes du GONO. Par ailleurs, la précision et le grand nombre de coups au but des artilleurs de Giap, qui ont eu tout le loisir de repérer les semaines précédentes les abris accueillant des armes automatiques et les dépôts, ne laissent pas d'inquiéter quant au déroulement ultérieur de la bataille. Les effets de cette artillerie ont été dévastateurs tant physiquement que psychologiquement. Les combattants français ne sont plus ceux de la période 1945-1946 et rares sont désormais les anciens ayant l'expérience des bombardements d'artillerie de la Seconde Guerre mondiale, qu'ils soient allemands, américains ou russes, pour certains soldats de la Légion étrangère. Comme l'écrit le colonel de Castries le 22 mars dans l'une de ses

dernières lettres au général Cogny, « l'attitude sous la préparation d'artillerie [viêt-minh] m'a rappelé les plus mauvais jours d'Italie, [et] n'a pas été sensationnelle ».

La surprise est grande, également, de constater la puissance de la DCA lourde adverse. Alors que dans les semaines précédant le déclenchement de la bataille, le Viêt-Minh s'est contenté de mettre en œuvre ses mitrailleuses de 12,7 mm, il dévoile dans la journée du 13 mars ses canons de 37 mm antiaériens d'origine soviétique appartenant au régiment 367. Ceux-ci, dont le 2e bureau connaît pourtant parfaitement l'existence et les possibilités, se révèlent immédiatement aussi puissants et précis que les vétérans de la guerre de Corée qui s'étaient rendus à Diên Biên Phu l'avaient prévu. L'apparition, au début de la bataille, de nouvelles unités de DCA (le nombre total de canons de 37 mm semble proche d'une cinquantaine de pièces) vient mettre un terme définitif aux espoirs français de contrebattre l'ennemi dans ce domaine. Faute de sources fiables, il est très difficile de déterminer les dommages causés par les effets conjugués de l'aviation et de l'artillerie française sur ces armes au cours des combats. Il est en revanche certain que l'emploi des canons de 37 mm s'est révélé déterminant dans la chute de Diên Biên Phu. Ce sont eux qui ont progressivement asphyxié le camp retranché en interdisant, à partir du 26 mars, l'utilisation du terrain d'aviation ; eux encore qui ont empêché un appui efficace des troupes au sol ; eux enfin qui ont rendu impossible le ravitaillement nécessaire aux combattants français. Au total, les services de renseignements français estiment que la Chine a livré 67 000 obus de 37 mm au Viêt-Minh.

Mais, si la « découverte » de l'artillerie viêt-minh constitue bien un véritable choc, les faiblesses de la réaction française sont également de nature à susciter le désarroi et l'interrogation. Contemporains des événements et historiens ont, en effet, essayé de comprendre pourquoi, après la perte de deux centres de résistance parmi les plus importants de la garnison, les contre-attaques, pourtant prévues de longue date par l'état-major du GONO, n'ont pas joué. En ce qui concerne *Béatrice*, trois explications peuvent être avancées. En premier lieu, l'acceptation, le 14 mars au matin, d'une trêve proposée par le Viêt-minh, qui doit permettre la récupération des blessés français du III/13e DBLE[42], est à retenir. Ce faisant, Giap contrecarre toute velléité de contre-attaque française et met à

profit les quatre heures de répit qui lui sont données (de 8 heures à midi) pour réorganiser son dispositif et préparer, sans être inquiété, l'assaut sur *Gabrielle*. En second lieu, les conditions météorologiques sont mauvaises en cette matinée du 14, et la pluie au-dessus de Diên Biên Phu compromet tout appui aérien efficace. Enfin, de Castries craint que les éléments d'une éventuelle contre-attaque ne rencontrent une forte opposition avant même d'arriver au pied du centre de résistance. Il pense de surcroît que les *bo doïs* tiennent solidement, sur *Béatrice*, les emplacements occupés la veille par les légionnaires. Ainsi, rien n'est fait pour tenter de reconquérir *Béatrice* alors même que certains pensent, comme Rocolle, que c'eût été chose possible. Peut-être le commandant du GONO a-t-il manqué là de caractère et de fermeté dans ses décisions. Bien plus lourd de conséquences toutefois semble l'échec de la contre-attaque sur *Gabrielle*. On s'en souvient, il aurait dû revenir aux éléments réservés, 1er BEP et 8e Choc, de mener cette manœuvre. Or, ces bataillons ont été utilisés dans des missions de secteur et défendent le « carré » – le centre névralgique de la garnison – qui abrite les énormes dépôts de munitions et de ravitaillement, les positions de batteries, les installations vitales, mais également les civils évacués de Laï Chau, environ 2 000, présents à Diên Biên Phu et dont l'histoire fait peu mention, tout comme les quelque 2 400 prisonniers utilisés comme main-d'œuvre et qu'il faut bien surveiller. Aussi, sur la face nord, à proximité du terrain d'aviation, est implanté le 8e Choc, sur la face ouest, le 1er BEP. Pour cette raison, au matin du 15 mars, quand la situation devient critique sur *Gabrielle*, le lieutenant-colonel Langlais, responsable des contre-attaques, décide d'envoyer non pas l'un de ces bataillons – il ne veut pas dégarnir la position centrale[43] –, mais le 5e BPVN du commandant Botella dont les hommes ont sauté en renfort le 14 dans l'après-midi. Or, ce bataillon, après avoir eu beaucoup de mal à se regrouper, est envoyé dans la soirée « boucher un trou dans la défense » entre *Éliane 1* et *Éliane 2*. Sur place, les paras de Botella trouvent une position qui n'est pas aménagée ; alors, pendant que, un peu plus loin, *Gabrielle* est attaquée, les parachutistes vietnamiens et leurs cadres essaient, sous les coups de mortiers de 120, de se protéger tant bien que mal en s'enterrant. Mais, comme le raconte leur chef à son retour de captivité, ils « n'ont pas d'outils. Ils creusent avec leurs poignards, avec leurs casques, avec leurs ongles ». C'est dans ces

conditions que les combattants du 5e BPVN apprennent, vers 4 heures du matin, le 15 mars, qu'ils sont désignés pour mener la contre-attaque sur *Gabrielle*. Exténués, ignorant tout du terrain, ils se mettent en route et doivent être au pied du centre de résistance pour 5 heures, après avoir rejoint deux compagnies du 1er BEP que Langlais a finalement accepté de détacher. Malgré l'appui des chars et le courage des attaquants, la contre-attaque se heurte aux unités viêt-minh solidement retranchées au sud de *Gabrielle,* à hauteur du petit village de Ban Khe Phaï. Les éléments de contre-attaque, qui sont déjà en retard sur l'horaire en raison de problèmes dans la transmission des ordres et d'un certain « flottement » au sein du 5e BPVN – selon l'euphémisme employé par de Castries, il « n'est pas allé à la contre-attaque de bon cœur » –, n'arrivent que vers 7 h 30 sur leur objectif. Une erreur d'interprétation radio du capitaine Gendre, sur *Gabrielle*, enterre définitivement « une contre-attaque… qui n'en a que le nom », selon les mots de Bigeard. Le capitaine Gendre, en effet, croit comprendre que les unités amies qui s'approchent ne sont là que pour *recueillir* les tirailleurs de *Gabrielle* et non pas pour reprendre la position et s'y maintenir. Il donne donc l'ordre aux survivants du V/7e RTA de décrocher. On a beaucoup, par la suite, reproché au lieutenant-colonel Langlais cette décision d'envoyer le 5e BPVN en lieu et place du 8e Choc ou du 1er BEP dont c'était pourtant la mission, mais l'on peut tout aussi bien comprendre la volonté de ce dernier de pouvoir disposer, au vu de la physionomie des combats, de bataillons solides en cas de coup dur. De même, le 5e BPVN a fait l'objet de sévères critiques quant à sa combativité. C'est oublier les conditions de son engagement ; c'est oublier aussi, comme le note Rocolle, « que ses hommes avaient reçu le baptême du tir d'artillerie sur un terrain complètement découvert, c'est-à-dire dans les pires conditions ». Nonobstant, l'échec des contre-attaques sur les centres de résistance *Béatrice* et *Gabrielle* montre comme le reprocherait la Commission d'enquête sur Diên Biên Phu, que la bataille n'a pas été suffisamment *préparée*.

LA CRISE DU MORAL

Les événements survenus entre le 13 et le 15 mars et, avant tout, l'impuissance totale de l'artillerie française à contrebattre les canons

adverses provoquent une grave crise du moral à tous les échelons de la garnison. Le lieutenant-colonel Keller, chef d'état-major de de Castries, sombre ainsi dans un état d'abattement et de dépression dont de nombreux témoins ont fait état par la suite. C'est notamment à lui que pense le colonel Langlais dans son ouvrage lorsqu'il évoque le « flottement, pour ne pas dire plus » qui règne à l'état-major du GONO au cours de la journée du 15 mars : « dans le couloir du long abri en superstructure où fonctionnaient [les] services, erraient, casqués jusqu'au menton, le visage gris de peur, des gens désemparés. C'étaient les malencontreux touristes du 13 mars ». Malgré une reprise en main, attestée par le colonel de Castries, Cogny exige le remplacement du lieutenant-colonel Keller, arguant de la nécessité absolue pour le commandant du GONO de disposer d'un chef d'état-major aux nerfs « inébranlables ». Ce dernier est finalement relevé de son commandement et renvoyé sur Hanoï le 23 mars. Toutefois, au sein de l'équipe de de Castries, le plus atteint reste sans conteste le lieutenant-colonel Piroth qui, se sentant profondément responsable de la situation et conscient de la faillite de ses vues, répète à l'envi aux officiers qu'il croise que « c'est foutu » et « qu'il faut tout arrêter ». Comme le rapporte en termes assez durs le colonel de Castries, « Piroth, s'accusant d'ailleurs de tout, est devenu une loque ». Confronté à son incapacité à museler l'artillerie ennemie, engagement qu'il avait donné à tous ses interlocuteurs avant la bataille, parfois de manière un peu suffisante, le lieutenant-colonel Piroth se suicide dans la nuit du 14 au 15 mars 1954. Se retirant dans un abri, il dégoupille une grenade de son bras valide et s'allonge dessus ; c'est ainsi qu'il est découvert, à l'aube. Malgré la volonté initiale du colonel de Castries de dissimuler les circonstances de la disparition de son adjoint, en la présentant comme la conséquence des bombardements, la nouvelle du suicide se répand très rapidement au sein de la garnison et le commandement renonce à défendre la thèse de la mort au combat.

Cette crise du moral affecte également le commandant du GONO lui-même, comme en témoigne Cogny : « le 14 mars, j'ai trouvé un [de] Castries manifestement fatigué et inquiet ; il demandait des renforts. C'est la seule fois où j'ai eu l'impression qu'il était un peu ébranlé ». Même le lieutenant-colonel Langlais, dont le courage et l'autorité sont salués dans la plupart des ouvrages sur Diên Biên Phu, ne semble pas échapper au phénomène général, et Cogny, qui a été en contact téléphonique avec lui,

note qu'il « a montré une très grande nervosité ». Celle-ci se répercute dans ses relations avec certains de ses subordonnés, notamment avec le capitaine Tourret, chef du 8e Choc, auquel il reproche « des négligences graves »[44] qui se traduisent par 15 jours d'arrêt de rigueur. Langlais écrit, dans sa demande de punition, que « Tourret a pu être un officier très brillant. Il ne l'est plus. Ses défaillances [pouvant] sans doute être mises au compte d'une fin de 3e séjour difficile et d'une excessive nervosité ». Le 23 mars 1954, de Castries appuie cette requête et demande « la relève immédiate de cet officier uniquement pour ne pas risquer d'amoindrir le moral de son bataillon ». Cogny refuse finalement de le punir. Les dissensions entre Langlais et Tourret vont s'amenuiser au cours des combats, à tel point qu'à la fin de la bataille, Langlais ne tarit plus d'éloges sur celui qu'il condamnait sans appel quelques semaines plus tôt. Il faut reconnaître que l'autorité et le caractère de Langlais l'amènent souvent à se confronter à ses camarades. La première entrevue avec Bigeard, quelques jours plus tard, est pour le moins orageuse, comme le raconte Langlais :

> « [J'avais] convoqué[45] à mon PC l'un de ses lieutenants qui avait effectué une reconnaissance de position viêt-minh. Ce fut Bigeard qui arriva furieux. Il entra en boitant – une cheville foulée au saut – et en s'appuyant non sur une canne, mais sur une poutre plus haute que sa haute taille, arrachée au toit d'un abri. Nous eûmes une violente discussion. À la fin avisant l'étai qui soutenait mon toit, je lui dis “Frappons là-dedans avec nos têtes, nous verrons bien qui de vous ou de moi a le crâne le plus dur”, et tous deux éclatâmes de rire ».

Alors que l'ambiance reste très tendue au sein de l'état-major du GONO, la situation du camp retranché continue de se détériorer au lendemain de la chute des centres de résistance nord. Sur *Anne-Marie*, qui abrite le BT 3, les cadres européens ont noté un climat de peur et de fébrilité chez les Thaïs qui craignent – à juste titre – que leur centre de résistance ne soit le prochain objectif du Viêt-Minh. De fait, le 16 mars au matin, une partie des Thaïs qui occupent le point d'appui *Anne-Marie 3*, soumis à une forte propagande viêt-minh dont les services spécialisés utilisent des haut-parleurs et des banderoles incitant à la désertion, se replie sans avoir reçu un seul coup de feu. Des légionnaires du I/2e REI réoccupent toutefois le point d'appui, sans pertes. La situation se dégrade nettement le 17 mars en début d'après-midi, lorsque quelques tirs de harcèlement viêt-minh sur *Anne-Marie 1* et *2* sonnent le signal de la

débandade. Le médecin-lieutenant Verdaguer, est témoin de la scène : « je vis des grappes de tirailleurs se bousculant aux chicanes où quelques vieux sous-officiers, totalement désemparés, tentaient mais en vain de les empêcher de s'égailler dans la rizière. En quelques minutes, il ne resta des trois compagnies occupant Anne-Marie 1 et 2 que quelques groupes de vieux tirailleurs » qui purent se replier avec leurs cadres à la faveur de la nuit. *Anne-Marie 3* et *4* sont finalement rattachées au centre de résistance *Huguette*, dont la mission est de couvrir le flanc ouest du terrain d'aviation, sous les noms respectifs d'*Huguette 6* et *7*, cette dernière étant désormais défendue par une compagnie du 5e BPVN. Les restes du BT 3 sont quant à eux envoyés renforcer la garnison *Isabelle* où ils retrouvent la compagnie de marche du V/7e RTA, formées des rescapés de *Gabrielle*.

La défection du BT 3 n'était cependant pas une fatalité et, parmi les officiers du GONO, tous savaient qu'en cas de coups durs à Diên Biên Phu, il serait difficile de compter sur les bataillons thaïs. Rendant compte de la situation au général Cogny dans la lettre déjà citée du 22 mars, de Castries écrit d'ailleurs « j'éviterai de vous parler des BT – je vous ai donné mon sentiment depuis longtemps… » Loin d'être de mauvais combattants, tout comme certains de leurs homologues nord-africains auxquels il serait beaucoup reproché pendant et après la bataille, les combattants des bataillons thaïs ne sont tout simplement pas *adaptés* à la forme de guerre livrée à Diên Biên Phu. Ni préparés à mener une guerre de siège ni préparés à subir, sans broncher, les tirs de l'artillerie viêt-minh, terrés dans des abris peu solides. De Castries, qui a dénoncé plusieurs fois son « groupement fait de "bric et de broc" », a demandé à diverses reprises, avant la bataille, la relève des unités les plus fragiles, comme les bataillons thaïs ou nord-africains, notamment les I/4e RTM et III/3e RTA. Cogny, arguant du manque de potentiel aérien, lui a toujours refusé. Certains, et c'est une critique que le général Navarre ferait sienne après la chute de Diên Biên Phu, accusent en fait le général commandant les FTNV d'avoir préféré garder les meilleurs bataillons pour la défense du Delta dont il a la charge plutôt que de s'en séparer au profit du camp retranché.

Quoi qu'il en soit, une semaine après le début de l'offensive, la situation est devenue préoccupante à Diên Biên Phu. Le nombre des blessés dépasse les prévisions les plus pessimistes, alors même que la bataille ne

fait que commencer[46]. Jusqu'au 26 mars 1954, date à laquelle décolle le dernier Dakota[47], un peu plus de 300 blessés peuvent être évacués par voie aérienne sur Hanoï. Quant au niveau des stocks de munitions, il a dangereusement baissé : il ne reste plus que 14 000 coups de 105 (sur 27 200 au 13 mars), 1 400 de 155 (sur 2 600) et la situation est catastrophique pour les obus de 120 puisqu'il n'en subsiste qu'un millier sur les 22 700 coups initiaux. Au total, les consommations en munitions d'artillerie s'élèvent à 700 tonnes, qu'il va falloir remplacer. Dans le domaine des vivres également, les dépôts sont à reconstituer. La garnison pouvait, avant le 13 mars, compter sur neuf jours de vivres d'avance, dont quatre jours de vivres conditionnés. En fait, ces approvisionnements s'avèrent rapidement très insuffisants puisqu'il faut désormais effectuer le ravitaillement par la seule voie du parachutage.

La volonté de réapprovisionnement des troupes du GONO se heurte aux faibles capacités de l'aviation de transport du GATAC nord dont les avions sont utilisés également pour le largage des renforts sur Diên Biên Phu. Ainsi, les jours qui suivent la perte des deux premiers centres de résistance, le potentiel aérien est-il prioritairement affecté au parachutage des bataillons de renfort, au détriment des transports logistiques. Grâce à un exceptionnel effort de l'aviation au cours de la seconde quinzaine de mars, les stocks du camp retranché sont cependant en partie reconstitués. Si une moyenne de 120 tonnes d'approvisionnements a pu être larguée au GONO au cours de cette période, il apparaît que le taux d'entretien par homme et par jour calculé à 7 kg avant la bataille est passé à 12 kg, ce qui signifie que l'entretien seul de la garnison nécessite 150 tonnes de ravitaillement par jour. Cependant, en raison du rétrécissement progressif de la superficie du camp retranché, le pourcentage de pertes atteint 30 %, et à partir du 29 mars 1954, le tonnage moyen récupéré n'atteint que 100 tonnes par jour.

Toutefois, la situation militaire n'est pas définitivement compromise. Si à Hanoï, dans l'entourage du général Cogny, il semble que le pessimisme ait été le sentiment dominant, le camp retranché dispose encore de nombreux atouts et un certain nombre de bataillons parachutistes sont disponibles pour venir renforcer la garnison de Diên Biên Phu. Par ailleurs, du côté viêt-minh, les pertes ont été extrêmement lourdes les deux premiers jours. En effet, si dans ses mémoires Giap se garde bien de fournir des

données précises et affirme qu'au cours de cette première phase les unités viêt-minh n'ont « pas été trop décimées », divers témoignages, tant français que viêt-minh, laissent à penser que les pertes ont été très sévères. Ainsi, sans retenir le chiffre de 5 000 qui paraît excessif, l'on peut estimer que la prise de *Béatrice* et de *Gabrielle* a coûté environ 3 000 hommes à l'armée populaire, dont peut-être un peu plus du tiers de tués. En raison de cette saignée et parce que l'armée populaire a également besoin de reconstituer ses stocks, Giap renonce aux assauts frontaux pour privilégier une lente asphyxie de Diên Biên Phu. Cette période est mise à profit par les Français pour « donner de l'air » au camp retranché par quelques actions offensives, remanier le commandement et consolider les organisations défensives.

L'ESPOIR

Le 16 mars 1954, le général Cogny donne l'ordre de larguer le 6e BPC sur Diên Biên Phu afin de combler les pertes d'une part, et d'autre part de « regonfler » le moral de la garnison. Les 613 hommes du bataillon (qui est donc en sous-effectif) ainsi qu'une centaine de légionnaires et artilleurs du 35e RALP sautent dans l'après-midi et viennent renforcer la garnison du GONO. Le « 6 » est l'une des meilleures formations du corps expéditionnaire et, comme son chef – même s'il agace certains de ses homologues par son goût de la publicité –, il a la réputation d'avoir la *baraka*. Dans l'esprit du haut commandement, le parachutage de cette formation ne peut avoir qu'un effet bénéfique sur les combats et le moral des troupes ; dix jours après son retour à Diên Biên Phu, le 6e BPC va donner raison au chef des FTNV. Après ses succès initiaux, le Viêt-Minh s'est en effet enhardi et a rapproché certaines de ses unités de DCA qui gênent désormais considérablement le ravitaillement aérien. À l'ouest du camp retranché, notamment, plusieurs mitrailleuses lourdes et quelques canons de 37 mm ont été décelés. Le général Cogny donne l'ordre de les détruire. C'est au chef de bataillon Bigeard que le colonel de Castries confie la mission. Le 27 mars, il le convoque : « il faut que demain tu ailles me chercher la DCA viêt à l'Ouest, lui dit-il oralement, tu as carte blanche. Prends les moyens qu'il te faut, mets ton affaire en musique ». De fait, pour détruire la DCA viêt-minh et neutraliser le régiment de la 308 (sans doute le

régiment 36) qui en assure la protection, Bigeard a besoin d'importants moyens. Quatre bataillons parmi les plus solides sont engagés dans la manœuvre : le 6e BPC et le 8e Choc sont chargés de mener l'assaut, le I/2e REI doit recueillir ces unités à leur retour, quant au 1er BEP, il est placé en réserve. Par ailleurs, outre l'escadron de chars du capitaine Hervouët, Bigeard réclame à son profit l'appui d'une importante partie de l'artillerie de Diên Biên Phu, 2 canons de 155, 12 canons de 105 et autant de mortiers de 120. L'aviation doit, dès l'aube, être en mesure d'apporter son feu aux troupes au sol.

Le 28 mars 1954[48], à 6 heures, les deux bataillons de pointe débouchent de *Claudine* et, un quart d'heure plus tard, sont au contact avec l'ennemi. Les combats, extrêmement violents, se poursuivent jusque vers 15 heures. La progression des hommes et des blindés est rendue difficile par les nombreuses tranchées que le Viêt-Minh a creusées les jours précédents, et les parachutistes doivent livrer de nombreux corps-à-corps pour parvenir à leur objectif. Le lieutenant Héry, de la 4e compagnie du 6e BPC se souvient ainsi que les combattants ont dû s'ouvrir « un chemin au poignard », pour atteindre leur objectif. Face à la farouche résistance des *bo doïs* et devant la crainte d'une contre-attaque ennemie, Bigeard donne l'ordre de décrocher en début d'après-midi. Si aucun canon de 37 mm ne semble avoir été détruit, le Viêt-Minh a à déplorer la perte d'un important matériel : 5 canons de 20 mm, 12 mitrailleuses de 12,7, 2 bazookas de 90, 14 fusils-mitrailleurs, etc. Par ailleurs, 350 cadavres viêt-minh restent sur le terrain tandis que les Français comptent une vingtaine de tués. Dans ce combat, Bigeard, alors simple chef de bataillon, montre une nouvelle fois tout son sens tactique et, seul – ou presque –, il coordonne l'attaque d'un groupement d'infanterie appuyé par l'aviation, l'artillerie et les blindés. Pourtant, rien ne prédisposait Marcel Bigeard à devenir soldat. À l'issue de son service militaire, effectué entre 1936 et 1938 au 23e régiment d'infanterie de forteresse (23e RIF) à Haguenau, Bigeard retrouve la vie civile et son travail d'employé à la Société générale. De cette période, le caporal-chef Bigeard n'a pas que de bons souvenirs et, sans être devenu antimilitariste, il garde rancœur à l'institution comme à certains cadres. C'est la Seconde Guerre mondiale qui va en faire un chef et lui donner véritablement le goût de l'action. Rappelé au mois de mars 1949, il est

affecté quelques mois plus tard au 79e RIF et se porte volontaire pour les groupes francs, dont la mission est de mener des coups de main et de recueillir du renseignement dans les lignes allemandes. Cette vie, pour laquelle il s'investit totalement, lui plaît ; au moment de l'armistice, il est adjudant. Fait prisonnier en juin 1940, il réussit à s'évader à sa troisième tentative, au mois de novembre 1941, et rejoint l'Afrique du Nord, puis le Sénégal. Au printemps 1944, il suit un stage commando organisé par les Britanniques et est parachuté au mois d'août suivant en Ariège, un département qu'il contribue grandement à libérer. La fin de la guerre le trouve au sein de la 9e DIC où, écrirait-il plus tard « l'accueil n'est pas des plus chaleureux ». « Je suis considéré un peu, tout au moins par mes supérieurs comme provenance FFI [Forces françaises de l'intérieur], largué en France certes, mais nommé capitaine bien vite ». Car Bigeard n'est pas du sérail et, tout au long de sa carrière, certains le lui font sentir, parfois les mêmes qui jalousent ses réussites. En effet, non content d'être un chef et un entraîneur d'hommes, Bigeard possède des qualités de tacticien acquises sur le terrain et non sur les bancs des écoles militaires. La Seconde Guerre mondiale l'a donc formé, endurci et aguerri, mais c'est bien la guerre d'Indochine qui va le révéler.

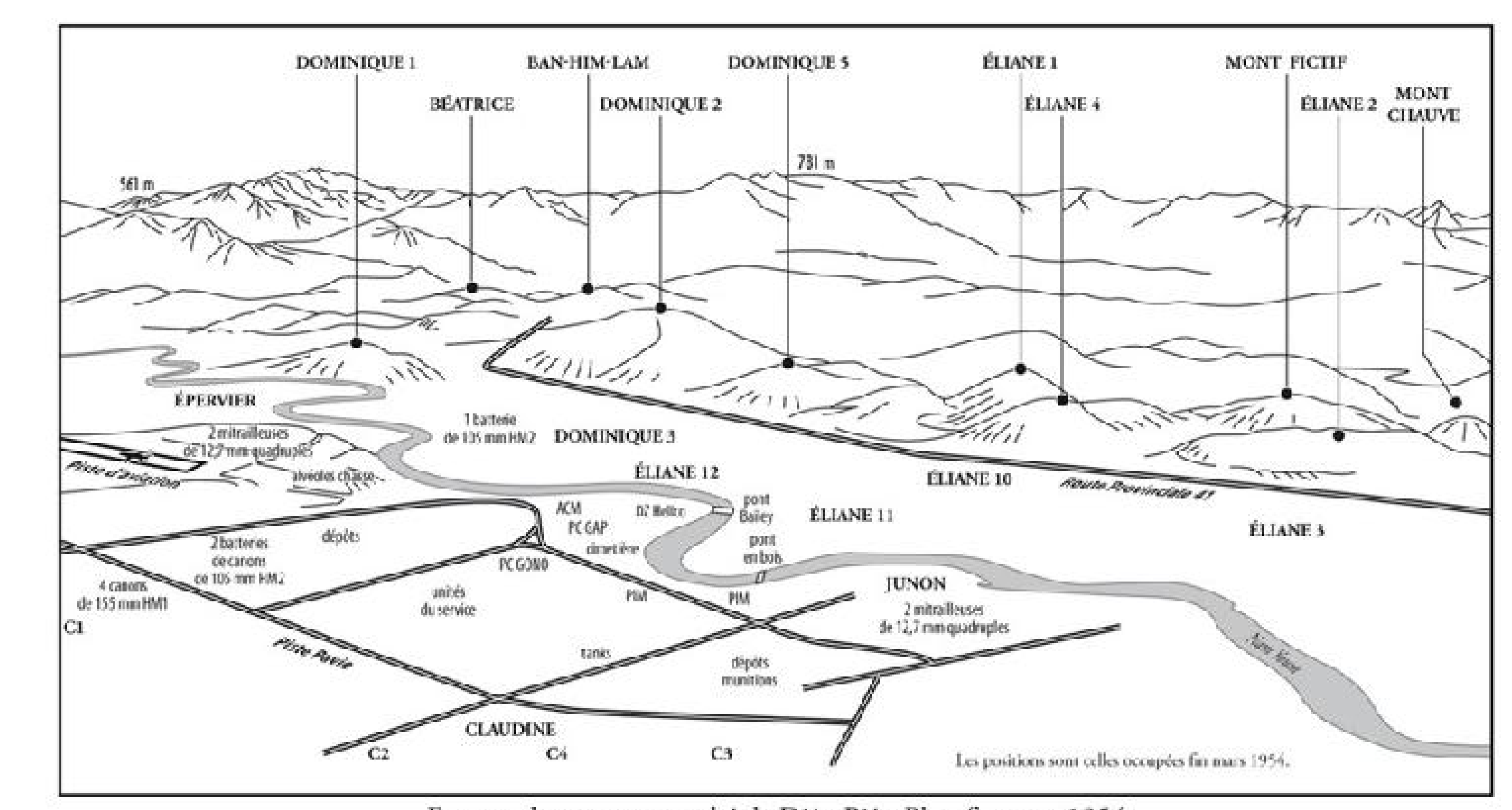
Quoi qu'il en soit, cette victoire est importante pour les combattants de Diên Biên Phu comme pour ceux, dans les états-majors de Hanoï ou de Saïgon, qui suivent avec attention la situation du camp retranché. Elle fait suite à une heureuse opération de liaison entre le secteur central et *Isabelle*, menée le 22 mars 1954 par les légionnaires du 1er BEP et les Algériens du II/1er RTA, opération qui a vu la destruction de deux compagnies viêt-minh du régiment 57 (division 304), faisant plus de 170 morts dans ses rangs. Ces deux actions redonnent incontestablement confiance aux combattants du camp retranché et l'espoir d'une issue heureuse à la bataille se fait de nouveau jour. La réorganisation du commandement du GONO et l'amélioration des défenses montrent que les Français se préparent pour durer : « ce sera dur, mais l'on tiendra », telle semble être la pensée que partagent les hommes de Diên Biên Phu. Les journalistes se font l'écho de ce sursaut et Robert Guillain rapporte, dès le 29 mars, que les « troupes gardent une forte vigueur offensive ».

Au cours de cette même quinzaine du mois de mars 1954, la réorganisation du commandement du GONO confère une place prépondérante aux parachutistes. À *Isabelle*, la situation ne change pas, mais il n'en est pas de même dans le secteur central, qui se voit divisé en deux sous-secteurs délimités par la Nam Youn. Le lieutenant-colonel Langlais, qui est désormais chargé de la défense du camp retranché, se voit également confier la responsabilité du sous-secteur situé à l'est de la rivière et dont les positions clés sont constituées par les *Dominique* et les *Éliane*. Le sous-secteur ouest est dirigé par le lieutenant-colonel Voinot, arrivé depuis le 24 mars. Certains auteurs, tels Bernard Fall, décrivent cette réorganisation comme un véritable *pronunciamiento* des parachutistes, qui auraient « confisqué » le commandement, avant d'assurer seuls la conduite de la bataille. Langlais affirmerait ainsi devant la Commission d'enquête sur Diên Biên Phu, qu'à partir de cette date de Castries s'est contenté de transmettre les messages à Hanoï. En fait, il semble que cette assertion doive être relativisée ; preuve sera faite que le colonel de Castries n'a en réalité jamais abdiqué son commandement. Ainsi, même si les deux hommes s'estiment et se respectent, de Castries reproche souvent à son subordonné son caractère tempétueux, hâbleur et excessif. En réponse aux déclarations de celui-ci dont il a eu connaissance, il déclarerait d'ailleurs devant la même commission que « si Langlais avait conduit la bataille, elle n'aurait pas duré cinquante-six jours »… Quant à Bigeard, il dirait plus tard de de Castries qu'il allait le voir régulièrement au mois d'avril 1954, lui portant toujours « la même affection. Cavalier au brillant passé, ce combat n'est pas le sien, et puis il est là, parmi nous alors que c'est la place d'un général à trois étoiles… Ce n'est pas à lui que j'en veux, mais au haut commandement ».

Autre fait notable, cette période est marquée par une intense activité des unités, centrée sur le renforcement des ouvrages de campagne et des abris passifs de la garnison. Entre patrouilles et sorties destinées à combler les tranchées que le Viêt-Minh creuse chaque jour, les troupes de la garnison, aidées en cela par les quatre petits bulldozers et les deux compagnies du 31e bataillon de marche du génie (31e BMG), s'enterrent le mieux possible, réorganisant des positions bouleversées par les obus. Une attention toute particulière est portée au sous-secteur est. En effet, le commandement

français acquiert la conviction que c'est dans cette zone qu'est prévue la prochaine attaque viêt-minh. Les préparatifs viêt-minh s'inscrivent en effet sur le terrain et les photographies aériennes développées à Hanoï puis parachutées sur le camp retranché montrent l'étendue des travaux d'approche de l'ennemi. Le 30 mars, journée relativement calme à Diên Biên Phu, le lieutenant-colonel Langlais décide d'inspecter une dernière fois les défenses à l'est de la Nam Youn avant le prochain assaut. Il commence par visiter *Dominique* car ce centre de résistance lui inspire quelques inquiétudes, et observe de nombreuses lacunes dans l'organisation défensive ; Langlais constate par ailleurs *de visu* que les tirailleurs algériens du III/3e RTA n'ont pas le moral. S'il ne peut dépenser ses réserves en remplaçant tous les bataillons de tirailleurs par des bataillons de parachutistes, il prend toutefois la décision de renforcer *Dominique 1*[49], occupée par une compagnie de tirailleurs[50]. Une compagnie du 5e BPVN doit donc être envoyée sur le point d'appui mais, suite à des problèmes de compréhension des ordres, on ne sait trop si elle doit relever la compagnie de tirailleurs, être intégrée à ses côtés dans le dispositif ou se tenir prête pour une éventuelle contre-attaque. Sur *Dominique 2* qui constitue le point d'appui le plus important puisqu'il abrite le PC et trois compagnies de combat du III/3e RTA, Langlais constate avec fureur que des éléments du BT 2 occupent également des positions très sensibles pour la défense du secteur ; en conséquence, il ordonne très durement au chef de bataillon Garandeau qui commande le bataillon de tirailleurs de remplacer les Thaïs par des Nord-Africains. Garandeau n'est pas apprécié de de Castries, qui lui reproche de mal commander son bataillon et a plusieurs fois demandé sa relève avant la bataille, sans succès. *Dominique 5*, quant à elle, est un simple mouvement de terrain coincé entre *Dominique 2* et *Éliane 1* et défendue par une compagnie de tirailleurs thaïs du BT 2, dont le commandement ne voit pas trop bien comment elle pourrait repousser un assaut de réguliers viêt-minh. Enfin, située au sud de *Dominique 1* et, comme cette dernière, implantée à l'ouest de la RP 41, *Dominique 3* est tenue par une compagnie du III/3e RTA. Elle abrite également les artilleurs coloniaux de la 4e batterie du II/4e RAC, aux ordres du lieutenant Brunbrouck.

Sur les *Éliane*, la situation semble plus assurée. Certes les tirailleurs marocains du I/4e RTM donnent également quelques signes d'inquiétude, mais leur moral ne semble pas avoir été aussi atteint que celui de leurs camarades algériens des *Dominique*. Par ailleurs, *Éliane 2*, la plus importante et sans doute la plus exposée des collines peut être efficacement appuyée par une des deux sections de mitrailleuses quadruples de 12,7 mm présentes à Diên Biên Phu. Celle-ci est implantée sur *Junon*, qui est en fait l'ex-point d'appui *Claudine 6*, créé au moment de la réorganisation du secteur central. Toutefois, comme pour *Dominique 1*, Langlais prescrit à une compagnie parachutiste, la 1re compagnie du 1er BEP du lieutenant Luciani, de se porter sur *Éliane 2* pour y relever une compagnie de Marocains qui occupaient la plus avancée des positions, dominée par le mont Fictif, à sa gauche, et le mont Chauve, à sa droite[51]. Alors que les combattants des sections du 1er BEP se mettent en place en fin d'après-midi, tout comme leurs homologues du 5e BPVN sur *Dominique 1*, l'artillerie viêt-minh ouvre le feu. Il est près de 18 h 30 à Diên Biên Phu, la bataille des cinq collines[52] vient de commencer.



Face est du camp retranché de Diên Biên Phu, fin mars 1954

CHAPITRE 6

LA BATAILLE DES CINQ COLLINES

L'ATTAQUE. 30-31 MARS 1954

Dans l'esprit du général Giap, la seconde offensive sur Diên Biên Phu doit conduire à l'occupation des collines qui, à l'Est, dominent le sous-secteur centre. Une fois celles-ci conquises, le cœur du camp retranché ne serait plus qu'à quelques centaines de mètres, le parachutage du ravitaillement deviendrait quasiment impossible et le Viêt-Minh prendrait alors une sérieuse option pour la victoire finale. Il ne semble pas toutefois que cette dernière ait été envisagée sérieusement en cette nuit du 30 au 31 mars 1954, ce qui explique l'indécision dont l'ennemi a fait preuve après ses premiers succès. Langlais en conviendrait plus tard et reconnaîtrait que « si la bataille ne s'est pas terminée cette nuit-là, c'est que le Viêt, étonné sans doute par l'ampleur de son succès initial […] ne poussa pas aussitôt sur les PC centraux ». Malgré la défense acharnée des combattants français, il apparaît, en effet, qu'une meilleure planification en amont et une meilleure coordination des unités viêt-minh dans la conduite des combats auraient sans doute pu, ce soir-là, précipiter le sort des armes. Pour parvenir à la réalisation des objectifs qu'il s'est fixés, Giap alloue, outre toute l'artillerie de la division 351, d'importants moyens à cette offensive : la division 312 est chargée de s'emparer des points d'appui de *Dominique* tandis que deux régiments de la 316 doivent faire effort pour occuper les *Éliane*. À l'Ouest, un autre bataillon de la 316 et la division 308 ont mission d'attaquer *Huguette 6* et *7* pour faire diversion et essayer d'obtenir un flottement dans l'emploi des réserves du GONO. Grâce aux travaux

d'approche effectués inlassablement les jours précédents par les *bo doïs*, les bases de départ des formations viêt-minh sont au plus près des positions françaises ; au début de l'attaque, cela a notamment pour conséquence de rendre partiellement inefficaces les tirs d'arrêt préparés par les artilleurs coloniaux, qui tomberont *derrière* les vagues de fantassins viêt-minh.

Le barrage roulant déclenché à 18 h 30 par les artilleurs viêt-minh s'avère de courte durée, mais extrêmement violent. Comme ce fut le cas lors des bombardements *Béatrice* et *Gabrielle*, les combattants du secteur central assistent, impuissants, au matraquage de *Dominique* et d'*Éliane*, qui disparaissent sous la fumée et les explosions. À 18 h 45, les hommes du régiment 209 de la division 312 se lancent à l'assaut de *Dominique 1*. Le combat est bref : les légionnaires de la 2e CMMLE, sur *Épervier*, ont eu des pertes très importantes du fait du bombardement et n'ont pu mettre en œuvre leur armement pour appuyer efficacement leurs camarades. Surtout, la majorité des tirailleurs algériens et thaïs chargés de défendre le point d'appui désertent et vont se réfugier sur les bords de la rivière Nam Youn afin d'y trouver un peu de sécurité. Bientôt, de ces compagnies, il ne reste plus que quelques cadres et les parachutistes de la 4e compagnie du 5e BPVN qui, sous le feu, ont fini par arriver sur le point d'appui. La lutte, inégale, dure cependant encore deux heures et prend fin au terme de combats confus. Il est 21 h 50 lorsque cesse toute communication entre le PC de de Castries et le lieutenant Martinais qui commande la compagnie de paras vietnamiens.

Sur *Dominique 5* et *2*, les choses se déroulent plus rapidement encore, les combattants thaïs du premier point d'appui sont – comme l'a craint l'état-major du GONO – rapidement submergés ; sur le second, un phénomène de panique saisit une partie des combattants nord-africains qui se rendent ou fuient en direction du secteur centre : à 20 heures, tout est fini. Il ne reste désormais que *Dominique 3* pour empêcher la ruée des *bo doïs* jusqu'à la Nam Youn et, de là, leur déferlement sur les PC et les services. De surcroît, si *Dominique 3* tombe, ce sont toutes les *Éliane* qui risquent d'être prises à revers. Ainsi, en quelques heures, le sort du de la garnison de Diên Biên Phu peut être scellé. Le point d'appui qui abrite, nous l'avons vu, la 4e batterie du II/4e RAC aux ordres du lieutenant Brunbrouck se retrouve dorénavant en première ligne ; malgré la possibilité

qui lui est offerte de se replier, son chef, conscient de la gravité de la situation, refuse cette option et décide de faire front. La position paraît bien facile à prendre pour les *bo doïs* comparativement à l'imposante[53]*Dominique 2* tombée, pourtant, en moins de deux heures. Le point d'appui est bien défendu et une partie des artilleurs assurent leur propre sécurité rapprochée, aidée par des combattants nord-africains du III/3e RTA qui se sont repliés sur la position. Comme l'écrirait plus tard un officier du BT 2 présent ce jour-là : « ils se sont montrés dignes de ceux du Belvédère[54] ». Face aux masses de *bo doïs* qui dévalent de *Dominique 2* et traversent la RP 41, le lieutenant Brunbrouck prend la décision de mettre les tubes de ses pièces à l'horizontale et de « déboucher à zéro », c'est-à-dire de tirer avec un débattement nul. Les hommes de la division 312 qui, enthousiasmés par leurs succès initiaux, ne s'attendent certainement pas à cet accueil, se trouvent pris sous le feu croisé des canons de 105, qui tirent sur eux à quelques dizaines de mètres seulement, et de deux mitrailleuses quadruples de 12,7 implantées sur *Épervier*. C'est leur valeur au cours de la guerre de Corée qui a incité le commandement à demander de tels engins et, effectivement, au cours de cette tragique nuit du 30 au 31 mars, « les tirs furent terriblement efficaces » sur les combattants viêt-minh à découvert[55]. Hachés par l'artillerie et les mitrailleuses, les combattants viêt-minh, désorientés, refluent et, pour certains, se jettent dans une tranchée[56], espérant y trouver le salut. En réalité, elle a été piégée par les sapeurs français qui y ont disposé des charges plates[57]. Or, alors que les fils électriques de la plupart de ces engins sont coupés par les bombardements au cours de la bataille, les rendant inopérants, les charges plates de *Dominique 3* fonctionnent : au matin du 31 mars, les défenseurs du point d'appui découvrent le macabre spectacle des corps entassés de dizaines de *bo doïs* qui sont venus mourir là.

Pendant que le lieutenant Brunbrouck et ses artilleurs défendent *Dominique 3,* qui reste finalement aux mains des Français, une autre partie se joue sur les points d'appui d'*Éliane*. *Éliane 1* tombe sensiblement à la même heure que *Dominique 1* ; à 20 heures, la position est conquise. Si *Éliane 4*, occupée par les paras de Bigeard, est plus légèrement prise à partie par les unités viêt-minh qui se font matraquer par l'artillerie française, c'est véritablement *Éliane 2* qui constitue l'objectif de Giap et

c'est bien sur ce centre de résistance que se concentrent les efforts des hommes de la division 316. Le point d'appui se trouve dans l'axe du secteur central auquel elle est reliée par une route et par le pont *bailey* que les sapeurs du 31e BMG ont terminé le 13 mars, le jour même du début de la bataille. Alors que les canons sans recul, les SKZ et mitrailleuses viêt-minh installés sur le mont Fictif prennent à partie les fortifications de campagne des Marocains, les bataillons viêt-minh débouchent des « Champs-Elysées », un espace à découvert ainsi dénommé par les Français, qui sépare le mont Chauve d'*Éliane 2*, et se lancent à l'assaut. En pointe, la section de la compagnie du lieutenant Luciani prend de plein fouet les vagues de fantassins ennemis et est quasiment anéantie. Vers minuit, les *bo doïs* sont maîtres de la partie basse d'*Éliane 2* et entreprennent de nettoyer la partie haute. La situation est extrêmement confuse et les liaisons entre le chef de bataillon Nicolas, commandant le I/4e RTM, et le lieutenant-colonel Langlais sont interrompues ; ce dernier, croyant *Éliane 2* tombée, ordonne à l'artillerie de matraquer le sommet du centre de résistance. Fort heureusement, d'*Éliane 4*, Bigeard intercepte le message et fait annuler cette décision : *Éliane 2* tient toujours. Effectivement, les Marocains de Nicolas se battent bien et ils vont être progressivement renforcés au cours de la nuit par les légionnaires du 1er BEP et du I/2e REI qui lancent, au total, cinq sanglantes contre-attaques. Toutes les réserves françaises sont engagées. Sur *Éliane 2*, le spectacle est dantesque : la nuit claire, les bombes de l'avion Luciole, les feux de l'artillerie et ceux des lance-flammes illuminent le champ de bataille d'une lumière surnaturelle. À 8 heures du matin, le 31 mars, aux termes de cette nuit de combat, *Éliane 2* est définitivement réoccupée par les Français.

LES CONTRE-ATTAQUES FRANÇAISES. 31 MARS-10 AVRIL 1954

À l'issue de cette première phase de la bataille des cinq collines, le bilan est lourd pour les Français : seule *Éliane 2* a pu être conservée. Pour le commandement du GONO, il n'est pas question de laisser la situation en l'état et Langlais, avec l'accord de de Castries, décide de reprendre immédiatement *Dominique 2* et *Éliane 1*. Pour se faire, ce qui reste des

compagnies parachutistes, souvent réduites à environ 80 combattants, est engagé. Langlais sait qu'il ne peut compter, ce jour-là, sur les hommes du II/1er RCP qu'Hanoï lui a promis et qui permettrait de relever les paras une fois les collines reprises, mais il préfère sans doute maintenir sa décision de contre-attaquer plutôt que de donner le temps à l'adversaire de se reprendre et de se fortifier puissamment. La mission la plus difficile revient peut-être au 8e Choc qui doit réoccuper *Dominique 2*. Après que la totalité des mortiers et de l'artillerie de Diên Biên Phu a tiré au profit des parachutistes, les hommes du capitaine Tourret lancent leur attaque à 13 h 30. Une heure plus tard, l'objectif est atteint et le sommet de *Dominique 2* est coiffé. Mais, les combattants français sont épuisés et l'assaut a encore clairsemé leurs rangs : ils ne peuvent se maintenir tant la pression de l'ennemi est forte. Tourret, qui a rendu compte de la situation, reçoit l'autorisation de décrocher s'il ne se sent pas capable de tenir la position, ce qu'il fait finalement à 15 h 30. Sur *Éliane 1*, que doivent reprendre les paras de Bigeard renforcés par ceux du 5e BPVN, le combat est très violent. Comme le raconte le lieutenant Trapp qui commande la 2e compagnie du 6e BPC, « attaquer en plein jour un piton organisé, cerclé de barbelé, occupé par des éléments importants, cela semblait une folie. Il fallait pourtant le faire ». *Éliane 1* est toutefois aux mains des Français vers 15 heures. Pierre Flamen, sergent-chef au 6e BPC, se souvient de la reconquête d'*Éliane 1* : « *Éliane1*, lorsque nous l'avons repris, avait été complètement ravagé, face au centre de Diên Biên Phu, par notre artillerie, et de l'autre côté, par l'artillerie viêt-minh qui avait fait un très gros travail de préparation. Les tranchées que nous avions creusées étaient en très mauvais état. Tout s'écroulait ; ce n'était plus défendable ». De fait, sur le point d'appui, le scénario est identique à celui de *Dominique 2*. En l'absence de troupes fraîches pour relever les parachutistes vietnamiens du 5e BPVN qui se sont installés de manière précaire, il paraît impossible de se maintenir durablement. La position est bouleversée par les bombardements ; s'y entassent, unis dans la mort, les corps déchiquetés des combattants français et viêt-minh. À 18 heures, sachant qu'une contre-attaque ennemie balaierait ces précieuses unités, réservées en pure perte, le repli est décidé et *Éliane 1* est abandonnée.

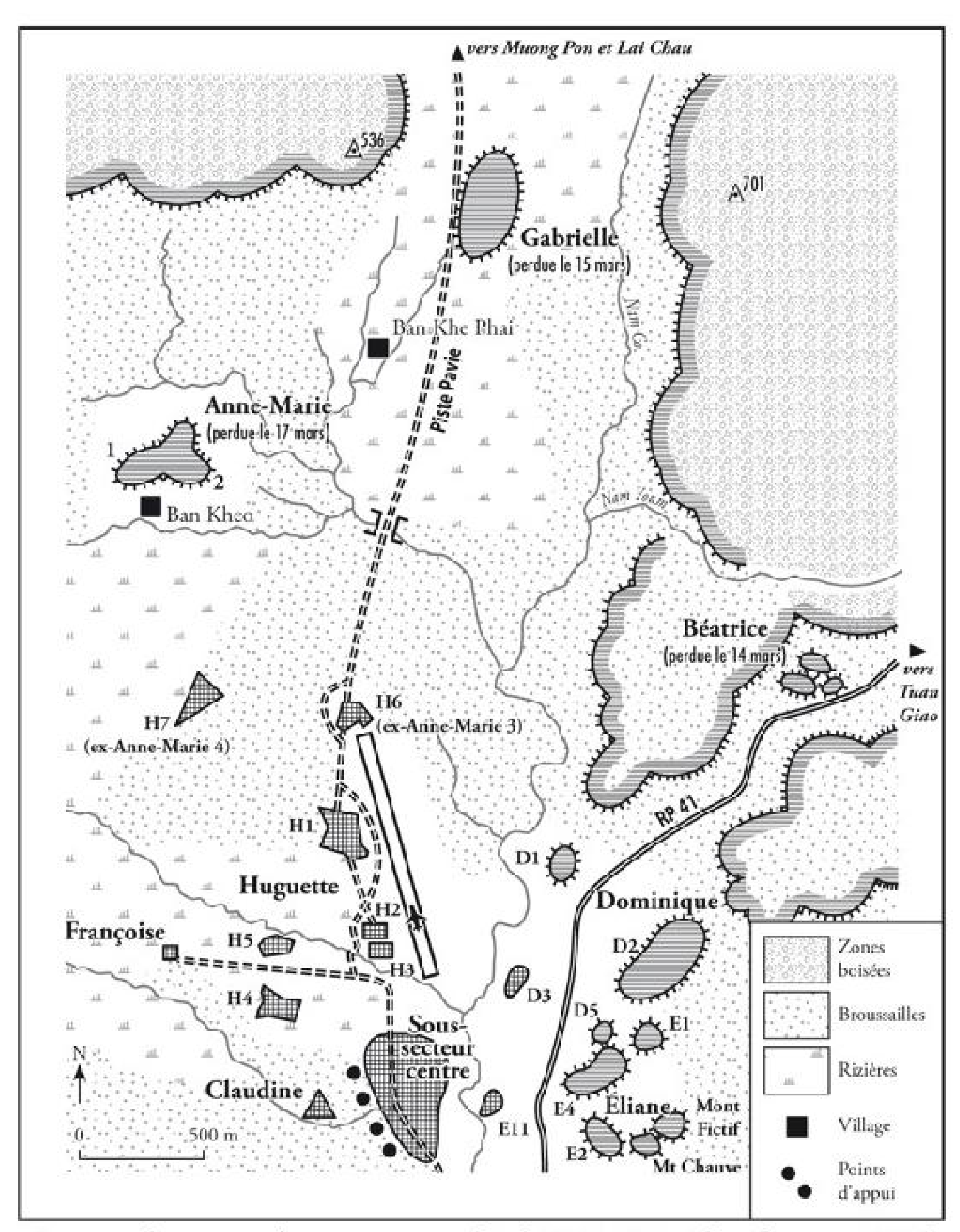
Le combat pour *Éliane 2* n'est cependant pas terminé et Giap décide de relancer l'assaut dans la nuit du 31 mars au 1er avril. Les combats se poursuivent toute la journée entre le 174e régiment (division 316) et divers éléments appartenant aux légionnaires de Luciani, aux survivants du I/4e RTM et à des supplétifs vietnamiens rattachés au I/2e REI. En fin d'après-midi de ce 1er avril, le centre de résistance est scindé en deux : alors qu'*Éliane Haut* reste aux mains des Français, *Éliane Bas* est désormais tenue par les Viêt-Minh. À partir de cette date, et même si Giap renouvelle ses attaques les jours suivants, la pression se fait moins forte sur la face est, dont les combats ont coûté fort cher aux régiments de l'armée populaire. L'adversaire reporte alors son effort sur la face ouest du camp retranché, principalement sur *Huguette 6* et *7*. Les combats décisifs qui se déroulent sur *Dominique* et *Éliane* ont en effet quelques peu éclipsé ceux livrés à l'ouest à la même période. *Huguette 6* et *7* sont, elles aussi, violemment attaquées dans la nuit du 30 au 31 mars et, malgré les demandes de renfort répétées du chef de bataillon Clémençon, résistent par leurs seuls moyens. La lutte pour les *Huguette* va durer du 1er au 5 avril, les points d'appui changeant de mains plusieurs fois. Alors qu'*Huguette 7*, occupée par la 1re compagnie du 5e BPVN puis par une compagnie de marche du I/2e REI, tombe le 2 avril à 5 heures du matin et ne peut être reprise malgré la contre-attaque déclenchée, le sort d'*Huguette 6* reste longtemps incertain. Les combattants de la 308 lancent deux assauts dans les nuits du 3 au 4 et du 4 au 5 avril, mais ils se heurtent chaque fois aux légionnaires du I/2e REI et aux groupements de contre-attaque créés *ad hoc* à partir des compagnies du 6e BPC et du 8e Choc, appuyés par les chars. Finalement, *Huguette 6* est conservée[58].

La bataille des cinq collines constitue un demi-succès pour le général Giap. Certes, d'importantes positions ont été conquises, mais tous les objectifs ne sont pas atteints. L'extrême combativité des combattants français et la puissance des tirs de contre-préparation offensive et des tirs d'arrêt a brisé de nombreux assauts viêt-minh et coûté cher en fantassins, mais cette résistance ne doit pas dissimuler les erreurs qui ont été commises par les cadres de l'armée populaire eux-mêmes. Le manque de renseignement sur certaines organisations françaises (notamment le système défensif d'*Éliane 2*), le manque de liaison entre unités viêt-minh allié à des

fautes tactiques dans l'emploi de l'infanterie (trop souvent groupée et offrant ainsi des cibles de choix pour l'artillerie française) sont également à l'origine de l'échec partiel de l'offensive. Des cadres viêt-minh sont sanctionnés pour les fautes commises ; quant aux unités éprouvées, une partie se replie afin de se réorganiser et d'intégrer les nombreuses jeunes recrues sorties des dépôts et qui n'ont aucune expérience du feu. De cette période naissent les premiers doutes et les premières crises du moral dans certaines formations viêt-minh, un phénomène que, dans la phraséologie qui lui est propre, le général Giap qualifie pudiquement de « tendances droitières »…

Le répit est cependant de courte durée en cette première quinzaine d'avril. L'initiative de la relance des combats appartient cette fois aux Français. Dans les états-majors de Saïgon et de Hanoï comme dans celui de Diên Biên Phu, l'idée de reprendre *Éliane 1* n'est pas abandonnée, pour des raisons d'ordre tactique et psychologique. Après l'échec de la contre-attaque du 31 mars, « la vie [sur *Éliane* 4, écrit Bigeard dans son rapport] devient intenable, tout homme découvert ou semi-enterré est tiré au fusil d'*Éliane 1* […] nous agissons de même, mais [le Viêt-Minh,] lui, effectue des relèves fréquentes ». Aussi, pour mettre fin à cette menace permanente et parce que, désormais, il s'agit « d'entretenir la bataille » selon les propres mots du général Navarre, une nouvelle contre-attaque sur *Éliane 1* est décidée[59]. Par ailleurs, l'action a également pour but de maintenir la pression sur l'ennemi et d'entretenir le doute chez ses cadres comme chez les combattants : « il faut bluffer le Viêt [raconte encore Bigeard], ne pas lui laisser d'initiatives ». Afin de faciliter l'approche de la colline, les Français creusent, à partir du 6 avril, une tranchée qui ne fait pas plus d'un mètre de profondeur, reliant les deux points d'appui *Éliane 1* et *4*. C'est de cette tranchée que, penchés sur eux-mêmes pour éviter d'être touchés par les obus de mortiers qui pleuvent, les parachutistes du 6e BPC renforcés un peu plus tard par les légionnaires du 1er BEP, montent à l'assaut. L'attaque débouche à l'aube du 10 avril et l'affrontement prend immédiatement l'allure de furieux corps-à-corps qui vont durer plusieurs heures. Les lance-flammes utilisés par les légionnaires font des ravages sur les nids d'armes automatiques ennemis. Les effectifs viêt-minh qui défendent *Éliane 1* sont

estimés à trois compagnies, qui ont reçu l’ordre de tenir coûte que coûte le point d’appui : « malgré la casse subie du fait de la préparation [d’artillerie, elles reçoivent], l’ordre de ne pas reculer ».



Face nord et ouest du camp retranché de Diên Biên Phu, fin mars 1954

Vers 16 heures, la position est reprise. Au regard de la faiblesse des moyens engagés par les Français, l'on comprend la surprise éprouvée par le commandement viêt-minh devant la réussite de l'opération. À nouveau, Giap relève certains officiers, coupables de n'avoir pas su conserver la position. Du côté français, les unités éprouvées sont relevées par les parachutistes métropolitains du chef de bataillon Bréchignac du II/1er RCP. Ceux-ci vont devoir faire face la nuit durant aux contre-attaques lancées par les hommes du régiment 174, renforcés pour l'occasion par des éléments d'un autre régiment de la division 316, le 98. *Éliane 1* reste française jusqu'au 1er mai 1954 et, si l'artillerie viêt-minh continue de harceler le point d'appui, ses défenseurs ne subissent plus, jusqu'à cette date, d'assauts majeurs.

LA CRISE DE COMMANDEMENT ET LA RECHERCHE DE SOLUTIONS

De façon assez pathétique, alors que les combats font rage à Diên Biên Phu et que les combattants du corps expéditionnaire meurent – non pas pour le Vietnam libre ou pour une quelconque idéologie –, mais pour le drapeau et pour les camarades qui se battent et tombent auprès d'eux, à Hanoï, la crise qui couvait depuis de longues semaines entre les généraux Navarre et Cogny éclate désormais au grand jour. Navarre reproche notamment à son subordonné une attitude pessimiste, dont il s'est ouvert largement à certains journalistes, tels Max Clos du *Figaro* ou encore Lucien Bodard de *France-Soir*, en même tant qu'il leur livre les derniers développements de la bataille ainsi que sa version des faits. Après la chute du camp retranché, Navarre rapporte ainsi qu'il lui fut signalé que le général Cogny « passait une

importante partie de son temps à essayer de persuader les journalistes “qu’il n’avait pas voulu cela” », affirmations corroborées par la suite. De fait, à partir de la chute des premiers centres de résistance, le chef des FTNV commence à se désolidariser ouvertement et publiquement de son chef, rejetant sur ce dernier l’entière responsabilité de la décision d’occuper Diên Biên Phu et d’y livrer bataille. La rupture définitive intervient au début de la bataille des cinq collines et l’entretien que vont avoir les deux hommes, relaté ultérieurement par le général Navarre[60], est déterminant.

> « Le 31 [mars][61], vers 5-6 heures du matin, ne voyant pas le général Cogny, je fis téléphoner à plusieurs reprises à son domicile. On répondit d’abord qu’il dormait puis, sur mon ordre de le réveiller, qu’il était absent de chez lui. […] Vers 8 heures et demie, le général Cogny se présenta. Je m’empressai avec lui dans son bureau et constatai qu’il n’était absolument pas au courant des événements de la nuit à Diên Biên Phu. Je lui fis des reproches véhéments, l’accusant d’avoir abandonné pendant toute la nuit son commandement. Il me répondit que, la nuit, il ne pouvait rien pour Diên Biên Phu et avait cru pouvoir aller se reposer. C’était à la rigueur admissible pour le début de la nuit mais pas pour les premières heures de la matinée où les ordres étaient à donner à l’aviation pour le soutien d’éventuelles contre-attaques – ce qui s’était fait sans lui. L’entrevue fut très violente et je ne lui cachai pas que je n’ignorais rien de ses racontars à la presse[62]. »

Les deux hommes, après un échange violent, conviennent que Cogny demanderait son remplacement à la fin de la bataille, quelle qu’en soit l’issue. Le général Navarre acquiesce à cette solution, et demande à son subordonné de taire leurs dissensions ; ils ont encore à travailler ensemble, notamment, pour tenter de sauver Diên Biên Phu. Pour l’heure, il faut donner au colonel de Castries les moyens de tenir, tout en cherchant des solutions extérieures.

Dans le but de ralentir l’aide chinoise qui conditionne grandement un éventuel succès viêt-minh, plusieurs hypothèses sont étudiées, des plus classiques aux plus farfelues. L’étude menée à partir du début avril 1954 sur la pluie « provoquée », ou pluie artificielle, en est un bon exemple ; il s’agit, dans l’esprit de ses promoteurs, issus de l’entourage du commandant en chef, de faire pleuvoir au-dessus de certaines zones empruntées par les convois viêt-minh, en espérant que la boue entravera suffisamment la circulation. Le général Bodet, adjoint du général Navarre, prend conseil auprès d’un professeur de la faculté de Clermont-Ferrand, spécialiste de ces questions ; suite à cette rencontre, 150 paniers de charbon de bois

imprégnés de poudre d'argent arrivent en Indochine à la fin du mois d'avril. Les essais effectués sont un échec et l'idée est abandonnée. Le colonel Bastiani, avec sa férocité et son ironie habituelles, dénonce les illusions entretenues par le « camp Navarre » quant à ces projets. Le 9 avril, il rapporte d'ailleurs dans une note manuscrite que « le général de corps d'armée Bodet est venu avec un très grand sérieux proposer au général Cogny d'utiliser au GONO des projecteurs de 20 mm pour… éblouir la nuit le méchant Viêt donnant l'assaut à nos positions. Arme nouvelle à rapprocher de la pluie artificielle »… Si l'usage de la pluie provoquée a bien été envisagé localement, l'état-major redoute en revanche l'arrivée la saison des pluies. Une « légende venue de l'arrière » imagine que les pluies pourraient gêner le Viêt-Minh dans ses attaques, mais les responsables, en Indochine, sont quant à eux bien conscients que la pluie à Diên Biên Phu signerait la mort de la garnison : le mauvais temps empêcherait tout survol de la vallée par l'aviation, interdirait donc l'appui au sol et le ravitaillement. Par ailleurs, comme le confirme la situation sur place, l'arrivée de pluies soutenues, à partir de la mi-avril, constitue un nouveau calvaire pour les combattants français qui évoluent dans des tranchées boueuses où s'entassent les blessés.

Au cours de ce même mois d'avril, la France se tourne de plus en plus vers son allié américain dont les moyens militaires lui paraissent être les seuls susceptibles d'éviter la défaite. Ainsi, l'on utilise, avec le concours d'officiers américains, du matériel infrarouge à partir d'un Dakota pour tenter de déceler les canons viêt-minh, sans résultat. De même, les Américains proposent le largage de bombes spéciales, les *Lazy Dog* (des containers renfermant des fléchettes à haut pouvoir perforateur) sur les convois adverses, armes qu'ils n'ont pas eu loisir d'employer au cours de la guerre de Corée. En fait, la seule solution sérieusement envisagée et qui semble connaître un début de mise en œuvre est celle d'un bombardement massif d'appareils américains sur les voies de communication viêt-minh. Baptisée *Vautour*, cette opération est évoquée lors des discussions qui se tiennent à la fin du mois de mars 1954 entre le général Ely, chef d'état-major des Forces armées, et son homologue américain, l'amiral Radford. C'est ce dernier qui propose l'emploi en masse de bombardiers B.29 (50 pour les uns, 100 selon d'autres) chargés de détruire les communications viêt-minh, mais également de traiter des objectifs autour de Diên Biên Phu.

Le 4 avril, le gouvernement français adresse une demande officielle d'intervention et, quelques jours plus tard, le général Navarre « suggère que Vautour soit exécuté […] sous cocardes françaises ou sans aucune cocarde. C'est un genre d'intervention [soutient le général en chef] qui correspond exactement à celui que pratiquent actuellement les Chinois »[63], dont on craint la réaction. Toutefois, Navarre souligne que, pour être efficace, cette opération doit présenter un caractère d'urgence. Or, et la lecture des télégrammes échangés entre les généraux Ely et Navarre le montre, les pourparlers entre Occidentaux traînent en longueur tout au long du mois d'avril et, à la fin du mois, le projet est définitivement enterré. Certes, son exécution aurait rencontré des problèmes d'application bien réels : infrastructures aériennes insuffisantes en Indochine, problèmes des équipages, etc., mais ce sont bien des raisons politiques (refus des Britanniques et du Sénat américain) qui sont à l'origine de cet échec.

La solution la plus réaliste pour sauver Diên Biên Phu reste alors l'éventualité d'un sauvetage de l'extérieur. Comme le rappelle une note de l'état-major des FTNV du 16 avril 1954, la levée d'une place assiégée relève de procédés classiques bien connus : « soit par une action directe sur les troupes d'investissement, soit une action sur la ligne de communication des forces adverses ». La première solution, qui n'a pas été suffisamment prévue avant la bataille, doit, pour réussir, bénéficier de moyens importants. Or, le commandant en chef ne peut y consentir que quatre bataillons d'infanterie, dont trois laotiens, c'est-à-dire incapables de s'opposer aux régiments viêt-minh, et un groupement aéroporté de trois ou quatre bataillons. Cette hypothèse est rejetée : « en raison de la nécessité de garder nos lignes de communication, [écrit un officier de l'état-major de Cogny], la force susceptible d'intervenir sur les troupes d'investissement viêt-minh sera nettement insuffisante pour obtenir la levée du siège du GONO. Le Viêt-Minh y fera face facilement ». La seconde solution consisterait à porter d'importantes forces mobiles dans la région Phu Doan-Yen Bay, au nord du Delta tonkinois, région qui constitue la véritable plaque tournante de la logistique viêt-minh. Ce plan est rejeté à la fois par Navarre et par Cogny en raison, une nouvelle fois, du manque de moyens. À quoi en effet pourrait bien servir une opération sur les arrières de l'ennemi si le Delta est perdu ? Par ailleurs, il est calculé à l'époque qu'une action sur les lignes de

communication ennemies n'aurait pas de répercussions sur la bataille même avant trois semaines. La seconde solution écartée, reste donc la première, celle qui consiste, malgré le peu d'effectifs disponibles, à agir sur le corps de bataille encerclant Diên Biên Phu. Cette opération, à la vérité, est étudiée dès le mois de janvier 1954 dans l'éventualité où les choses tourneraient mal ; le nom bien choisi de Xénophon lui avait d'ailleurs été attribuée.

Condor – c'est le nouveau nom que les états-majors donnent désormais à cette manœuvre – comporte deux phases. Dans un premier temps, un groupement de forces sous la responsabilité du colonel Crèvecœur partirait du Laos et se porterait *via* la vallée de la Nam Ou en direction de Diên Biên Phu. Dans un second temps, la colonne improprement appelée « colonne Crèvecœur », puisqu'elle est commandée par le lieutenant-colonel Godard, renforcée par les maquisards du GMI, serait rejointe par un groupement aéroporté constitué des derniers bataillons parachutistes encore disponibles sur le théâtre d'opérations indochinois. Une fois la jonction opérée, l'ensemble serait en mesure de venir de faire la liaison avec les éléments de Diên Biên Phu. Même si la préparation et l'exécution d'une telle manœuvre se heurtent à de nombreuses difficultés, elle reste néanmoins réalisable. Le feu vert pour son déclenchement est donné à la mi-avril. Quinze jours plus tard, les bataillons franco-laotiens et les maquisards ne sont plus qu'à une cinquantaine de kilomètres à vol d'oiseau de la garnison de Diên Biên Phu. Mais, devant l'aggravation de la situation à Diên Biên Phu et face à l'engagement de toutes les réserves aéroportées en raison des nécessités opérationnelles du GONO, la mission du lieutenant-colonel Godard est devenue caduque[64]. Enfin, à la fin du mois d'avril, l'hypothèse d'un abandon d'*Isabelle* est également envisagée, mais deux raisons font écarter ce projet. D'une part, l'évacuation du centre de résistance en toute sécurité n'est plus possible à cette date et donnerait lieu à une opération hasardeuse ; d'autre part, le meilleur appui feu du secteur central est toujours fourni par les canons d'*Isabelle*. Ainsi, l'espoir d'une intervention américaine et d'un secours extérieur ayant disparu, les combattants de Diên Biên Phu n'ont désormais plus d'autres choix que de tenir. Tenir au moins jusqu'à l'ouverture de la conférence de Genève et d'un cessez-le-feu qui permettrait d'éviter la catastrophe. Des vues qui ne correspondent cependant pas à celle des responsables viêt-minh, bien décidés à remporter la victoire.

CHAPITRE 7

« AU REVOIR MON VIEUX »

ALIMENTER LA BATAILLE

À l'issue de la bataille des cinq collines, la situation des effectifs du camp retranché s'est considérablement dégradée ; certes, à Hanoï ou Saïgon, on a beau clamer que les pertes françaises sont sans commune mesure avec celles qu'a subies l'adversaire, il n'empêche que le Viêt-Minh, lui, a la possibilité de renforcer son corps de bataille, de remplacer ses hommes et d'effectuer des relèves de manière significative, même si les nouvelles recrues manquent d'expérience militaire par rapport aux *bo doïs* tués ou blessés qu'elles remplacent. Au 15 avril 1954, le nombre de blessés français à évacuer s'élève désormais à 691[65] dont 286 blessés graves couchés et 405 assis. Quant aux valides et blessés légers, l'état-major des FTNV estime qu'ils représentent 9 212 hommes. Toutefois, ce chiffre ne doit pas faire illusion car il comprend environ un tiers de soldats qui ne sont pas comptabilisés comme combattants (car appartenant aux unités du service et du soutien). Aussi, à cette date, Hanoï avance que seuls 6 000 parachutistes, fantassins et cavaliers sont en mesure de s'opposer aux divisions viêt-minh, ce qui paraît cependant encore loin de la réalité du terrain. En effet, les bataillons ont fondu et sont, de surcroît, en large sous-effectif, cadres et spécialistes ayant notamment payé un lourd tribut. À titre d'exemple, il ne reste plus que 300 hommes au 5e BPVN, autant au II/1er RCP et le 6e BPC ne peut aligner que 400 hommes. Ces pertes ne sont, cependant, pas uniquement dues au feu ; nombre de soldats, dépassés par la

violence des combats, ont fait le choix de déserter. Ainsi, au I/4e RTM, seuls 210 tirailleurs marocains sont encore sur les rangs, et 173 seulement chez les Algériens du III/3e RTA. Alors que beaucoup de ces tirailleurs se sont admirablement comportés au combat, comme le caporal-chef Slimane sur *Gabrielle*[66] ou encore l'adjudant Abdallah Ben Ahmed[67] du 4e RTM sur *Éliane 2* (où il trouve la mort), des dizaines d'autres, manquant d'instruction et non préparés aux combats livrés à Diên Biên Phu, sont venus grossir les rangs des déserteurs réfugiés sur les berges de la Nam Youn. Les « rats de la Nam Youn », comme on les appellerait après coup, vivent de rapines (s'emparant notamment de colis parachutés) et se livrent à divers trafics (dont un trafic de fausses citations !), jusqu'à la chute du camp retranché[68]. Pierre Rocolle évalue à un peu plus de 1 150 le nombre de ces déserteurs, en majorité des Thaïs.

Les désertions et les pertes au combat ont donc dramatiquement fait chuter le nombre de combattants des armes de mêlée capables de s'opposer aux unités viêt-minh, aussi le lieutenant-colonel Langlais demande-t-il à Hanoï, dès le début du mois d'avril, le parachutage de personnel de renfort non breveté. Dans un premier temps, il n'est pas écouté, notamment en raison de l'opposition du colonel Sauvagnac, commandant les troupes aéroportées d'Indochine. L'état-major des forces terrestres du Nord-Vietnam décide toutefois, le 8 avril 1954, de mettre en place des stages accélérés[69] pour breveter les combattants non parachutistes, volontaires pour sauter sur Diên Biên Phu, les premiers stages devant être organisés à partir du 15. Cette mise en place tardive plonge le lieutenant-colonel Langlais dans une grande fureur et, le 11 avril 1954, il envoie au colonel Sauvagnac un télégramme devenu célèbre :

> « vous n'avez pas encore compris la situation à Diên Biên Phu – Stop – Je répète qu'il n'y a plus ni GONO – ni GAP[70] – ni légionnaires – ni Marocains, mais seulement 3 000 combattants dont les piliers sont les paras qui au prix d'un héroïsme et de sacrifices inouïs tiennent tête aux 4 divisions de Giap. Le sort de Hanoï et de la guerre d'Indochine se joue à Diên Biên Phu – Stop – Devriez comprendre que la bataille ne peut être alimentée que par renforts parachutés brevetés ou non – Stop – Le colonel de Castries […] obtiendra du généchef tout ce que vous me refusez ».

En effet, il faudra l'ordre du général Navarre lui-même pour que les volontaires n'ayant jamais sauté soient autorisés à être largués sur le camp

retranché. Au total, sur les 4 277 hommes qui viennent renforcer la garnison entre le 13 mars et le 7 mai 1954, environ 700 (sur un total de 1 800 candidats) sont des volontaires non brevetés ; comme le rappelle un rapport en date du 15 mai « une partie seulement des volontaires a pu être larguée, les possibilités de transport [aérien] ayant été inférieures à l'effectif disponible »…

Après la chute de Diên Biên Phu, le reproche serait adressé au général Navarre de s'être obstiné, malgré la physionomie de la bataille, à alimenter celle-ci. En réalité, cet « acharnement à prolonger la résistance », comme le qualifie Navarre, lui apparaît nécessaire à plusieurs titres : l'honneur militaire le commande, la possibilité d'un retournement de la situation n'est pas à exclure jusqu'au dernier moment, enfin, l'éventualité d'un cessez-le-feu avant l'ouverture des pourparlers sur l'Indochine à Genève l'interdit[71]. Cette politique qui conduit dans les faits à poursuivre le parachutage de renforts au profit du GONO est, il convient de le souligner, non seulement approuvée mais également ordonnée par le gouvernement français. Dans une lettre qu'il adresse au général Navarre le 27 avril 1954, le général Ely rappelle, en effet, qu'« après en avoir délibéré, il a été décidé que les efforts multipliés ces temps derniers […] seraient poursuivis d'une façon pressante et que tout serait à nouveau tenté pour porter le secours le plus prompt et le plus efficace à la garnison de Diên Biên Phu ». Il n'est donc pas question d'abandonner la garnison française à son sort. Toutefois la capacité des Français à alimenter la bataille est limitée, et les troupes parachutées fondent vite. Ainsi le 2e BEP, parachuté du 10 au 12 avril, subit-il de très lourdes pertes deux semaines après son arrivée. Le 23 avril au matin, en effet, *Huguette 1*, isolée du reste du secteur central depuis quelques jours et attaquée la nuit précédente, tombe. Pour le général de Castries[72], ce nouveau revers a pour conséquence immédiate de rétrécir encore davantage la zone de parachutage, aussi décide-t-il, contre l'avis de ses subordonnés, Langlais et Bigeard en tête, de reprendre la position. Il revient au chef de bataillon Liesenfelt et à son bataillon, le 2e BEP, de mener la contre-attaque qui doit débuter à 14 heures. Pour différentes raisons – retard dans la mise en place des compagnies d'assaut, difficulté dans la coordination de l'attaque avec l'aviation et l'artillerie, etc. –, c'est un échec sanglant. À 16 h 30, ordre est donné aux survivants de décrocher. Le 2e BEP accuse la

perte de 150 tués et blessés[73] et son chef se fait vertement tancer par le lieutenant-colonel Bigeard pour ne pas avoir conduit et suivi avec la fermeté nécessaire l'action de ses compagnies, des reproches en partie injustifiés. Cette action constitue la dernière grande opération offensive des Français à Diên Biên Phu.

Désormais, si en haut lieu, on continue d'afficher un optimisme de façade, il semble que l'on ne nourrisse plus trop d'illusions sur le sort des combattants de Diên Biên Phu. Le 27 avril, le maréchal Juin, dont Navarre est resté proche, écrit d'ailleurs à ce dernier : « je doute qu'on arrive maintenant à sauver Castries et ses valeureux compagnons ». De fait, à Diên Biên Phu, la situation s'est détériorée en cette fin d'avril et chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles[74]. Le ravitaillement est devenu très précaire en raison de l'efficacité de plus en plus grande de la DCA ennemie. D'ailleurs, à partir du 24 avril, les pilotes américains de C 119 qui volent depuis le début de la bataille sous cocardes françaises refusent de reprendre les largages à basse altitude en raison des risques encourus. Pour pallier ce problème, des équipages français sont affectés sur C 119[75], mais ils ne sont pas en nombre suffisant. Il est donc décidé de procéder à des parachutages à haute altitude avec système de retardement. Les essais qui ont lieu à Vientiane le 25 avril confirment les craintes : 50 % des colis largués sont perdus. Toutefois, faute de solutions, l'emploi des parachutages à haute altitude est ordonné de jour et à basse altitude de nuit. L'offensive que ne va pas manquer de déclencher le Viêt-Minh s'annonce donc pleine d'incertitudes pour les Français, le rapport de force leur étant devenu par trop défavorable.

L'OFFENSIVE FINALE. 1er-7 MAI 1954

La conférence de Genève est ouverte depuis quelques jours ; la période approche où vont s'ouvrir les discussions sur l'Indochine. Dans les montagnes qui abritent le PC de Giap, autour de Diên Biên Phu, la décision est prise d'en terminer et de lancer l'offensive finale. Une victoire à Diên Biên Phu bouleversait la physionomie des négociations entre les belligérants et leurs alliés respectifs ; le Viêt-Minh pourrait aborder les pourparlers en position de force. Aussi, pour atteindre cet objectif, ce

dernier a-t-il continué son « grignotage » du dispositif français au cours de la seconde quinzaine d'avril et, au moment où ses régiments s'apprêtent à lancer leur dernier assaut, les *bo doïs* sont partout au contact des positions françaises. L'armée populaire a bénéficié d'importants renforts et dispose d'une masse d'environ 14 000 fantassins. Ses stocks de munitions ont également été recomplétés grâce à l'aide chinoise, mais aussi grâce aux obus de 120 et de 105, parachutés sur le camp retranché par l'aviation française et tombés dans les lignes viêt-minh. Par ailleurs, la division 351 peut compter sur un nouvel armement livré par les Chinois. La présence de ces matériels est détectée dès le début du mois d'avril par le service de renseignement français. Connu sous l'appellation générique « d'orgue de Staline » en référence aux lance-fusées multitubes employés par les Soviétiques à la fin de la Seconde Guerre mondiale, cet armement se compose en fait de lance-fusées sextuples d'origine chinoise (de calibre 85 ou 90 mm)[76] ressemblant davantage au petit *Nebelwerfer* allemand qu'aux lance-fusées soviétiques. Ces engins, utilisés à partir du 5 mai, se révèlent cependant beaucoup moins efficaces que l'artillerie mise en œuvre jusque-là.

En face, les Français ne peuvent plus opposer que 2 000 à 3 000 combattants. Comme le relaterait le général de Castries, ce sont les survivants d'unités « amoindries par plus d'un mois et demi de combats incessants et [la garnison n'a, quant à elle] plus que trois jours de vivres d'avance et surtout un approvisionnement en munitions qui ne s'élève qu'à 273 coups de 155, 14 000 coups de 105 et 5 000 coups de 120 »[77]. Le nombre de tubes en état de tirer a diminué : il ne reste plus qu'un canon de 155 (sur 4 à l'origine), 19 canons de 105 (sur 24) et 15 mortiers de 120 (sur 32). Le moral des hommes du camp retranché a considérablement baissé, même si certains continuent de croire en une issue favorable. Dans une lettre inédite datée du 14 septembre 1954, écrite juste après sa libération des camps viêt-minh, voici ce que Jean Pouget[78] rapporte de l'état d'esprit des combattants :

> « au cours de la bataille – et dans les moments où ils avaient le loisir de penser à l'extérieur –, ils en attendaient un secours sous la forme d'une opération de dégagement d'envergure. Les opérations du Laos [l'opération Condor], malgré leur faible amplitude, pouvaient le laisser espérer à ceux qui avaient besoin d'y croire. D'autres, plus "raisonnables" espéraient un accord rapide à Genève ».

Toutefois, en cette fin d'avril 1954, sur les points d'appui que conservent les Français, valides et blessés légers, survivants amalgamés des bataillons de choc du corps expéditionnaire, tous attendent l'attaque, bien décidés à combattre jusqu'à épuisement de leurs moyens.

C'est dans la nuit du 1er au 2 mai 1954 que débute la dernière phase de l'offensive. Le rapport de forces étant largement en faveur du Viêt-Minh, les deux faces ouest et est du GONO sont attaquées simultanément. *Éliane 1,* où sont retranchés les débris de plusieurs compagnies du II/1er RCP, est la première à tomber. La position, qui est devenue un véritable charnier du fait des combats qui s'y sont déroulés, était difficilement défendable. La terre avait été tellement ameublie par les obus qu'il était très difficile d'y creuser des abris dignes de ce nom. Face aux hommes du régiment 174 (division 316), les parachutistes se défendent pourtant avec acharnement et disparaissent après de sanglants corps-à-corps. À minuit, le point d'appui est aux mains de l'ennemi : des 180 hommes qui défendaient *Éliane 1*, moins d'une vingtaine réussissent à gagner *Éliane 4*, défendue par le reste du II/1er RCP, des Algériens du III/3e RTA et des parachutistes du 5e BPVN. Les combats ne marquent toutefois qu'un court arrêt puisque, après s'être regroupés, les combattants du régiment 174 repartent à l'assaut dès 2 h 30. Objectif : *Éliane 4*. Les efforts des *bo doïs* restent cependant vains et la victoire revient finalement aux défenseurs. Au matin du 2 mai, *Éliane 4* est toujours française. En revanche, *Dominique 3*, que défendent une poignée de cadres du BT 2, quelques dizaines de tirailleurs algériens et une compagnie réduite du 6e BPC, tombe à 2 heures du matin. Sort identique sur *Huguette 5*, où le régiment 88 de la 308 a submergé les légionnaires parachutistes du lieutenant de Stabenrath. Enfin, pour la première fois, *Isabelle* est sérieusement attaquée par le régiment 57 de la division 304 et *Isabelle 5*, point d'appui isolé sur la rive orientale de la Nam Youn, est pris vers 4 heures. Une contre-attaque réussit bien à chasser les assaillants le 2 mai vers midi, mais le colonel Lalande décide, faute de troupes, d'évacuer la position, n'y laissant que quelques guetteurs.

Le 2 mai, la situation est devenue critique : sur la face est ne subsistent désormais qu'*Éliane 4,* une partie d'*Éliane 2* et quelques points d'appuis secondaires, *Éliane 3*, *10* et *11*, collés à la rive de la Nam You et qui constituent le dernier obstacle avant le secteur central. À l'Ouest, avec la

prise d'*Huguette 5*, les *bo doïs* ne sont désormais plus qu'à un kilomètre du PC du général de Castries. Surtout, la nuit a coûté extrêmement cher aux Français puisque l'on dénombre 331 nouveaux tués et disparus et que 168 blessés sont venus rejoindre leurs camarades, entassés dans des abris insalubres. À Hanoï, le général Cogny, autorisé par le général Navarre, a répondu favorablement à la demande du général de Castries de parachuter le 1er BPC du capitaine de Bazin de Bezons. Les premiers éléments du dernier bataillon parachutiste largué sur Diên Biên Phu sautent le 3 mai, peu après 1 h 30 du matin. Toutefois, en raison de conditions météorologiques défavorables et de la faiblesse du potentiel aérien (priorités accordées au ravitaillement et à l'éclairage du champ de bataille), le largage du bataillon s'étale jusqu'au 6 mai et seule une partie des compagnies participe effectivement au combat[79]. Le capitaine Pouget, ancien aide de camp du général Navarre, saute avec sa 3e compagnie, dans la nuit du 3 au 4 mai et est envoyé immédiatement à l'est de la Nam Youn, puis sur *Éliane 3* avant de gagner *Éliane 2*, où ses hommes doivent relever les restes du I/13e DBLE :

> « trois cents blessés occupent toutes les places des abris d'*Éliane* 3 [raconterait-il plus tard]. Les moins invalides sont allongés près des meurtrières[80] […] et servent des armes automatiques. De temps en temps, un médecin ou un infirmier vient changer les pansements qui sentent trop mauvais. Debout dans les tranchées, mes hommes regardent les parachutages tomber chez les Viêts. [Arrivé sur *Éliane* 2], je fais lentement le tour du point d'appui. Les tranchées et les ouvrages défensifs sont délabrés comme de vieilles ruines où logent des clochards terreux et faméliques ».

Ce sont de tels hommes qui vont être chargés du dernier combat.

« AU REVOIR MON VIEUX »

Dans la nuit du 2 au 3 mai 1954, *Huguette 4* subit l'assaut d'un régiment de la division 308 et tombe vers 4 heures du matin. Dans le même temps, pour immobiliser les réserves – dont en fait ne dispose plus le général de Castries –, *Éliane 2* est « tâtée fortement toute la nuit ». En revanche, les 4 et 5 mai 1954 sont des journées assez « calmes » à Diên Biên Phu. Elles sont mises à profit par les Français pour réorganiser ce qui peut encore l'être, tandis que le Viêt-Minh prépare son dispositif d'attaque

pour le lendemain. Il installe notamment sur *Éliane 1* et *Dominique 3* des bases de feu pour appuyer au mieux son action. Pendant ce temps, au PC du GONO, les officiers étudient l'éventualité d'une sortie de la garnison (en fait, environ un millier d'hommes seulement sont concernés) pour tenter d'échapper à la capture, le nom de code Albatros est donnée à l'opération. Une telle sortie avait déjà été étudiée dès les débuts de la bataille et s'était soldée par des conclusions négatives[81]. Désormais, il s'agit de constituer trois groupements empruntant des directions différentes mais dont le but commun est d'atteindre la région de Muong Khoua, au Laos. Les parachutistes aux ordres du colonel Langlais doivent percer à l'Est puis obliquer en direction du Sud-Est ; un autre groupement commandé par le lieutenant-colonel Lemeunier (qui a remplacé le lieutenant-colonel Gaucher après le 13 mars), formé principalement de légionnaires et de tirailleurs algériens, doit, lui, foncer plein Est ; quant au troisième groupement, il est constitué des forces combattantes qui, sur *Isabelle*, sont en mesure d'effectuer la sortie. Lalande, qui prendrait leur tête, doit se diriger vers l'Ouest d'abord, puis vers le Sud. Il est décidé que les blessés, les troupes inaptes à l'opération et quelques éléments de protection resteront, avec le général de Castries, à Diên Biên Phu. Enfin, il est convenu, que le général Cogny donnerait son feu vert au déclenchement d'Albatros.

Le 6 mai 1954, les préparatifs d'attaque s'accélèrent, sans surprise d'ailleurs, puisque les services de renseignement français ont parfaitement décelé les intentions ennemies grâce aux écoutes et aux photographies aériennes. Les tirs de harcèlements qui commencent vers 16 heures cèdent la place, deux heures plus tard, à une véritable préparation d'artillerie. Vers 20 heures, l'attaque se déclenche et se concentre sur la face est, la division 316 est à l'honneur : le régiment 174 a pour objectif *Éliane 2* tandis que le 98 doit s'emparer d'*Éliane 4*[82]. Toutefois, le régiment 209 de la 312 est également engagé et doit neutraliser *Éliane 10* et, sur la face ouest, un régiment de la 308 a pour mission d'occuper *Claudine 5*, le plus avancé des points d'appui défendant le secteur central. Commencés à la tombée de la nuit, les combats prennent immédiatement « *un caractère d'acharnement particulier* », rarement égalé dans la bataille. Les télégrammes envoyés à Hanoï depuis le PC du GONO rendent compte de la situation désespérée dans laquelle se trouvent les troupes de la garnison : celui de 22 h 15

rapporte un « violent matraquage sur l'ensemble de la position et en particulier sur les *Éliane* et la zone artillerie-PC par 105 et 75 et tous calibres mortiers […] Viêt-Minh au contact sur toute la face est ». Sur *Éliane 2*, les Viêt-Minh s'apprêtent à mettre la dernière main à leur travail de sape. La compagnie spéciale 83 du régiment 151 (génie) de la division 351 a été chargée, du 20 avril au 6 mai, de creuser une galerie d'une quarantaine de mètres sous la colline et, vers 20 h 30 ce jour-là, la mine est déclenchée. Toutefois, la sape n'est pas assez profonde pour neutraliser les ouvrages défensifs situés au sommet d'*Éliane 2*. Quoi qu'il en soit, les parachutistes coloniaux de Pouget ne sont pas assez nombreux et, à 4 heures du matin, la colline qui a coûté tant de morts aux deux belligérants tombe aux mains des *bo doïs*. *Éliane4*, elle, après avoir résisté toute la nuit, bien appuyée par l'artillerie du GONO encore en état de tirer, est finalement submergée en début de matinée, tout comme *Éliane 10*. Le caporal-chef Bonny, chef de groupe au II/1er RCP, blessé dans la nuit du 6 au 7 mai se rappelle sa capture sur *Éliane 4* :

> « au matin du 7 mai, ce qui restait de la position fut submergé. Les Viêts déferlèrent nombreux de tous les côtés : ils savaient qu'ils allaient gagner et ne prenaient plus de précautions. Les défenseurs tentèrent, en ordre dispersé, chacun pour soi, de rejoindre le réduit central en contrebas, pour retarder de quelques heures l'échéance de la captivité. »

Alors qu'il tente sa chance avec d'autres soldats, il est fait prisonnier, délesté de son arme, de son couteau et de sa montre : « j'ai eu le temps de lire l'heure [se souvient-il pourtant] : il était 12 heures le 7 mai », avant d'être conduit sur *Éliane 1*.

> « Sur le trajet, je remarquais une exceptionnelle concentration de cadavres, amis, ennemis, entiers, déchiquetés, dégagés, enfouis, certains récents de la nuit, d'autres déjà décomposés […] Je fus amené à un commissaire politique très excité qui portait un colt 11,43 à la main […]. Il connaissait déjà et beaucoup mieux que moi tout l'historique du bataillon, le nom de tous les officiers, et ce qu'il était advenu de chacun d'eux. […]. Sans doute voulait-il me faire mesurer à quel point le service de renseignements de l'armée populaire était particulièrement bien informé. »

Claudine 5, quant à elle, a été évacuée un peu plus tôt, vers 2 heures, devant la pression ennemie. Le télégramme envoyé à Hanoï le 7 mai 1954 à 24 heures se passe de commentaires : « situation critique. Munitions 120 pratiquement épuisées. Reste moins de 500 coups. 1 pièce de 105 en état à

Isabelle. 7 à Diên Biên Phu ». Ce ne sont pas les 133 hommes encore parachutés au cours de la nuit qui vont pourvoir changer le sort de la bataille.

Au matin du 7 mai, seuls tiennent encore *Éliane 3*, *11* et *12*, mais leurs heures sont comptées. Vers midi, les chefs de bataillon parachutistes se réunissent autour du colonel Langlais et tous s'accordent à juger irréalisable, en raison de l'épuisement des troupes et face au bouclage hermétique maintenu par le Viêt-Minh, une percée du dispositif adverse. Le déclenchement de l'opération Albatros est donc abandonné pour le secteur central et il est décidé que la garnison d'*Isabelle* tentera sa chance dans la nuit. Vers 15 heures, les régiments viêt-minh repartent à l'assaut et, en peu de temps, toute la face est du camp retranché tombe aux mains de l'armée populaire. Toute résistance étant désormais devenue impossible, le général de Castries décide, vers 16 heures, de cesser les combats dans le secteur central. Il en rend compte à son supérieur lors d'une dernière conversation téléphonique à 17 heures[83]. Informés, les combattants de Diên Biên Phu détruisent leur armement, rendent inutilisables leurs matériels et font sauter leurs stocks ; 300 coups de 105 et 11 coups de 155 ne sont toutefois pas détruits parce qu'ils se trouvent à proximité d'abris accueillant des blessés. Puis, à 17 h 30, ce 7 mai 1954, après cinquante-six jours de combats, le silence se fait sur Diên Biên Phu. Le silence. Tous les témoins de la bataille se souviennent de cette atmosphère surréaliste qui succédait soudainement au fracas des armes, à la fatigue, aux espoirs déçus. C'était fini. Alors, progressivement les *bo doïs* se répandent dans le secteur central et commencent à regrouper les prisonniers. Pour ces derniers, un nouveau calvaire commence, celui de la « longue marche » et des camps, d'où nombre d'entre eux ne reviendraient pas[84]. À bord de son Dakota n° 545 YA, le lieutenant-colonel Dussol survole la vallée au soir du 7 mai :

> « arrivé sur la DZ à 20 heures, des tirs d'armes automatiques et d'artillerie furent observés autour d'*Isabelle*. Aucun contact radio. Sur [l'ancien PC] calme apparent, nombreuses lumières ainsi que dans les villages entre les deux positions. À partir de 21 h 40 une série d'explosions se sont succédé d'une façon continue. Explosions ne ressemblant nullement à des coups de départ ou d'arrivée de projectiles mais à des dépôts que l'on fait sauter. Ces explosions étaient suivies d'incendie et ont duré jusqu'à minuit […]. Sur la route qui mène à la cuvette et au nord de *Gabrielle*, de nombreux phares de véhicules se dirigeant vers Diên Biên Phu. À signaler également quelques tirs de DCA assez rares mais bien réglés ».

De fait, après la fin des combats à Diên Biên Phu, l'effort viêt-minh se concentre sur *Isabelle* dont la situation est sans issue. À la nuit tombée, Lalande tente bien une sortie, mais, immédiatement, les éléments de tête sont pris à partie par l'ennemi et le gros des troupes se trouve mêlé aux *bo doïs* qui s'infiltrent de partout. Jean Dens, légionnaire, participant à cette ultime tentative, raconte :

> « Vers 22 heures, nous étions prêts. J'avais allégé mon équipement : un fusil, une ou deux rations de survie, des munitions et, sur le dos, le poste radio SCR[85] 300. Plusieurs obstacles sérieux nous attendaient : le franchissement d'un réseau de barbelés miné sous un matraquage terrible de l'artillerie viêt, puis de la Nam Youn dans une obscurité totale, et enfin d'un dernier réseau de barbelé, sous le feu nourri de l'adversaire (le régiment 57 de la division 304). […] Il régnait un chaos indescriptible. […] À une heure du matin, devant l'impossibilité de franchir les lignes viêt-minh et vu les pertes importantes occasionnées par cette tentative de sortie, il ne nous restait plus qu'une seule solution : rejoindre notre position initiale. Ce que nous fîmes, tout en opposant un combat d'arrière-garde, refoulés par les Viêts qui en profitèrent pour s'infiltrer dans la position ».

À 1 h 50, Albatros ayant échoué, Isabelle envoie un dernier message : « sortie manquée, ne puis plus communiquer avec vous – Stop – Fin citation ». La bataille de Diên Biên Phu est terminée.

VICTOIRE STRATÉGIQUE / DÉFAITE TACTIQUE ?

Au lendemain de la chute du camp retranché, l'heure est au bilan. Comme souvent lorsqu'il est question de chiffrer les pertes, les données divergent selon les sources et il est difficile d'obtenir une estimation précise. Toutefois, pour le corps expéditionnaire qui a engagé 17 de ses meilleurs bataillons, le calcul s'avère moins compliqué même si, en raison de l'intensité des combats et de la confusion, « les pertes du 5 au 7 mai ne sont pas connues ». On sait, à la date du 5 mai 1954, que 1 142 combattants sont déclarés morts et 1 606 portés disparus ; par ailleurs, 4 436 ont été blessés, plus ou moins grièvement et, le nombre de déserteurs représente environ 1 161 hommes. À ce total, il convient d'ajouter les pertes des deux derniers jours de combat, évaluées entre 700 et 1 000 hommes par Rocolle. Au total, le Viêt-Minh capture donc un peu plus de 10 000 hommes, dont 60 % mourraient dans les camps viêt-minh de malnutrition, de maladie, de

misère physiologique. Quant aux pertes subies par l'armée populaire, leur chiffrage est encore plus délicat. « Tous les blessés [français libérés] signalent qu'à leurs avis ces pertes étaient énormes. Le terrain avoisinant le camp retranché, surtout à l'Est était un véritable charnier [ou régnait une] odeur pestilentielle ». Si les chiffres de 25 000 tués et 12 000 blessés avancés par certains services semblent ne pas devoir être retenus, celui de 22 000 victimes, tués et blessés confondus, paraît proche des estimations faites par le 2e bureau du corps expéditionnaire et confirmées, officieusement, par certains responsables viêt-minh. Cependant, l'Institut d'histoire militaire du Vietnam, qui dépend du gouvernement vietnamien, ne reconnaît à ce jour que 4 020 tués, 792 disparus et 9 118 blessés.

Alors qu'en métropole la chute de Diên Biên Phu rappelle à l'opinion publique qu'en Indochine se livre une guerre où, depuis neuf ans, les soldats français meurent, à Hanoï, l'urgence est désormais de tenter de porter secours aux blessés du camp retranché. Le 11 mai, le « gouvernement » viêt-minh fait savoir par l'intermédiaire de l'émission radiophonique « La voix du Vietnam » qu'il autorise la récupération des blessés les plus gravement atteints : « le lieu de rencontre est fixé à Diên Biên Phu, au nord du terrain d'aviation. Les délégués français devront venir en hélicoptère portant très visiblement le signe de la croix rouge », précise le communiqué. Le 13 mai, le professeur Huard[86] est envoyé à Diên Biên Phu pour fixer les modalités pratiques de cette évacuation des blessés, évacuation qui se heurte aux exigences viêt-minh de neutralisation de la RP 41, ce que refuse le général Navarre[87]. Malgré cette demande insatisfaite, le haut commandement de l'armée populaire accepte la restitution des blessés, mais il n'autorise pas l'utilisation de la piste d'aviation pour permettre aux Dakota de se poser[88]. Arguant de l'insécurité, notamment en raison des nombreuses mines, le Viêt-Minh refuse en effet de faire réparer la piste, et seuls des petits avions Beaver et des hélicoptères seront autorisés à évacuer les blessés. Au total, 858 hommes sont restitués, de nombreux autres dont l'état de santé aurait également justifié un rapatriement sanitaire n'ont pas cette chance et prennent, à pied, le chemin des camps.

Si l'heure est au bilan et au recueillement, elle l'est également à la recherche des responsabilités. Dès le 8 mai 1954, le général Navarre assume les siennes en même temps qu'il justifie l'occupation et la bataille de Diên

Biên Phu. Celle-ci a sauvé le Laos, le corps de bataille ennemi a été saigné et les bataillons français ont fixé au total 33 bataillons viêt-minh loin du Delta, sauvant peut-être cette zone d'un désastre. Dans cette optique, Diên Biên Phu serait certes une défaite sur le plan tactique, mais constituerait une victoire stratégique, les buts recherchés par le commandant en chef ayant été atteints. Ce point de vue peut en effet se défendre et les arguments avancés par Navarre apparaissent pertinents, même si ce dernier n'est pas exempt de reproches[89]. La chute du camp retranché, quelles que soient les raisons objectives de la défaite – augmentation de la puissance de feu nouvelle de l'armée viêt-minh grâce à l'aide chinoise, conséquences de l'annonce de la conférence de Genève, faiblesse de l'aviation française, erreurs dans la préparation et la conduite de la bataille à l'échelon des généraux Cogny et de Castries –, n'en représente pas moins une défaite psychologique majeure qui accélère la fin de la guerre d'Indochine. Un accord de cessez-le-feu est signé à Genève le 21 juillet 1954.

Malgré la confiance que le gouvernement affirme renouveler au général Navarre, ce dernier est remplacé le 4 juin 1954. Son successeur, le général Ely, désire dans un premier temps établir un rapport sur les combats qui se sont déroulés à Diên Biên Phu, avant d'y renoncer, officiellement pour ne pas ajouter un surcroît de fatigue aux prisonniers qui rentrent de captivité. Cependant, progressivement, le général Navarre devient aux yeux de l'opinion publique, le seul responsable de la défaite de Diên Biên Phu. *Vae Victis*. Au cours de l'année 1954 (et au début de l'année 1955), les articles de presse défavorables à l'ancien commandant en chef, notamment ceux rédigés par Lucien Bodard, accréditent encore davantage cette thèse. Navarre, qui entend ne pas jouer le rôle de bouc émissaire, souhaite pourtant que soient clairement établies les responsabilités militaires mais également politiques de cette bataille perdue, et réclame la constitution d'une commission d'enquête chargée de faire toute la lumière sur les événements de son mandat. Il veut que l'attitude du général Cogny fasse plus particulièrement l'objet d'un examen objectif et écrit d'ailleurs, le 12 juillet 1954, au secrétaire d'État à la Guerre :

> « le comportement du général Cogny a changé du tout au tout dès qu'il a senti que les choses pouvaient mal tourner. Hypnotisé par la crainte des conséquences de carrière que pourrait avoir pour lui un échec, sa principale préoccupation a été d'esquiver ses responsabilités

et de faire sa publicité personnelle plutôt que de conduire sans arrière-pensée la bataille qu'il avait à mener ».

Sa décision de livrer sa version des faits à la presse oblige au mois de janvier 1955 le président du Conseil, Pierre Mendès France à accepter l'idée d'une commission d'enquête. Présidée par le général Catroux, celle-ci commence ses travaux au mois de mars 1955 et les achève au mois de décembre, après avoir entendu seulement une partie des protagonistes[90]. Ses conclusions, très sévères à l'égard du général Cogny, ne sont pas rendues publiques et le général Navarre n'en prend que partiellement connaissance, par des voies officieuses. Estimant avoir subi un préjudice, il quitte l'armée en 1956. Quant à faire « toute la vérité » sur la bataille, les gouvernements successifs de la IVe République ont, à cette époque, bien d'autres préoccupations : en Algérie, l'insurrection armée se développe ; l'Indochine comme la bataille de Diên Biên Phu sont désormais une vieille histoire…

Conclusion

Au lendemain de la défaite de Diên Biên Phu, deux constats dominent. Premièrement, l'idée de livrer bataille au corps de bataille viêt-minh à plus de 300 kilomètres du Delta a constitué une monumentale erreur de la part du commandant en chef ; deuxièmement, ce dernier paraît porter l'entière responsabilité de l'échec, il est d'ailleurs relevé de son commandement moins d'un mois après la chute du camp retranché. Quant aux combattants, leur héroïsme doit être entendu une fois pour toute ; malgré leur bravoure et leur sacrifice, ils sont les victimes d'un système politique corrompu et incapable et d'un haut commandement défaillant. Le 6 septembre 1954, dans une lettre qu'il adresse au général Navarre, quelques jours seulement après sa libération, Jean Pouget témoigne de cette vision des faits, qui semble d'ailleurs ne plus devoir être remise en cause :

> « on nous place [écrit-il] en face d'une légende solidement admise ("Ceux de Diên Biên Phu", "La vallée des héros" etc.). Nous n'avons qu'à supporter le poids de la Gloire, car ce que nous pourrions ajouter à ces récits héroïques ternirait l'auréole de certains chefs, sinon de tous. Je crois d'ailleurs qu'une nouvelle version serait actuellement aussi éloignée de la réalité que la légende dorée elle-même ».

Pourtant, avant le déclenchement de la bataille, aucun responsable gouvernemental, aucun officier général ou supérieur exerçant de hautes fonctions n'ont émis de réserves. Seuls, certains aviateurs ont pu exprimer des doutes sur la praticabilité du terrain d'aviation en cas de pluie, une inquiétude qui avait d'ailleurs conduit à la création d'une piste en PSP, doublant le terrain d'aviation qui existait alors. Mais, après la chute du camp retranché, la belle confiance affichée à la veille des combats par tous ceux qui avaient inspecté le camp, relayée en cela par une grande partie de la presse de l'époque, semble soudainement oubliée. Les prophètes de la

catastrophe annoncée commencent à se manifester publiquement et viennent grossir le chœur des « *je-l'avais-bien-dit* », pour reprendre l'expression du général Navarre. Alors qu'une étude devait être menée sur le déroulement des combats entre le 13 mars et le 7 mai, celle-ci est finalement abandonnée à l'automne 1954 sous des prétextes fallacieux. Peut-être, comme le suggèrent certains, s'agissait-il de ne pas rendre publics des erreurs ou manquements et ternir l'aura dont bénéficient les défenseurs de la garnison française.

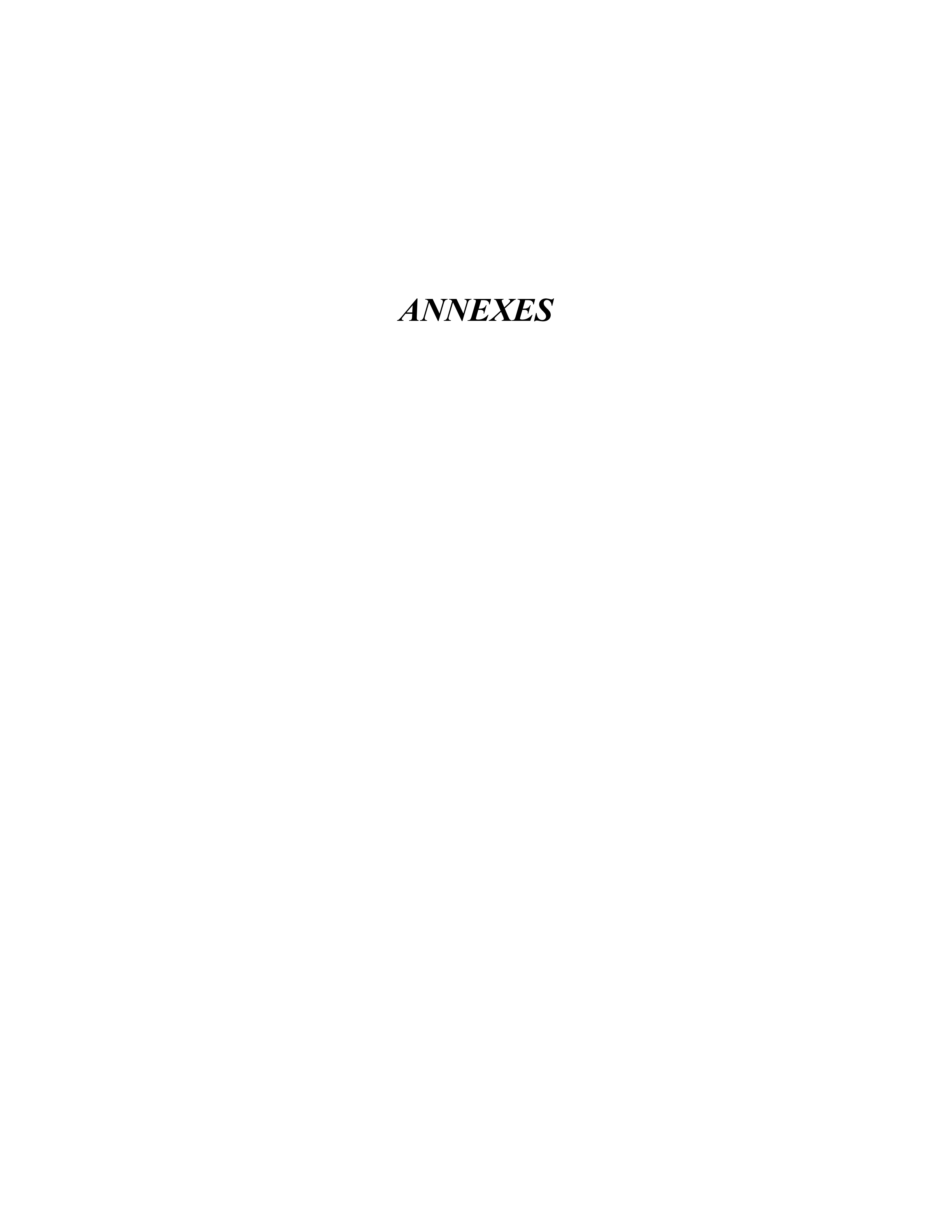
Le commandant en chef assume pleinement, nous l'avons dit, ses responsabilités quant à la décision d'occuper Diên Biên Phu et d'y accepter le combat décisif. Cependant, il refuse de supporter seul la responsabilité de la défaite. Il faut, en effet, pour comprendre le cheminement qui conduit à la bataille, en distinguer les différentes phases. Ainsi, après l'opération Castor, le 20 novembre 1953, lorsque les parachutistes français et vietnamiens font les gros titres des journaux en s'emparant de cette vallée perdue aux confins du pays thaï, l'idée d'attirer les divisions viêt-minh pour les détruire ne correspond à aucune réalité. En fait, c'est progressivement, au gré de l'évolution des opérations bien souvent imposées par le Viêt-Minh ou échappant au contrôle du commandant en chef (en premier lieu la décision de discuter du sort de l'Indochine à Genève), que l'engrenage menant à l'affrontement majeur se met en place, un affrontement que Navarre ne souhaite pas initialement. Dans cette perspective, la bataille de Diên Biên Phu est la conséquence de décisions politiques, stratégiques et opérationnelles auxquelles tentent de faire face le commandant en chef et ses grands subordonnés. Une fois la garnison française encerclée, au mois de décembre 1953, on peut cependant se demander s'il était encore temps de changer de stratégie. Le Laos pouvait-il être défendu d'une autre façon ? Aucun écrit ou témoignage ne confirme jusqu'à présent cette hypothèse, mais peut-être le général Navarre, en acceptant le défi lancé par Giap, a-t-il finalement cédé à la tentation d'écraser l'armée populaire, le rêve qu'avaient caressé ses prédécesseurs : obtenir – enfin – la confrontation directe avec le gros des forces ennemies et les défaire dans une bataille « rangée ». Dans les états-majors, tout le monde s'accordait à penser alors que la maîtrise des choses de la guerre comme la supériorité du feu des Français l'emporterait.

Cependant, au fil des mois, des erreurs aux échelons opératifs et tactiques n'échappent pas à certains observateurs et la responsabilité des généraux Cogny et de Castries est, à ce niveau, clairement engagée. Le premier n'a pas su donner l'impulsion nécessaire dans la préparation de la bataille et, une fois celle-ci déclenchée, dans sa conduite. L'absence d'un état-major interarmées capable de coordonner les actions au sol avec l'appui de l'aviation est, par exemple, imputable au chef des Forces terrestres du Nord-Vietnam. Son absence à son poste, dans la nuit du 31 mars au 1er avril 1954, est également une faute de commandement qui, à ce moment de la bataille, peut lui être reprochée. Le général de Castries, pour sa part, même s'il faut se garder d'affirmer qu'un autre officier aurait fait mieux, n'a peut-être pas montré tout le caractère qu'il eût fallu, notamment au moment de la contre-attaque avortée sur *Gabrielle*. C'est à peu de choses, parfois, que se perdent ou se remportent les victoires et, dans le cas de Diên Biên Phu, l'on ne peut préjuger des réactions de l'adversaire et de la physionomie du combat si les réserves françaises avaient été mieux employées et *Gabrielle* reconquise.

Objectivement, au regard des effectifs engagés par le Viêt-Minh, de la détermination de son état-major et de la troupe, de l'aide massive fournie par l'allié chinois et de la faiblesse des moyens de l'aviation française dont dépendait pourtant le sort de la garnison, à partir du moment où le ravitaillement aérien devenait insuffisant, sans intervention extérieure, le temps était inexorablement compté pour les hommes de Diên Biên Phu.

Aujourd'hui, Diên Biên Phu est devenue la capitale du pays thaï (succédant ainsi à Laï Chau) et compte environ 70 000 habitants. De la bataille, il ne subsiste plus que quelques vestiges, plus ou moins bien conservés par l'administration vietnamienne. Le pont Bailey construit par les sapeurs marocains du 31e BMG existe toujours et le promeneur peut découvrir, au hasard des rues, les anciennes plaques PSP réutilisées par la population pour confectionner des enclos pour les animaux ou renforcer des murets. Des monuments sont érigés çà et là pour rendre hommage aux soldats vietnamiens qui ont trouvé la mort dans les combats et un impressionnant cimetière accueille les tombes de milliers d'entre eux, au pied de l'ancienne *Éliane 2*. En France, les vétérans du Groupement opérationnel du Nord-Ouest se font, années après années, de moins en

moins nombreux et avec eux disparaît la mémoire de la bataille. C’est cette mémoire qu’il convient, dans le respect de l’histoire, de continuer à transmettre. Peut-être faut-il en conclusion laisser la parole au général Bigeard qui, au mois de septembre 1954, concluait son rapport d’opérations sur la bataille par ces mots : « Les combattants ne ressentent aucun sentiment de culpabilité dans l’échec final, conscient du bel esprit avec lequel ils se sont battu. Ils désirent seulement ne pas laisser dans l’oubli le sacrifice de ceux qui ne reviendront pas. »



ANNEXES

1.
Effectifs français largués à Diên Biên Phu le 20 novembre 1953

1re vague

Décollage 8 h 45 – Largage 10 h 45
6e BPC : 725
17e compagnie parachutiste du génie : 75
II/1er RCP : 675
PC du groupement aéroporté : 150
Total 1re vague : 1 625

2e vague

Décollage 13 h 30 – Largage 15 h 00
1er BPC : 750
Groupement de marche du 35e régiment d’artillerie légère parachutiste : 175
1re compagnie de mortiers lourds de la Légion étrangère : 75
Antenne chirurgicale parachutiste n° 1 : 25

Total 2e vague : 1 025

Total général : 2 650 hommes

2.
Volume des munitions du GONO
à la date du 10 février 1954

Calibre des armements (en millimètres)	GONO		Totalité des FTNV		
	Munitions en place (Nombre de coups)	Effectifs ou armement en service	Consommation mensuelle (Nombre de coups)	Totalité des dépôts principaux (Nombre de coups)	Effectifs ou armement en service
Cartouches de 7,5 (Fusils, FM, mitrailleuses)	10,5 millions	10 800 hommes dont 12 bataillons d'infanterie	7,2 millions	25 millions	200 000 hommes dont 99 bataillons d'infanterie
Cartouches de 9	5,3 millions		6,4 millions	9,6 millions	
Grenades offensives	50 000		80 000	90 000	
Grenades défensives	50 000		97 000	90 000	
Mortiers de 60	62 000	103 tubes	76 000	170 000	950 tubes
Mortiers de 81	32 000	57 tubes	39 000	128 000	760 tubes
Mortiers de 120	22 000	24 tubes	10 500	12 000	70 tubes
Chars M. 24 (75 mm)	9 500	10 chars	10 000	10 000	70 chars
105 Hm2	24 000	24 pièces	79 000	107 000	198 pièces
155 Hm1	2 200	4 pièces	8 000	7 000	24 pièces

3.
Effectifs du Groupement opérationnel du Nord-Ouest à la date du 12 mars 1954

	Officiers	Sous-officiers	Troupe	Total	Observations
Français métropolitains	180	477	755	1 412	
Légionnaires	97	309	2 563	2 969	
Nord-Africains	2	167	2 438	2 607	
Africains	– –	8	239	247	
Autochtones Réguliers Supplétifs	– – – –	97 105	2 053 1 323	2 150 1 428	Dont 2 575 Thaïs
Total	279	1 163	9 371	10 813	

Renforts aérotransportés ou parachutés
à Diên Biên Phu entre le 13 mars et le 7 mai 1954

	Français métropolitains	Nord-Africains	Légionnaires	Autochtones	Total
Parachutistes	1 169	– –	527	1 901	3 597
Non parachutistes	215	30	435	– –	680

Total	1 384	30	962	1 901	4 277

SOURCES PRIMAIRES

La plupart des archives militaires se reportant à la bataille de Diên Biên Phu sont conservées au Service historique de la Défense, situé au château de Vincennes. Certains des fonds d'archives nécessitent une demande de dérogation pour être communiqués.

Fonds des archives de l'Outre-mer, Indochine, Sous-série 10 H :

10 H 111 ; 10 H 179 ; 10 H 180 ; 10 H 302 ; 10 H 985 ; 10 H 1157 à 10 H 1178 ; 10 H 1660 à 10 H 1661 ; 10 H 2014 à 10 H 2015 ; 10 H 2086 ; 10 H 2364 ; 10 H 2459 ; 10 H 2532 ; 10 H 2584 ; 10 H 2587 ; 10 H 2624 ; 10 H 2683.

Commission d'enquête sur la bataille de Diên Biên Phu

1 R 227 à 1 R 237

Fonds du général Cogny

2009 PA 7 cartons 1 à 17

Fonds du général Navarre

1 K 342 cartons 1 à 7

Fonds du général Ely

1 K 233 cartons 35, 36, 37 et 38.

BIBLIOGRAPHIE

ACCOCE Pierre, *Médecins à Diên Biên Phu*, Paris, Presses de la Cité, 1992, 239 pages.

BAIL René, *Diên Biên Phu. Un combat pour l'impossible*, Ivry, Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense, Coll. « La médiathèque de la Défense », 2004, 259 pages.

BERGOT Erwan, *Convoi 42*, Paris, Presses de la Cité, Coll. « Frères d'armes », 1986, 339 pages.

BERGOT Erwan, *2e classe à Diên Biên Phu*, Paris, Presses de la Cité, 1988, 308 pages.

BERGOT Erwan, *Les 170 jours de Diên Biên Phu*, Paris, Presses de la Cité, Coll. « Troupes de choc », 1989, 184 pages.

BERTIN Marc, *Packet sur Diên Biên Phu*, 1991, édité à compte d'auteur, 1991, 155 pages.

BIGEARD Marcel, *Pour une parcelle de gloire*, Paris, Plon, 1997, 450 pages.

BODINIER Gilbert commandant, « Rapport Catroux sur Diên Biên Phu », *Revue historique des armées*, n° 220, septembre 2000, p. 70-76.

BOURY Paul, *Diên Biên Phu. Pourquoi ? Comment ? Et après ?*, Dijon, Éditions Clea, 297 pages.

BRANCION Henri de, *Diên Biên Phu. Artilleurs dans la fournaise*, Paris, Presses de la Cité, Coll. « Documents », 1993, 295 pages.

BRUGE Roger, *Les Hommes de Diên Biên Phu*, Paris, Perrin, 1999, 611 pages.

CATROUX Georges général, *Deux actes du drame indochinois. Hanoï : juin 1940. Diên Biên Phu : Mars-Mai 1954*, Paris, Plon, 1959, 238 pages.

COUDERT Jack, *La Dernière Luciole. Les Dakota parachutent à Diên Biên Phu*, édité à compte d'auteur, 2000, 159 pages.
DALLOZ Jacques, *Diên Biên Phu*, Paris, La Documentation française, 1991, 96 pages.
DE GALARD Geneviève, *Une femme à Diên Biên Phu*, Paris, Les Arènes, 2003, Éditions du Rocher, 250 pages.
DEROO Eric, VALLAUD Pierre, BAIL René, *Diên Biên Phu, 13 mars-7 mai 1954*, Paris, Tallandier, 2003, 160 pages.
DELPEY Roger, *Diên Biên Phu. L'affaire*, Paris, La Pensée moderne, 1974, 377 pages.
ELY Paul général, *Mémoires. L'Indochine dans la tourmente*, Paris, Plon, t. I, 1964, 360 pages.
FALL Bernard, *The Siege of Dien Bien Phu. Hell in a very small place*, New York, Da Capo Press edition, 1985, 515 pages.
GOSCHA Christopher, « L'aide militaire chinoise au Viêt-minh (1949-1954) », *Revue historique des armées*, n° 220, septembre 2000, p. 15-24.
GRAS Philippe, *L'Armée de l'air en Indochine (1945-1954). L'impossible mission*, Paris, L'Harmattan, 2001, 612 pages.
GRAS Yves général, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, Coll. « L'aventure coloniale de la France », 1992, 609 pages.
GRAUWIN Médecin-commandant, *J'étais médecin à Diên Biên Phu*, Paris, Éditions France-Empire, 1954, 382 pages.
GUILLAIN Robert, *Diên Biên Phu. La fin des illusions, février-juillet 1954*, Paris, Arléa, 2004, 192 pages.
JOURNOUD Pierre, TERTRAIS Hugues, *Paroles de Diên Biên Phu. Les survivants témoignent*, Paris, Tallandier, 2004, 413 pages.
JOURNOUD Pierre, *1954-2004, la bataille de Diên Biên Phu entre histoire et mémoire*, Paris, Société française d'histoire d'Outre-mer, 2004, 257 pages.
JUTEAU Jean-Marie, *Quand les canons se taisent*, édité à compte d'auteur, Lelo Éditions, 2003, 220 pages.
KAPLAN Lawrence, ARTAUD Denise, *Diên Biên Phu. L'alliance atlantique et la défense du sud-est asiatique*, Paris, La Manufacture, 1999, 422 pages.

KLOTZ Bernard, *Enfer au paradis. Trois campagnes sur Hellcat. Indochine (1952-1953-1954)*, Ardhan Éditeur, 2005, 205 pages.

LANGLAIS Pierre colonel, *Diên Biên Phu*, Paris, Éd. France-Empire, 1963, 264 pages.

LEONETTI Guy, *Lettres de Diên Biên Phu*, Paris, Arthème Fayard, 2004, 505 pages.

MAISONNEUVE Charles, *Diên Biên Phu. Les chevaliers condamnés de l'armée coloniale*, Paris, Éditions Larivière, Coll. « Docavia », 2005, 175 pages.

MUELLE Raymond, *Combats en pays thaï de Laï Chau à Diên Biên Phu, 1953-1954*, Paris, Presses de la Cité, 1999, 214 pages.

NAVARRE Henri, *Agonie de l'Indochine (1953-1954)*, Paris, Plon, 1956, 335 pages.

NAVARRE Henri, *Le Temps des vérités*, Paris, Plon, 1979, 461 pages.

PHAM Thanh Tâm, *Carnet de guerre d'un jeune viêt-minh à Diên Biên Phu*, Paris, Armand Colin, 2011, 190 pages.

PELISSIER Pierre, *Diên Biên Phu. 20 novembre 1953-7 mai 1954*, Paris, Perrin, 2004, 614 pages.

POUGET Jean, *Nous étions à Diên Biên Phu*, Paris, Presses de la Cité, 1964, 446 pages.

POUGET Jean, *Le Manifeste du camp n° 1*, Paris, Tallandier, 2012, 464 pages (rééd.).

RIOUX Jean-Pierre (préf.), *Diên Biên Phu vu d'en face. Paroles de bo doï*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010, 271 pages.

ROCOLLE Pierre, *Pourquoi Diên Biên Phu ?*, Paris, Flammarion, coll. « L'Histoire », 1968, .

ROY Jules, *La Bataille de Diên Biên Phu*, Paris, René Julliard, 1963, 612 pages.

RUSCIO Alain, *Diên Biên Phu, la fin d'une illusion*, Paris, L'Harmattan, 2000, 124 pages.

RUSCIO Alain, TIGNERES Serge, *Diên Biên Phu, Mythes et réalités. Cinquante ans de passions françaises (1954-2004)*, Paris, Les Indes savantes, 413 pages.

THURIES Jean, HANTZ Ernest, AULONG Jacques, *Merci toubib. Diên Biên Phu : trois médecins racontent*, Paris, Éditions Italiques, 2004, 270 pages.

VO NGUYEN GIAP général, *Mémoires 1946-1954. Diên Biên Phu, le rendez-vous de l'histoire*, Fontenay sous Bois, Anako Éd., Coll. « Grands témoins », t. III, 2004, 345 pages.

WINDROW Martin, *The Last Valley : Dien Bien Phu and the French defeat in Vietnam*, Weidenfeld Military, 2004, 736 pages.

NOTES

« Une porte de sortie honorable »

1- Le Nord-Vietnam est appelé Tonkin par les Français, le centre, Annam, tandis que la Cochinchine désigne le sud du pays.

2- Depuis 1937, le Japon est en guerre contre la Chine.

3- Jean Ferrandi est de nouveau aux côtés de Salan en Algérie et le suivra dans l'Organisation de l'armée secrète (OAS). Condamné à mort par contumace après le putsch des généraux, il est finalement arrêté en même temps que le général Salan et voit sa peine commuée en détention. Il est gracié en 1966. Contrairement à ce que Ferrandi laisse entendre dans son ouvrage *Les Officiers français face au Viêt-Minh*, le général Navarre affirme n'avoir jamais rencontré ce dernier.

4- L'état-major interarmées et des forces terrestres, créé par le général de Lattre, est l'état-major du commandant en chef.

La campagne d'automne 1953

5- Défense contre aéronefs.

6- En 1954, les services de renseignement français font état de pilotes vietnamiens s'entraînant en Chine sans que ces informations soient réellement confirmées.

7- Les soldats provenant de l'Afrique orientale française (AOF) ou de l'Afrique équatoriale française (AEF) sont désignés, dans l'armée française, sous le terme générique de « tirailleurs sénégalais ».

8- Un groupe est généralement formé de trois batteries à quatre pièces chacune, soit un total de douze tubes.

9- À la fin de l'année 1953, un quatrième groupe de transport rejoint l'Indochine et, grâce à l'arrivée de nouveaux C 47 et C 119, l'objectif des 100 avions de transport est atteint à la fin du mois de janvier 1954.

10- En décembre 1953, le GCMA est rebaptisé Groupement mixte d'intervention (GMI).

11- Muong Thanh signifie en langue thaïe « la ville du ciel ». *Diên* désigne littéralement une administration, *Biên* un espace frontalier et *Phu* un district, ce qui, en termes francisés peut se traduire par « chef-lieu de l'administration préfectorale frontalière ».

12- Diên Biên Phu est évacué par les Franco-laotiens le 30 novembre 1952 alors même que commence la bataille de Na San.

13- Le général Salan a également, avant de quitter son commandement, préconisé la réoccupation de Diên Biên Phu.

14- Cité par Jean Pouget, *Nous étions à Diên Biên Phu*, Presses de la Cité, 1964, p. 31. D'autres sources, sans mentionner explicitement l'insulte, font état de l'opinion plutôt négative que nourrissent les généraux Salan et de Linarès envers leur subordonné, le général Cogny.

15- Créés à partir de 1950, les GATAC sont des organismes de commandement et de coordination interarmées dont le but est de faciliter la coopération aéroterrestre, comme l'appui des troupes au sol en opérations.

16- La charge utile moyenne d'un C 47 est de 2,5 tonnes contre 6 tonnes pour le C 119 qui présente, en outre, l'avantage de pouvoir larguer la totalité de son fret en une seule passe.

Anne-Marie, Béatrice, Gabrielle et quelques autres...

17- Celui du colonel de Castries, celui du sous-secteur et celui des réserves.

18- Au moment de sa nomination à la tête du GONO, le colonel de Castries est déjà titulaire de treize citations à l'ordre de l'armée (entre février et avril 1954, il en gagne trois de plus), d'une citation à l'ordre du corps d'armée, de trois à l'ordre de la division et d'une à l'ordre de la brigade. Par ailleurs, ses trois blessures reçues au feu en font un « véritable chef de guerre » – comme en témoignent ses notations à partir de 1940 –, respecté de la troupe.

19- Le sous-secteur centre ou « noyau central », représente une superficie de 480 hectares. Au 6 mai 1954, celle-ci s'est réduite à 135 hectares.

20- 8e bataillon de parachutistes de choc.

21- Il existe en fait trois terrains d'aviation à Diên Biên Phu : une piste revêtue de plaques semi-perforées (*Pierced steel planks* en anglais), un terrain en terre qui lui est parallèle et un terrain d'aviation secondaire situé à quelques centaines de mètres d'*Isabelle*. Ce dernier ne joue aucun rôle dans la bataille.

22- Huit pièces sont prévues en réserve.

23- Le *Bristol Freighter 170* est un avion-cargo d'origine britannique. Un certain nombre de ces appareils appartenant à la compagnie civile Air Vietnam sont utilisés pour le transport et le ravitaillement de Diên Biên Phu avant la bataille.

24- Le 15 avril 1954, le sous-lieutenant Mengelle remplace le capitaine Hervouët, blessé.

25- Malgré ces remarques, Robert Guillain émet quelques réserves sur le choix de l'implantation de la base aéroterrestre.

26- À titre d'exemple, la batterie de 155 mm enregistre 60 % de pertes au cours de la bataille, soit 54 artilleurs tués et blessés sur 89 ; de même, le II/4e RAC accuse 41 % de pertes.

27- Cette expression imagée fait référence à l'ouvrage de Sir Basil Liddell Hart, *The Other side of the Hill*, qui expose le point de vue des généraux allemands sur les événements et opérations de la Seconde Guerre mondiale. Elle est depuis parfois employée pour désigner le point de vue de l'ennemi.

28- Entre le 21 novembre 1953 et le 12 mars 1954, avant que ne s'engage la bataille, la garnison de Diên Biên Phu déplore 151 tués, 88 disparus et 798 blessés, soit un total de 1 037.

« C'est pour demain »

29- Au cours de la bataille, le Viêt-Minh est en mesure de recompléter ses effectifs en puisant parmi les 10 000 recrues de ses centres d'instruction ou dépôts, et envoie également trois bataillons supplémentaires combattre dans la vallée.

30- Certains de ces croquis sont conservés dans les archives du Service historique de la Défense, à Vincennes.

31- Ce chiffre, comme celui des combattants viêt-minh, est fourni par le décryptage du code du ravitaillement ennemi. Celui-ci indique le nombre de rationnaires ou le tonnage global en riz qui permet, par un simple calcul, de l'obtenir.

32- Les bicyclettes, dont beaucoup de la marque Peugeot, peuvent transporter chacune environ 300 kg de fret (500 selon certaines sources).

33- Entre novembre 1953 et mai 1954, le nombre d'appareils employés simultanément aux missions de bombardement ne dépasse pas cinq, la moyenne se situant autour de deux.

34- Si l'histoire de Diên Biên Phu a retenu cette date, il semble que la décision d'annuler l'attaque ait été prise une semaine plus tôt, le 18 janvier.

35- Sur les 517 légionnaires que compte le III/13e DBLE ce 13 mars 1954, environ 80 combattants sont présents dans le secteur central : blessés, suivant un stage de spécialisation ou employés à diverses servitudes. Il paraît étonnant que, l'heure d'attaque étant connue, les valides n'aient pas été envoyés sur *Béatrice* reprendre leur postes de combat.

36- Prévu à 17 h 30, Giap a avancé l'horaire de l'attaque.

37- Le Sung Không Zât (SKZ) signifie « canon sans recul ». Il existe environ une demi-douzaine de versions de cette arme, imaginée et fabriquée par le Viêt-Minh au cours de la guerre.

38- Depuis les combats de Nghia Lo, au mois d'octobre 1952, l'éclairage du champ de bataille par l'aviation a pris une grande importance. Celui-ci est principalement assuré par le largage de bombes « Luciole » par un Dakota qui prend alors, en opérations, le nom de *Dakota Luciole* et peut emporter de 60 à 100 bombes. Le temps d'éclairage d'une « Luciole » varie entre 3 et 5 minutes et la visibilité au sol procuré par cet engin peut se comparer à celle d'une nuit claire. Les obus explosifs ou au phosphore, tirés par l'artillerie, contribuent également à l'éclairage du champ de bataille.

39- Le commandant Kah qui devait assurer la relève de de Mecquenem, arrivé en fin de temps de commandement, est grièvement blessé. Fait prisonnier après la chute de *Gabrielle*, il décède de ses blessures peu de temps après.

40- Essayant d'échapper aux viêt-minh qui investissent la position, le chef de bataillon de Mecquenem est fait prisonnier vers 7 heures.

41- L'addition de ces chiffres contredit ceux des ouvrages affirmant que l'effectif total du V/7e RTA présent sur Gabrielle s'élève à 877 au soir du 14 mars.

La crise du moral

42- Au moment où le Viêt-Minh formule son offre, le général Navarre est dans l'avion qui le mène à Hanoï. Aussi est-ce son chef d'état-major, le général Gambiez, qui prend la responsabilité d'accepter cette suspension d'armes, que Navarre aurait personnellement rejetée. Navarre reprochera d'ailleurs au seul Cogny d'avoir accepté la trêve. Au final, une dizaine de blessés graves seront recueillis.

43- À cette date, le lieutenant-colonel Langlais a également reçu le commandement du sous-secteur centre. Craignant que celui-ci ne soit le prochain objectif viêt-minh, il choisit de garder intacts les deux bataillons de réserve générale.

44- Langlais reproche à Tourret de ne pas avoir suffisamment organisé défensivement sa position et de ne pas obéir aux ordres donnés.

45- Sans en avertir Bigeard et donc en ne respectant pas la hiérarchie, d'où la colère du chef du 6e BPC.

46- Au 13 mars 1954, les moyens mis en place à Diên Biên Phu permettent de traiter 424 blessés et malades : 154 lits pour le secteur central, 60 sur *Isabelle* et 210 dans les points d'appui et postes de secours des bataillons.

47- Le 27 mars 1954, le C 47 transportant Geneviève de Galard, convoyeuse de l'air, atterrit. Touché par des éclats d'obus, celui-ci ne peut plus repartir. C'est le dernier appareil à se poser à Diên Biên Phu au cours des combats.

48- Plusieurs sources évoquent la date du 26 mars pour cette action. Les archives consultées confirment bien, quant à elles, celle du 28.

49- *Dominique 1* est située à l'ouest de la RP 41 et est séparée de l'extrémité sud de la piste d'aviation par la Nam Youn.

50- Contrairement à ce qu'affirment certaines sources, il semble que la 2e compagnie mixte de mortiers de Légion étrangère (2e CMMLE) ne se trouve plus sur *Dominique 1* quand commence la bataille des cinq collines, elle a été repliée sur *Épervier* le 26 mars.

51- Il faut bien différencier le mont Fictif, colline de forme ovale composée de deux hauteurs, du mont Chauve. Beaucoup d'ouvrages ont tendance à appeler mont Chauve la deuxième hauteur du mont Fictif, ce qui constitue une erreur.

52- *Dominique 1, 2* et 5, *Éliane 1* et *2*.

La bataille des cinq collines

53- *Dominique 2*, avec ses 500 mètres d'altitude, est la plus haute des collines qui entourent le camp retranché.

54- Le Belvédère est un ensemble de collines escarpées situées à environ 3 kilomètres à l'est du Monte Cassino, en Italie. Les tirailleurs algériens et tunisiens de la 3e division d'infanterie algérienne (3e DIA) s'en emparèrent au prix de très lourdes pertes en janvier-février 1944.

55- Du 30 mars au 1er avril 1954, les quatre mitrailleuses quadruples de la batterie de marche du groupe antiaérien d'artillerie coloniale d'Extrême-Orient (GAACEO) ont consommé 68 000 cartouches de 12,7 mm.

56- Il s'agit en fait d'un drain creusé par les Japonais au cours de la Seconde Guerre mondiale.

57- La charge plate est une mine antipersonnel à effet dirigé qui renferme plusieurs centaines de projectiles.

58- Le point d'appui sera finalement évacué dans la nuit du 17 au 18 avril 1954, le ravitaillement et les liaisons de la position, isolée, avec le reste de la garnison devenaient trop difficiles et trop coûteux en hommes.

59- Elle est désormais rendue possible grâce à l'arrivée de renforts : le II/1er RCP est largué entre le 1er et le 5 avril et le 2e BEP le sera entre le 10 et le 12 du même mois.

60- Et non démenti par le général Cogny.

61- Devant l'aggravation de la situation à Diên Biên Phu, le général Navarre quitte Saïgon vers 21 heures le 30 mars et arrive à Hanoï vers 1 heure du matin, le 31.

62- Cette version des faits, si elle est relatée de manière différente dans l'ouvrage de Jules Roy, n'est cependant pas contredite par le général Cogny lors de son audition devant la Commission d'enquête sur Diên Biên Phu.

63- Comme l'a montré l'engagement de « volontaires » lors du conflit coréen.

64- La mission des forces venues du Laos évolue début mai, il s'agit désormais de recueillir les isolés qui ont pu échapper au Viêt-Minh.

« Au revoir mon vieux »

65- À Diên Biên Phu même, il y a 569 blessés (221 couchés et 348 assis) et 122 à *Isabelle* (65 couchés et 57 assis).

66- Dans son ouvrage *Les 170 jours de Diên Biên Phu*, Erwan Bergot affirme que ce dernier a continué le combat le 15 mars jusqu'en début d'après-midi alors que le centre de résistance était tombé au matin.

67- Chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur, médaillé, militaire et onze fois cité, l'adjudant Abdallah Ben Ahmed est parrain de la 206e promotion d'élèves sous-officiers de l'École nationale des sous-officiers d'active de Saint-Maixent-l'École.

68- Selon plusieurs témoignages dignes de foi, il semble que le lieutenant-colonel Langlais ait émis au mois d'avril l'intention d'organiser une opération pour punir ces déserteurs et mettre fin aux trafics qui se livraient sur les berges de la Nam Youn. Il y renonça faute de moyens, mais également pour éviter un combat fratricide sans profit pour la survie du camp retranché.

69- La durée prévue du stage est de douze jours.

70- Groupement aéroporté. Organe de commandement des troupes parachutistes.

71- La conférence de Genève qui s'ouvre le 26 avril 1954 aborde dans un premier temps le problème coréen et notamment la question de la réunification du pays.

72- Le colonel de Castries est nommé général le 15 avril et un certain nombre d'officiers, sous-officiers et hommes de troupe bénéficient également de promotions à titre exceptionnel.

73- Au lendemain de cette contre-attaque avortée, la garnison compte désormais 1 078 blessés : 402 couchés et 676 assis.

74- La destruction par l'artillerie viêt-minh, fin avril, d'un dépôt contenant quatre jours de vivres et trois mille coups de 105 amenuise un peu plus les stocks du GONO.

75- Au moment de la chute du camp retranché, l'aviation de transport en Indochine dispose de 103 Dakota pilotés par 49 équipages français et de 29 C 119 pilotés par 12 équipages américains et 10 français.

76- Certains de ces lance-fusées sont exposés au « musée » de Diên Biên Phu, à proximité de l'ancien point d'appui *Éliane 2*, dénommée colline *A 1* par les Vietnamiens.

77- Entre le 13 mars et le 7 mai 1954, l'artillerie française a consommé 5 000 coups de 155, 70 000 coups de 105 et 28 000 coups de 120. Au cours de la même période, les consommations en munitions des pièces d'artillerie viêt-minh d'un calibre supérieur ou égal à 60 mm semblent s'être élevées à environ 200 000 coups.

78- Le capitaine Pouget est parachuté à la tête de sa compagnie sur Diên Biên Phu dans la nuit du 4 au 5 mai 1954.

79- La 1re compagnie et une partie de la 4e compagnie ne sont pas larguées.

80- De nombreux blessés, après avoir été soignés et sommairement pansés, reprennent le combat.

81- Le 23 mars 1954, une étude a déjà été entreprise sur la faisabilité d'une sortie de la garnison du camp retranché – du moins de ses forces combattantes – en direction du Sud-Ouest pour « *tendre la main aux éléments amis* » en provenance du Laos. Le colonel Bastiani concluait à l'impossibilité de cette action, d'accord en cela avec son adjoint qui soulignait clairement : « *je crois que ce serait une* aventure *où nous risquerions de perdre notre GAP, car il faut s'attendre à une poursuite viêt-minh très vigoureuse* ».

82- Et non l'inverse comme on le trouve parfois écrit dans certains ouvrages.

83- La restitution de celle-ci, devenue célèbre depuis lors, a effectivement été tronquée : dans le message originel Cogny mentionne bien l'interdiction de hisser le drapeau blanc, ce que pensait faire de Castries pour protéger les blessés, ce qui n'apparaît pas dans la version officielle connue du grand public.

84- Voir notamment sur ce sujet *Convoi 42* d'Erwan Bergot et *Le Manifeste du camp n° 1* de Jean Pouget.

85- *Signal Corps Radio*.

86- Professeur de médecine à l'université de Hanoï, hostile à la guerre, Huard bénéficie de l'estime du Viêt-Minh.

87- Contrairement au général Cogny qui accepte l'idée d'une trêve, le général Navarre ordonne la reprise du bombardement de la RP 41 afin de gêner le retour sur le Delta du corps de bataille viêt-minh. Les bombardements reprennent donc le 18 mai 1954 à 16 h 30.

88- Prévoyant la nécessaire remise en état du terrain d'aviation pour cette opération, le général Navarre avait ordonné aux compagnies du génie de ne pas détruire leur matériel et de se tenir prêtes aux travaux de réparation.

89- On lui reproche notamment d'avoir mené, en même temps que Diên Biên Phu, l'opération Atlante, déclenchée en janvier 1954 au Centre-Vietnam et qui aurait immobilisé des forces terrestres et aériennes susceptibles d'être utilisées au profit du camp retranché. Un examen approfondi de la question ne permet pas de donner objectivement raison à cette critique.

90- De nombreuses autorités politiques et militaires ne sont pas auditionnées, limitant ainsi le champ de l'enquête et ses conclusions.

Index des noms de personnes et d'opérations

Index des noms de lieux

DU MÊME AUTEUR

(dir.) *Le Bataillon français de l'ONU en Corée. Le combat méconnu des volontaires français, 1950-1953*, Service historique de la Défense, Éditions du Coteau, SOTECA, 2010.

Les Enseignements de la guerre d'Indochine (1945-1954), édition présentée par Ivan Cadeau, Service historique de la Défense, 2011.

DANS LA MÊME COLLECTION

Arnaud Blin, *Wagram. 5-6 juillet 1809*, 2010.

Pierre Bouet, *Hastings. 14 octobre 1066*, 2010.

Christophe Prime, *Omaha Beach. 6 juin 1944*, 2011.

Jérôme de Lespinois, *Bataille d'Angleterre. Juin 1940-mai 1941*, 2011.

Hélène Harter, *Pearl Harbor. 7 décembre 1941*, 2011.

Xavier Hélary, *Courtrai. 11 juillet 1302*, 2012.

Yann Le Bohec, *Alésia. 52 avant J.-C.*, 2012.

Damien Baldin et Emmanuel Saint-Fuscien, *Charleroi. 21-23 août 1914*, 2012.

Sylvain Gouguenheim, *Tannenberg*. *15 juillet 1410*, 2012.

André-Paul Comor, *Camerone. 30 avril 1863*, 2012.

Il y a près de soixante ans maintenant, l'armée française livrait, à Diên Biên Phu, la dernière bataille rangée de son histoire. Cinquante-six jours durant, des combats acharnés opposent les troupes de l'Union française aux soldats de l'armée populaire vietnamienne. Depuis lors, ces trois syllabes sont synonymes de courage et de sacrifice.

Côté français, cette bataille perdue, qui se solde par la chute du camp retranché de Diên Biên Phu, le 7 mai 1954, précipite la fin de la guerre d'Indochine. Elle provoque aussi un réel traumatisme en même temps qu'une prise de conscience de l'opinion publique française, qui s'interroge sur les raisons qui ont conduit à l'anéantissement de 17 bataillons, parmi les meilleurs, et à la perte de 15 000 hommes – morts, blessés, prisonniers – commandés par le général de Castries.

À l'appui d'archives et de témoignages inédits, Ivan Cadeau donne à voir une autre réalité de cet événement capital, notamment à travers la chasse aux responsables qui s'est ouverte dès 1955 et qui fait encore débat aujourd'hui. Il montre encore que, comme l'écrira le général Ely, « si par une chance inespérée, Diên Biên Phu n'était pas tombé, si seulement la place avait été dégagée par une intervention aérienne américaine, le choix fait par le général Navarre ne serait-il pas considéré encore aujourd'hui comme un trait de génie ? »

Docteur en histoire et officier, Ivan Cadeau enseigne auprès de différents organismes de l'armée de Terre. Il a notamment dirigé l'ouvrage *Le Bataillon français de l'ONU en Corée 1950-1953* (2010) et rédigé l'introduction des *Enseignements de la guerre d'Indochine* (2011).

www.tallandier.com



Couverture : Parachutistes français à Diên Biên Phu, mars 1954. © Keystone-France.

ISBN 979-10-210-0057-5 / Imprimé en France I.2013

17,90 €